

**CPJ**

# **GUIDE DE SÉCURITÉ DES JOURNALISTES**

**COUVRIR L'ACTUALITÉ DANS UN MONDE  
DANGEREUX ET CHANGEANT**

Par Frank Smyth/Conseiller principal du CPJ pour la sécurité des journalistes

Avec un chapitre sur la sécurité de l'Information de Danny O'Brien/Coordonnateur du Plaidoyer pour l'Internet du CPJ

Le Comité pour la Protection des Journalistes



# Table des matières

i. Introduction: Un nouveau monde de l'information.....	3
<b>1. Préparation de base .....</b>	<b>4</b>
Correspondance à l'étranger .....	4
Journalisme local .....	5
Accréditations de presse .....	7
Couverture d'assurance .....	8
Soins médicaux et vaccinations.....	9
Précautions personnelles .....	10
<b>2. Evaluation du risque et réponse.....</b>	<b>12</b>
Evaluation de la sécurité .....	12
Sources d'Information .....	14
Sécurité et armes.....	15
Violence sexuelle .....	15
Situations de captivité .....	17
Répondre aux menaces .....	19
<b>3. Sécurité de l'information .....</b>	<b>20</b>
Comprendre la menace .....	20
Protéger les communications .....	21
Défendre les données personnelles .....	24
Défendre les données externes .....	25
Choisir un mot de passe fort.....	26
<b>4. Conflit armé.....</b>	<b>27</b>
Formation en matière de sécurité .....	27
Equipements de protection .....	28
Incorporation ou reportage individuel .....	28
Règles de la guerre .....	30
Postes de contrôle.....	30
La technologie satellitaire dans les environnements hostiles.....	31
<b>5. Crime organisé et corruption.....</b>	<b>33</b>
Préparation de base.....	33
Planifier une investigation .....	34
Aborder des sujets hostiles.....	35
Accéder aux informations .....	36
Efforts de collaboration.....	37
Signes avertisseurs .....	37
<b>6. Affaires civiles et troubles .....</b>	<b>39</b>
Scènes d'accident, d'incendie et de sauvetage.....	39
Théâtres de crime et de terrorisme.....	39
Articles sur la propriété privée .....	40
Manifestations et émeutes.....	40

7. Catastrophes naturelles .....	43
Risques du journalisme indépendant .....	43
Planification de la salle de rédaction .....	43
Transport et équipement .....	44
Sécurité sur le terrain .....	44
8. Epidémies et dangers publics .....	46
Préparation de base.....	46
Autoprotection .....	46
9. Risques soutenus.....	48
Sécurité personnelle .....	48
Sécurité de la famille.....	48
Surveillance .....	49
Solidarité .....	50
Planification des mesures d'urgence.....	50
10. Réactions de stress.....	51
Signes du stress.....	51
Prendre soin de soi-même.....	52
Conclusion: Un monde nouveau.....	53
<b>Annexe</b>	
A. Listes de contrôle.....	54
Equipement Personnels.....	54
Trousse de Premiers Soins.....	55
B. Formation en matière de sécurité .....	57
E. Organisations de journalistes.....	59
Organisations de défense de la liberté de presse .....	59
Comités et groupes pour la liberté d'Internet .....	61
Organisations de soutien et de sécurité des informations.....	62
Organisations de formation professionnelle.....	62
Groupes de reportage d'investigation .....	63
C. Les Assureurs.....	66
D. Ressources et manuels de journalisme .....	67
E. Autres ressources .....	69
G. Formulaire d'évaluation de la sécurité.....	70
À propos des auteurs.....	74
Remerciements.....	75

## i. Introduction: Un nouveau monde de l'information

Le monde est un endroit de plus en plus dangereux pour les journalistes. En moyenne, plus de 30 journalistes sont **assassinés** chaque année et les assassins restent impunis dans près de neuf cas sur 10. Chaque année, des centaines de journalistes sont agressés, menacés ou harcelés. Beaucoup de journalistes sont suivis ou leurs appels téléphoniques et leurs communications Internet interceptés. Plus de 150 sont **derrière les barreaux**, certains sans être inculpés de crime. Le sort d'au moins 35 journalistes reste **inconnu**. Dans l'exercice de leur profession, les journalistes sont confrontés à un stress émotionnel lorsqu'ils couvrent des sujets impliquant la douleur ou la perte de vie, de l'abus sexuel des enfants aux attaques terroristes contre des civils.

Le monde est également devenu plus petit pour les journalistes. La technologie numérique permet presque à chacun de suivre non seulement les événements en temps réel, mais aussi les reportages réalisés par des journalistes et des médias spécifiques. Les acteurs violents et corrompus dans le monde entier comprennent non seulement comment l'information influence les perceptions, mais aussi comment le travail des journalistes individuels peut menacer leurs activités. Dans certains pays, un niveau sans précédent d'esprit de partialité dans les médias diffusés par câble, Internet ou voie audiovisuelle a brouillé les frontières entre les journalistes et les défenseurs de certaines causes, compromettant davantage la notion selon laquelle les journalistes doivent être des observateurs neutres ou professionnels. Cela a abouti à un environnement plus hostile pour la presse dans des endroits allant des petites villes somnolentes à des zones de guerre internationale. Plus que jamais auparavant, les journalistes du monde entier doivent maintenant veiller au grain.

Le monde de la presse est également devenu différent. La réduction du personnel dans les salles de rédaction a abouti à l'augmentation du nombre de journalistes indépendants qui rendent compte de l'actualité sur les lignes de front, des tsunamis à l'étranger aux accidents de la circulation au niveau local, des marées noires aux manifestations politiques, des conflits armés au crime organisé. Bien que bon nombre de ces correspondants locaux soient accrédités par d'importantes entreprises de presse, ils restent des employés contractuels à qui il peut incomber la responsabilité d'assurer leur préparation, leur équipement, leur assurance et leurs soins. Les journalistes locaux de toutes les catégories professionnelles peuvent être confrontés aux mêmes défis. Des correspondants non rémunérés font des reportages pour de nouveaux réseaux médiatiques en plein essor avec peu ou pas d'appui ni de formation. Aujourd'hui, plus de journalistes que jamais choisissent les sujets à couvrir et la manière de les aborder. En d'autres termes, ils travaillent en grande partie en solitaire.

Ce guide énumère de manière détaillée ce que les journalistes doivent savoir dans un monde nouveau et changeant. Il est destiné aux journalistes locaux et internationaux de différents niveaux d'expérience. Le guide décrit la préparation de base pour les nouveaux journalistes qui font leurs premières missions à travers le monde, offre des informations de remise à niveau pour les journalistes au milieu de leur carrière qui retournent sur le terrain, et fournit des conseils sur des questions complexes telles que la sécurité numérique et l'évaluation de la menace pour les journalistes de tous les niveaux d'expérience.

# 1. Préparation de base

Jamais autant de journalistes de différentes catégories professionnelles n'ont rapporté l'actualité sur autant de plateformes diverses. Pourtant, quelle que soit la forme de journalisme, du journalisme d'investigation au reportage de terrain, de la correspondance à l'étranger à la couverture au niveau local, du bloguage au photojournalisme, une sérieuse préparation est la base.

Il faut soigneusement étudier votre mission ainsi que le sujet. Étudier le terrain, l'histoire, les acteurs, la dynamique et les tendances en s'appuyant sur divers points de vue. (Voir les sections ci-dessous, **Correspondance à l'étranger** et **Journalisme au niveau local**). Imprégnez-vous de la culture, des mœurs, et des idiomes de chaque groupe à couvrir. Les compétences linguistiques sont très utiles, surtout la connaissance des termes et expressions de base. Dressez une liste des sources d'information potentielles à travers un éventail de points de vue. Élaborez un plan circonstanciel détaillé à utiliser en cas d'urgence, identifiez des voies de sortie et des contacts de confiance que vous tiendrez informés de votre emplacement, vos plans et des détails de votre travail. (Voir le **Chapitre 2** Évaluation du risque et Réponse). Les autres précieuses étapes préparatoires incluent l'obtention d'une assurance santé appropriée ainsi que et que des vaccinations nécessaires (comme expliqué dans les sections ci-dessous, **Couverture d'assurance** et **Soins médicaux et Vaccinations**), la bonne compréhension de la sécurité de l'information et de la communication (comme expliqué au **Chapitre 3** Sécurité de l'information), et le fait de subir une bonne formation sur les conflits et de recevoir le matériel adéquat (comme décrit au **Chapitre 4** Conflits armés).

## Correspondance à l'étranger

Faire des recherches approfondies sur une destination étrangère avant de s'y rendre est essentiel pour garantir sa sécurité. Examiner attentivement les reportages reflétant un éventail de points de vue, diverses sources intellectuelles, divers avis en matière de voyage et de santé de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et d'autres organismes gouvernementaux ou multilatéraux, et des rapports sur les droits de l'homme et liberté de la presse fournis par des sources gouvernementales et non gouvernementales. Les guides de voyage courants peuvent fournir des informations essentielles sur les cultures et leurs mœurs. Avant de se rendre à un endroit, surtout pour la première fois, demander les conseils des journalistes expérimentés sur cet environnement. Les conseils spécifiques à la situation fournis par des collègues de confiance sont essentiels dans la planification d'une mission et l'évaluation des risques. Si vous êtes inexpérimentés dans la profession ou nouveau par rapport à un endroit particulier, vous pourriez aussi penser à demander à vos collègues chevronnés si vous pouvez les accompagner pour un certain temps pendant qu'ils travaillent.

Ne ménager aucun effort pour apprendre les expressions de base dans les langues autochtones pour faciliter les interactions quotidiennes et faire montre de respect, ce qui peut renforcer votre sécurité. Étudiez les itinéraires de voyage hors de votre zone de mission ainsi que la position des établissements sanitaires disponibles. Le Réseau de correspondance étrangère de l'Américain University fournit une liste de **diverses ressources** pouvant vous aider dans votre préparation.

Toujours faire une évaluation de la sécurité avant une mission potentiellement dangereuse. Avant de partir, établissez des points de contact clairs avec les rédacteurs en chef, des collègues et les membres de votre famille ou des amis. Vos contacts sur le terrain devraient savoir comment joindre les membres de votre famille et vos rédacteurs en chef ; vos proches et vos rédacteurs en chef, à leur tour, devraient savoir comment joindre vos contacts locaux. Étudiez à l'avance l'endroit où vous pourriez vouloir séjourner, l'état des infrastructures de communication et la possibilité de surveillance. Définissez comment vous envisagez de communiquer avec les rédacteurs en chef et d'autres contacts dans votre pays, par téléphone fixe, discussion sur Internet, ou par courriel et s'il faut choisir des pseudonymes avec une sorte de système de codage, des formes de cryptage ou d'autres moyens sécurisés de communication électronique. (Voir le **Chapitre 3** Sécurité de l'information). Avant de partir,

organisez ou définissez des rôles précis pour les guides, les chauffeurs et les traducteurs. Choisissez avec beaucoup de précaution le personnel de soutien local, et sollicitez les recommandations de vos collègues. Puisque votre sécurité est souvent entre les mains du personnel de soutien, il est essentiel que vous choisissiez des individus dignes de confiance et bien informés. Les journalistes qui aspirent à couvrir des unités militaires devraient établir des contacts sûrs et prendre toutes les dispositions avant de partir.

Dans de nombreux pays, il peut être sage d'avoir quelqu'un qui vous attendra à l'aéroport et vous accompagnera jusqu'à votre logement initial. Cela vous permettra de vous acclimater et d'éviter des dangers inconnus tels que des routes risquées ou des criminels. Choisissez votre logement à l'avance. Votre choix d'un hôtel ou d'un autre logement dépend en partie du profil que vous souhaitez garder. Les grands hôtels qui accueillent la clientèle commerciale sont souvent plus sécurisés, mais ils ont tendance à rehausser votre profil. Les grands hôtels offrent également des services tels que l'Internet sans fil (WIFI), bien que les connexions peuvent être compromises dans des pays répressifs. Le fait de choisir un petit hôtel ou un logement privé vous permet de garder un profil bas, ce qui peut améliorer votre capacité à mener à bien une mission. Cependant ce genre de logement a généralement un niveau inférieur de sécurité, voire aucune sécurité. Évitez les chambres ou les logements avec des balcons ou des fenêtres qui peuvent être accessibles à des intrus. Toujours prévoir des itinéraires de sortie en cas d'urgence.

Il faudrait recevoir à l'avance la formation et les équipements de sécurité recommandés tels que des gilets pare-balles. (Voir le **Chapitre 4** Conflits armés.) L'OMS conseille que les médicaments prescrits soient mis dans des boîtes originaires étiquetées et gardés dans des mallettes. Vous pouvez souhaiter garder un lot identique de médicaments (avec les coordonnées de votre médecin) dans d'autres sacs, ce qui pourrait vous être utile au cas où votre mallette est perdue ou volée. Les liquides de plus de 85 millilitres doivent être emballés dans des bagages rangés pour passer sans obstacles la plupart des inspections de sécurité des aéroports. Vous devez également vous munir d'une carte de vaccination internationale ainsi que la documentation officielle sur votre groupe sanguin, toute allergie ou d'autres conditions médicales. Identifiez la disponibilité des soins médicaux dans la zone de reportage, notamment les emplacements des hôpitaux, des cliniques et des médecins de premiers recours.

Des habits appropriés, notamment des vêtements de gros temps, devraient également être achetés avant de partir en mission. Les journalistes opérant à l'étranger doivent choisir des tons terreux ou des couleurs sombres qui n'attirent pas l'attention à une certaine distance et sont distincts du bleu utilisé par la police ou le vert de l'armée ou des couleurs de camouflage utilisées par les unités militaires. Tout journaliste espérant couvrir une actualité de terrain à pied doit avoir des chaussures de soutien, un sac à dos robuste et un sac de couchage confortable. Se munir de chaussures de terrain avant de partir en mission et de matériel qui peuvent être difficiles à trouver dans les pays moins développés; ce matériel pourrait inclure des batteries, des lampes-torches, des carnets, des tampons, des fils dentaires, une trousse compacte de premiers soins, des antiseptiques, et de la crème pour pied d'athlète, ainsi que des pochettes ou d'autres dispositifs pour garder discrètement de l'argent. (Voir l'**Annexe A** Listes de contrôle qui présente une liste d'équipements plus complète). Les journalistes devraient également s'assurer d'avoir à leur disposition de l'argent liquide en dollars américains ou en euros. La Fédération internationale des journalistes recommande de se munir d'un **portefeuille** rempli de cartes officielles et un peu d'argent qui pourraient être utiles au cas où vous vous faites voler.

Votre passeport et tout visa nécessaire devraient être mis à jour. Le passeport devrait au moins avoir six mois de validité et suffisamment de pages vierges pour les tampons de visa. Vous pouvez également souhaiter obtenir un permis de conduire international à l'avance auprès d'un fournisseur de renom. Le fait d'avoir un permis de conduire international, ainsi qu'un permis délivré par votre pays d'origine est nécessaire dans certains pays et peut faciliter la location de voitures à certains endroits.

## Journalisme local

Alors que les journalistes étrangers font face à d'importants défis logistiques sécuritaires, les journalistes locaux sont confrontés à de plus graves menaces à leurs vies et leur liberté. Près de **neuf sur 10** décès liés à l'exercice du

journalisme depuis 1992 ont impliqué des journalistes locaux couvrant l'actualité dans leurs pays d'origine, selon des recherches du CPJ. Et **plus de 95 pour cent** des journalistes emprisonnés dans le monde sont des reporters, des photojournalistes, des blogueurs et rédacteurs en chef locaux, selon des recherches du CPJ. La nécessité d'une préparation approfondie et d'une minutieuse planification de la sécurité est particulièrement aigüe pour les journalistes locaux.

Si vous êtes nouveau dans la profession, un terrain, ou un type particulier de mission, vous pouvez choisir de vous adresser à des collègues expérimentés pour obtenir des conseils et un encadrement potentiel. Si vous en avez la permission, accompagner un collègue chevronné pour un certain temps pendant qu'il travaille, vous pouvez acquérir des connaissances pratiques en observant un collègue chevronné travailler. Vous devriez étudier toutes les lois sur la presse en vigueur, notamment les lois régissant l'accès à l'information publique, l'accès aux biens privés, la diffamation et la calomnie, ainsi que les restrictions sur le contenu que de nombreux pays répressifs cherchent à imposer. Des pays comme l'**Ethiopie**, par exemple, considèrent la simple couverture des groupes d'opposition comme un crime antiétatique. La **Chine** emprisonne des écrivains critiquant le gouvernement central ou le Parti communiste. Des dizaines de journalistes sont emprisonnés chaque année dans le monde entier sur des accusations de menées antiétatiques. Même si vous choisissez de repousser les limites par rapport au contenu, vous devez connaître les restrictions et les implications potentiellement importantes liées au fait d'aller au-delà de celles-ci.

Les reporters de terrain couvrant l'actualité sur la politique, la corruption, la criminalité, et les conflits sont particulièrement exposés à des risques d'**attaques** ou d'emprisonnement, selon des recherches du CPJ. Si vous couvrez une mission de terrain, vous devez prendre le temps de bien comprendre les implications sécuritaires de votre sujet, identifier les principaux acteurs et connaître leurs motivations, comprendre également les conséquences liées au non respect des limites qui sont définies par la loi ou des moyens violents, extralégaux. Les rédacteurs en chef devraient accorder aux journalistes qui sont nouveaux sur un terrain un temps de préparation suffisant pour qu'ils puissent s'entretenir avec des sources, parler avec des collègues expérimentés et apprendre les pratiques et la terminologie se rapportant au sujet. Un reportage sur la criminalité, en particulier, exige une compréhension des procédures d'application de la loi. (Voir le **Chapitre 5** Crime organisé et corruption, et le **Chapitre 6** Matière civile et perturbations). Lorsque vous êtes en mission pour couvrir la criminalité ou d'autres sujets à haut risque, vous devez faire une évaluation de la sécurité, en consultation avec les rédacteurs en chef. (Voir le **Chapitre 2** Evaluation du risque et réponse).

Si vous êtes un journaliste indépendant envisageant une mission pour un organe de presse local ou international, vous devriez avoir une compréhension claire du risque potentiel ainsi que de la capacité et la volonté de l'organe de presse à vous fournir un soutien si vous rencontrez des difficultés. Vous devriez toujours faire une évaluation de la sécurité avant une mission potentiellement dangereuse, dresser la liste des personnes-ressources fiables pour la sécurité ainsi qu'une procédure précise de contrôle régulier. (Voir le **Chapitre 2** Evaluation du risque et réponse). Les journalistes indépendants ne devraient pas hésiter à refuser une mission à risque. Dans certains pays très répressifs, la loi peut vous interdire de travailler comme journaliste pour un organe de presse international. Vous devez connaître la loi et les implications liées au fait de travailler pour des médias étrangers. Dans un certain nombre d'autres pays, vous pouvez choisir d'être identifié par une signature ou une référence. Vous devriez comprendre les conséquences liées au fait de faire figurer votre nom sur un article produit par un organe de presse basé dans un pays considéré comme un adversaire. Il faut clairement préciser à l'organe de presse qui vous engage si vous souhaitez que votre identité soit divulguée ou pas.

Tous les journalistes locaux devraient apprendre quel soutien professionnel est disponible. Un certain nombre de pays ont des organisations professionnelles efficaces qui peuvent fournir des conseils sur les lois concernant la presse, ainsi que des conseils pratiques sur certaines missions. Si vous rencontrez des difficultés, certaines organisations nationales sont également en mesure d'intervenir en votre nom ou faire connaître votre cas. Vous devez également être conscient du fait que des organisations internationales, tels que le CPJ et Reporters sans frontières, peuvent attirer l'attention du monde entier et faire un plaidoyer en cas de harcèlement ou de menaces.

(Pour la liste des organisations locales et internationales, voir l'**Annexe E Organisations de journalistes**. L'**International Freedom of Expression Exchange** (Echange international de la liberté d'expression) maintient une liste exhaustive de ces organisations).

Si on vous demande de travailler en tant qu'interprète ou guide pour un journaliste international, ayez une compréhension claire du risque inhérent à la mission. Assurez-vous de savoir à l'avance les personnes que vous allez voir et les endroits où vous allez vous rendre. Évaluer le journaliste international avec lequel vous pouvez travailler, en tenant compte de son expérience, ses antécédents, et sa tolérance par rapport au risque. Examinez la perception liée au fait d'apparaître dans une zone hostile avec un journaliste d'un pays qui est considéré comme un adversaire. Sachez que vous pouvez refuser une mission. Vous devez également comprendre quel est le niveau de soutien que le journaliste ou l'organe de presse qui vous engage peut fournir si vous rencontrez des difficultés. Ayez une compréhension claire de votre rôle dans une mission. Posez la question de savoir si votre tâche consiste à interpréter et à fournir une assistance logistique, ou si vous faites un reportage. Cette dernière a des implications sécuritaires supplémentaires que vous devez comprendre.

Pour tous les journalistes locaux et les guides-interprètes, les organes de presse et leurs rédacteurs en chef devraient expliquer clairement le rôle qu'ils sont censés jouer et l'appui juridique et sécuritaire que l'organisation est capable de fournir en cas de problème. Les rédacteurs en chef devraient comprendre qu'un journaliste local peut refuser une mission à risque et accepter ce choix sans pénaliser l'individu concerné. Les médias doivent tenir compte de leur obligation morale dans l'attribution d'une mission dangereuse à un journaliste indépendant local.

Les blogueurs, les vidéastes et les journalistes locaux indépendants ont émergé comme d'importants fournisseurs de nouvelles, en particulier durant les soulèvements dans le monde arabe qui ont commencé en 2011. En Libye et en Syrie, où les autorités ont bloqué l'accès aux médias internationaux, les citoyens locaux sont apparus comme des journalistes indépendants. Certains d'entre eux ont filmé la répression gouvernementale et posté des images en ligne, tandis que d'autres ont diffusé des nouvelles de dernière minute à travers les blogs indépendants, des micro-blogs et des médias sociaux. Dans des zones avec des restrictions très sévères, leur travail a ouvert une brèche à travers laquelle le reste du monde a pu voir les conflits. Plusieurs de ces journalistes ont payé de leur vie. En Syrie, les vidéastes indépendants **Ferzat Jarban** et **Basil al-Sayed** ont péri dans des assassinats ciblés évidents; en Libye, le fondateur d'un site Web indépendant, **Mohammed al-Nabbous** a été abattu alors qu'il faisait un reportage audio en direct sur la scène d'une bataille à Benghazi.

Les blogueurs et les vidéastes indépendants doivent développer un réseau de contacts professionnels et familiaux qui peuvent être mobilisés en cas d'urgence. L'**Institute for War & Peace Reporting** (Institut pour le reportage de guerre et de paix) basé à Londres a aidé les journalistes locaux à organiser des réseaux locaux dans les Balkans et au Moyen-Orient. Dans de nombreux pays, ces réseaux doivent être créés d'une manière qui protège l'identité de leurs membres. (Voir le **Chapitre 3 Sécurité de l'information** pour avoir des informations détaillées sur la façon de communiquer de manière sécurisée). Faire une évaluation de la sécurité tel que décrit au **Chapitre 2**. Les blogueurs, vidéastes indépendants et d'autres citoyens qui s'adonnent à l'exercice du journalisme en temps de crise doivent comprendre les graves dangers liés au fait de travailler sans l'appui institutionnel et d'opérer en grande partie en solitaire. Une planification rigoureuse de la sécurité, y compris l'utilisation d'un système de communication sécurisée et le maintien d'un contact régulier avec des collègues et des parents sont indispensables.

## Accréditations de presse

Obtenir les accréditations de presse avant de faire un reportage, dans la mesure où vous pourrez avoir besoin de prouver votre statut sur demande. Beaucoup d'entreprises de presse délivrent des accréditations sur demande à l'intention des employés contractuels et les autres journalistes indépendants. A tout le moins, les journalistes indépendants devraient obtenir d'un organe de presse attitré une lettre sur les statuts de l'organisation qui établissent leur affiliation. Plusieurs associations de journalistes et groupes professionnels délivrent aussi des



accréditations de presse aux individus qualifiés qui intègrent leur organisations, notamment la **National Writers Union** (Union nationale des écrivains) et la **National Press Photographers Association** (l'Association nationale des photographes de presse) toutes deux basées aux Etats Unis, et la Fédération **Internationale des journalistes**, basée en Belgique. Plusieurs associations de presse dans d'autres pays font la même chose, même si les bloggeurs indépendants peuvent toujours rencontrer des difficultés dans l'obtention des accréditations. Les bloggeurs indépendants peuvent trouver que le fait de faire une synthèse de leur travail journalistique peut les aider dans la constitution des dossiers pour l'obtention des accréditations de presse.

Vous devriez aussi chercher à obtenir les accréditations de presse auprès des autorités municipales, régionales, ou étatiques, qui reconnaissent que les autorités peuvent délivrer les accréditations sur une base sélective pour essayer d'influencer la couverture (voir **Chapitre 6** Questions et troubles civiles). Les accréditations de presse délivrées par la police locale peuvent s'avérer utiles lorsque vous couvrez une manifestation locale. Les accréditations peuvent également être nécessaires pour la prise de photos ou l'enregistrement d'évènements dans les édifices publics tels que les capitales d'états ou les assemblées nationales.

Les journalistes qui voyagent à l'étranger devraient également chercher et vérifier s'ils ont besoin d'un visa de journaliste pour faire du reportage dans un pays. La réponse n'est pas souvent claire. Dans des cas pareils, les journalistes devraient en discuter avec les autres reporters et les autorités gouvernementales afin de déterminer la meilleure façon de procéder. Dans de nombreux cas, des journalistes ont voyagé dans des pays restrictifs avec des visas touristiques ou non-journalistiques afin de contourner la censure et efficacement effectuer leur mission. Les journalistes devraient cependant évaluer les potentielles conséquences juridiques.

« Dans les pays où le gouvernement pourrait instaurer des restrictions sur les journalistes étrangers, il est nécessaire que vous étudiez ces limitations par rapport aux conséquences d'être pris sans véritable accréditation », selon une fiche de renseignements sur la délivrance des accréditations dressée par le journaliste Michael Collins pour la **Société des journalistes professionnels** (SJP) basée aux Etats-Unis. « En définitive, c'est une décision que vous seul pouvez prendre, mais lorsqu'il s'agit de la police, des forces armées, ou d'autres autorités il est toujours préférable d'obtenir l'accréditation officielle ».

Parfois les autorités militaires délivrent leurs propres accréditations aux journalistes. Les forces armées gouvernementales ainsi que les groupes armés rebelles peuvent exiger d'un journaliste l'autorisation écrite délivrée par un officier supérieur pour franchir les postes de contrôle armés. Ces autorisations peuvent varier d'une lettre signée avec le sceau officiel du groupe à la carte de visite d'un chef qui fait une petite note au verso. N'oubliez pas de retenir les accréditations et les autorisations que vous devez présenter à n'importe quel moment donné. Un groupe peut percevoir la possession d'une autorisation délivrée par un rival comme un signe de collaboration avec l'ennemi.

Les journalistes qui travaillent à l'étranger devraient voyager avec plusieurs copies de leur passeport, leur accréditation et toutes autres lettres d'accréditation, en plus des photos de passeport supplémentaires.

## Couverture d'assurance

L'obtention d'une assurance maladie et invalidité adéquate constitue l'un des défis les plus difficiles que les journalistes aient rencontrés. Les journalistes permanents travaillant au pays doivent dument examiner toutes politiques prévues par leurs employeurs en ce qui concerne les conditions et les restrictions. Les journalistes contractuels devraient essayer de négocier pour la couverture avec leurs organes de presse de tutelle. Cependant, les journalistes indépendants peuvent devoir trouver et payer de leurs propres moyens pour la couverture; ils devraient prendre tout le temps nécessaire pour la recherche de plans correspondant à leurs besoins spécifiques. (Un nombre surprenant de journalistes, des reporters de radios communautaires travaillant dans les pays en voie de développement aux photojournalistes de guerre travaillant pour les grands médias occidentaux, travaillent

généralement avec peu ou sans assurance maladie, comme des douzaines de journalistes sur le terrain l'ont indiqué au CPJ).

Les associations de journalistes dans les pays les plus riches peuvent offrir l'accès à différents régimes d'assurance maladie et d'assurance vie. La **Société des journalistes professionnels** offre un nombre de **régimes d'assurance**, y compris l'assurance des indemnités journalières en cas d'hospitalisation, l'assurance maladie gros risques pour les blessures à long terme, les indemnités de décès par accident ou de mutilation, et l'assurance rente d'invalidité. Le régime de la SJP n'est pas disponible dans tous les Etats-Unis d'Amérique. Il n'est pas non plus disponible pour les journalistes travaillant en dehors des Etats-Unis d'Amérique. La **National Writers Union** et la **National Press Photographers Association** offrent un régime d'assurance à leurs membres respectifs.

Les journalistes travaillant à l'étranger ont un certain nombre d'options. Le groupe de défense de la liberté de la presse, **Reporters Sans Frontières**, dont le siège se trouve à Paris, en collaboration avec l'assureur privé **World Escapade Travel Insurance**, basé au Québec, Canada, offrent un régime d'assurance à des taux compétitifs pour les journalistes, y compris les pigistes, travaillant en dehors de leur pays de résidence. Ces polices d'assurance couvrent les journalistes travaillant dans les régions hostiles, y compris les zones de guerre à travers le monde. Les coûts du régime varient selon la destination. La couverture peut être achetée par jour jusqu'à 365 jours. Il existe une couverture additionnelle en prévision des conditions préexistantes. Pour être admissibles à ce régime, les journalistes doivent payer un droit pour adhérer à **Reporters Sans Frontières**. Le régime comprend l'assistance et la protection en situation d'urgence, la couverture durant le voyage ou étant « incorporé » dans les forces militaires (une participation active en tant que combattant annulerait la couverture), et indemnités de décès par accident et de mutilation.

Certains courtiers en assurance et compagnies d'assurance offrent aussi une assurance maladie, invalidité et vie aux voyageurs y compris les journalistes qui travaillent à l'étranger ; les coûts et la couverture varient selon plusieurs facteurs. (Voir la liste des assureurs potentiels à l'**Annexe C Les assureurs**.) Bien analyser vos options et examiner les polices pour les éventuelles restrictions, telles que les blessures résultant d'actes de guerre ou de terrorisme. L'**OMS** recommande aux voyageurs internationaux de vérifier si leur assurance couvre les changements d'itinéraire, l'évacuation médicale d'urgence et le rapatriement des dépouilles en cas de décès. Ne pas perdre de vue que la couverture des blessures à long terme ou de l'invalidité peut constituer la plus grande part dans chaque régime. La couverture des risques telle que l'évacuation médicale d'urgence peut s'avérer prohibitive, et l'évacuation elle-même peut être impossible dans des zones en proie à des conflits armés ou des zones extrêmement reculées. Dans pareils cas, les journalistes n'auront d'autre choix que de compter sur le traitement médical disponible au niveau local.

## Soins médicaux et vaccinations

Garder en bonne forme physique et maintenir un régime alimentaire approprié sont des mesures de prévention essentielles. Les journalistes qui espèrent être à l'étranger ou en mission éloignée pour une durée significative devraient envisager avant leur départ de se faire consulter par des professionnels de santé, notamment leur médecin de premier recours, dentiste, optométriste, gynécologue, ou physiothérapeute. Tout soin dentaire nécessaire, en particulier, devrait être résolu avant de partir.

Si vous envisagez de travailler à l'étranger, consultez un médecin qualifié ou une clinique qui offre des services aux voyageurs internationaux pour vous assurer de recevoir tous les vaccins recommandés à l'avance. Comme preuve des vaccinations, munissez-vous des photocopies d'un Certificat international de vaccination de couleur jaune avec une signature et un cachet attestant de l'approbation de l'OMS; ce certificat est disponible au niveau de presque toutes les cliniques qualifiées. Certains assureurs, dit l'OMS, peuvent exiger la preuve de la vaccination comme condition pour la couverture médicale d'urgence ou le rapatriement en cas d'urgence. Certains pays peuvent exiger la preuve de la vaccination comme condition d'entrée ; vérifiez ainsi les exigences de ces pays spécifiques. La Bolivie, par exemple, exige aux visiteurs d'avoir une vaccination contre la fièvre jaune.

La plupart des médecins recommandent une vaccination de rappel de 10 ans contre le tétanos pour les adultes âgés de 19 à 64 ans. Pour les journalistes voyageant dans des régions où sévit le paludisme, les médecins peuvent aussi prescrire un médicament prophylactique antipaludique pour les protéger contre l'infection. Pour certains endroits, la vaccination contre la polio, l'hépatite A et B, la fièvre jaune et la typhoïde peut également être recommandée. La vaccination contre l'hépatite B doit être prévue 6 mois à l'avance car elle nécessite trois injections distinctes sur une période de six mois. La vaccination contre la fièvre jaune est obligatoire pour les voyages vers la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest ou de l'Afrique centrale. Les vaccins contre la méningite et la poliomyélite sont requis pour voyager à la Mecque en Arabie Saoudite. L'OMS fournit des **cartes de répartition des maladies** à jour.

Les vaccinations contre le choléra ne sont plus systématiquement recommandées pour les voyages internationaux, même si un vaccin oral contre le choléra peut être recommandé pour les travailleurs humanitaires, les journalistes et tous ceux qui empruntent des zones à haut risque. Un vaccin oral contre le choléra approuvé par de nombreux pays nécessite deux doses à prendre sur une période de deux à six semaines au maximum.

Sachez que certains vaccins peuvent vous rendre temporairement malades, mais tout cas de fièvre prolongée ou élevée devrait être signalé immédiatement à un médecin. Soyez conscient qu'aucune vaccination n'est efficace à 100 pour cent. Les vaccinations ne peuvent pas aussi se substituer au fait de prendre d'autres précautions raisonnables et nécessaires pour ne pas contracter certaines maladies.

## Précautions personnelles

L'eau potable est essentielle à tout moment. De l'eau embouteillée dans des contenants scellés est une option dans les zones où l'eau du robinet s'avère ou est suspectée d'être contaminée. La **Fédération internationale des journalistes** recommande de boire uniquement de l'eau embouteillée gazeuse dans de nombreux pays; l'eau embouteillée peut cependant être contaminée) Si l'eau sale ne peut être évitée, le fait de la faire bouillir pendant au moins une minute est le moyen le plus efficace pour tuer les agents pathogènes, selon l'OMS. Laisser l'eau refroidir jusqu'à une température ambiante avant de la mettre dans un réfrigérateur. Il ya d'autres façons de désinfecter l'eau, selon le niveau des contaminants suspectés. L'utilisation de pilules d'iode ou de chlore va tuer la plupart des parasites. Mais dans des régions comme l'Asie du Sud et une grande partie de l'Afrique subsaharienne, les systèmes de filtration en céramique, membrane, ou carbone peut être le seul moyen de filtrer efficacement les agents pathogènes, y compris les éléments microscopiques de déchets humains. Les journalistes devraient étudier la méthode de purification de l'eau la plus appropriée pour leur destination.

Dans les régions avec de l'eau potentiellement contaminée, ne mangez que des aliments bien cuits. Les fruits doivent être pelés ou lavés avec de l'eau propre. Evitez les aliments des vendeurs ambulants, ainsi que les produits faits avec du lait cru, de l'eau ou des œufs. Evitez d'avaler de l'eau en prenant une douche, utilisez de l'eau propre pour vous brosser les dents et lavez vos mains et la vaisselle avant de manger. L'utilisation de désinfectant pour les mains est recommandée. Evitez l'exposition à l'eau libre aussi. L'OMS souligne que les eaux côtières et intérieures, et même les piscines et les sources minérales d'hôtels, peuvent être un risque d'infections d'origine hydrique. Il ne faudrait pas traverser des berges et des terrains boueux sans chaussures appropriées, résistantes à l'eau.

Dans des climats chauds, en particulier pendant les périodes d'activité physique, le fait d'ajouter du sel de table à la nourriture ou la boisson peut prévenir la perte d'électrolytes, la déshydratation et le coup de chaleur. L'OMS recommande de se munir d'une solution de réhydratation orale. Si ce n'est pas disponible, un produit de **substitution** consiste à mélanger six cuillerées de sucre et une cuillerée de sel dans un litre d'eau potable. Dans les zones impaludées, assurez-vous d'avoir une moustiquaire et de vous habiller en manches longues et en pantalon.

Toute coupure ou écorchure devrait être immédiatement traitée avec une crème ou une pommade antiseptique. Les démangeaisons ou les écaillages entre les orteils devraient également être traités immédiatement avec un produit contre le pied d'athlète ou un autre médicament antifongique. (Des crèmes grand public de qualité contre

le pied d'athlète arrêteront également la propagation d'autres mycoses). Se laver tous les jours, même si c'est seulement avec un chiffon ou une serviette humide. De la poudre de talc peut être appliquée sur les zones sensibles de la peau. Si vous êtes allergique aux piqûres d'abeilles ou autres piqûres d'insectes, munissez-vous d'une trousse d'auto-injection ou d'autres antidotes prescrites. Munissez-vous de suffisamment de médicaments à jour, de lentilles de contact et de lunettes, y compris les rechanges.

Vous devez connaître votre groupe sanguin et disposer d'une carte de donneur de sang ou une autre carte médicale qui l'indique clairement. Ceux qui travaillent dans des environnements hostiles peuvent souhaiter porter un bracelet ou une carte plastifiée autour du cou indiquant leur groupe sanguin et toute allergie. Toute personne allergique à des médicaments comme la pénicilline devrait toujours se munir ou porter une carte, un bracelet visible, ou toute autre identification qui alerte le personnel médical sur cette allergie. Dans les pays ayant des taux particulièrement élevés d'infection au VIH, certaines ambassades occidentales ont des banques de sang ouvertes à leurs employés et à d'autres ressortissants qui sont en visite au pays. Les journalistes peuvent avoir la possibilité de donner du sang, étant entendu que la banque de sang serait mise à leur disposition si nécessaire. Soyez conscient des risques de contracter des maladies sexuellement transmissibles, notamment le SIDA.

## 2. Evaluation du risque et réponse

Les décisions que vous prenez sur le terrain ont une incidence directe sur votre sécurité et celle des autres. Les risques inhérents à la couverture de la guerre, de manifestations politiques, et de crime ne peuvent jamais être éliminés, même si une planification minutieuse et l'évaluation des risques peut atténuer les dangers.

Soyez réalistes quant à vos limites physiques et émotionnelles. Il pourrait être utile de tenir compte à l'avance de toutes les personnes qui seraient touchées si vous étiez, disons, handicapés ou tués. Tenez également compte des conséquences émotionnelles liées au fait de continuer à rendre compte de sujets stressants un après l'autre. À un certain point, une victime de crime de plus, un cadavre de plus, une famille en deuil de plus peut être trop. Une décision de ne pas rendre compte d'un sujet doit être considérée comme un signe de maturité, non pas comme une source de honte ou de stigmatisation.

Les chefs de rédaction devraient considérer la sécurité des journalistes sur le terrain comme facteur primordial à analyser dans le choix d'une mission. Ils ne devraient pas pénaliser un journaliste pour avoir refusé une mission sur la base du risque potentiel. Les entreprises de presse devraient reconnaître leurs responsabilités de soutenir tous les journalistes sur le terrain, qu'ils soient membres du personnel ou des correspondants. Les rédacteurs en chef doivent être francs au sujet de l'appui spécifique que leur organe de presse est disposé à fournir, y compris l'assurance santé ou l'assurance vie ou le counseling émotionnel. Les questions laissées en suspens avant qu'un journaliste ne commence un article peuvent conduire à des complications stressantes plus tard.

### Evaluation de la sécurité

Toujours faire une évaluation de la sécurité avant une mission potentiellement dangereuse. Le plan devrait identifier les personnes de contact ainsi que le temps et les moyens de communication; décrire tous les dangers connus, y compris l'historique des problèmes dans la zone de rapportage ; et exposer les grandes lignes des plans d'urgence qui répondent aux risques perçus. Des sources diverses devraient être consultées, notamment les journalistes ayant une expérience dans l'endroit concerné ou le sujet, les avis diplomatiques, les rapports sur la liberté de la presse et les droits de l'homme et la recherche universitaire. Les rédacteurs en chef travaillant avec des membres de la rédaction ou des journalistes indépendants devraient avoir un apport substantiel dans l'évaluation, prendre l'initiative de soulever des questions de sécurité, et recevoir une copie de l'évaluation. Un journaliste indépendant travaillant sans relation avec une entreprise de presse doit être particulièrement rigoureux dans la compilation d'une évaluation de la sécurité, la consultation avec les pairs, la recherche sur les risques, et l'organisation d'un réseau de contacts. Un exemple de formulaire d'évaluation de la sécurité est disponible dans ce Guide, **téléchargeable**, à l'**Annexe G**.

Les risques devraient être réévalués de manière fréquente au fur et à mesure que les conditions changent. «Toujours, constamment, chaque minute, peser les avantages contre les risques. Et dès que vous arrivez au point où vous vous sentez mal à l'aise avec cette équation, sortez, partez, quittez. Cela n'en vaut pas la peine», Terry Anderson, ancien correspondant de l'Associated Press pour le Moyen-Orient qui a été retenu en otage à Beyrouth pendant près de sept ans, a écrit dans le premier guide de sécurité des journalistes du CPJ publié en mars 1993. « Il n'y a aucun article qui vaut la peine de se faire tuer », a-t-il ajouté.

Parmi les risques à identifier, figurent:

- les dangers du champ de bataille comme les tirs croisés, les mines terrestres, les bombes à fragmentation, les pièges, et les tirs d'artillerie et aériens ;
- les attentats terroristes;
- l'enlèvement pour une rançon ou un gain politique;

- les dangers posés par les foules, y compris la possibilité d'agression sexuelle, de vol, d'attaque au gaz lacrymogène, ou de violence;
- les dangers de la circulation (la principale cause de décès non naturels dans le monde entier);
- les passages frontaliers et autres interactions avec des groupes armés potentiellement hostiles ou indisciplinés;
- la surveillance physique conduisant à l'enlèvement ou l'identification des sources;
- la surveillance électronique et l'interception d'informations ou de sources;
- la fiabilité et la loyauté potentielles des sources, des chauffeurs, des guides-interprètes, des témoins et d'autres;
- les délits de droit commun, y compris les types d'incidents;
- les catastrophes naturelles comme les ouragans et les inondations;
- les risques pour la santé allant de maladies d'origine hydrique au SIDA

(Ces risques ainsi que d'autres sont abordés en détail dans les chapitres suivants de ce Guide)

L'évaluation des risques doit également considérer la possibilité que toute circonstance, allant d'une situation politique tendue à une catastrophe naturelle, puisse dégénérer. L'évaluation devrait inclure des informations sur l'endroit où aller et où séjourner et l'endroit où se réfugier si nécessaire; où et comment obtenir des informations à jour à l'intérieur du pays ; si un équipement telle qu'une bande météo ou une radio à ondes courtes est nécessaire; ceux qu'ils faut contacter dans le pays, allant des organisations locales de défense des droits de l'homme aux ambassades étrangères, pour des informations d'urgence ; des plans et méthodes de voyage à l'intérieur du pays, et les multiples voies d'entrées et de sortie.

Dans l'évaluation, décrivez la manière dont vous avez l'intention de communiquer avec les rédacteurs en chef, les collègues, et des proches en dehors de la zone de risque. Un journaliste doit être en contact régulier avec un rédacteur en chef, un collègue, un membre de sa famille, ou toute autre personne digne de confiance. Vous et vos contacts devez décider à l'avance à quelle fréquence vous souhaitez communiquer, par quels moyens, et à quel moment prescrits, et si vous devez prendre des précautions pour éviter que vos communications soient interceptées. Plus important encore, vous et vos contacts devez décider à l'avance exactement à quel moment le fait de ne pas se présenter est considéré comme une urgence et identifier la personne qu'il faut appeler pour une réaction permettant de vous localiser et sécuriser votre sortie ou votre libération. Souvent, la réaction implique le fait de contacter systématiquement des collègues et des amis qui peuvent évaluer la situation, les autorités qui peuvent mener des enquêtes et la communauté diplomatique pour vous fournir un soutien et une influence potentiels.

L'évaluation doit aborder les infrastructures de communication dans la zone de rapportage, identifier tout équipement d'urgence dont vous pouvez avoir besoin. Se poser les questions suivantes : Est-ce que l'électricité, l'accès à Internet, et le service de téléphonie mobile et fixe sont disponible? Peuvent-ils rester disponibles? Est-ce qu'un groupe électrogène ou une batterie de voiture avec un adaptateur DC est nécessaire pour charger son ordinateur ? Est-ce qu'un téléphone satellite devrait être utilisé? Les besoins de base tels que la nourriture et les soins médicaux doivent être également abordés. Est-ce que la nourriture et l'eau sont facilement accessibles? Est-ce qu'un hôpital, une clinique ou un médecin sont disponibles? Est-ce qu'une trousse médicale est nécessaire, et qu'est-ce que cela devrait inclure?

Toute évaluation des risques doit tenir compte de votre profil souhaité. Voulez-vous voyager dans un véhicule portant la marque « presse » ou « TV », ou serait-il préférable de vous fondre avec d'autres civils? Faut-il éviter de travailler seul et travailler plutôt en équipe avec d'autres? Si vous voyagez avec d'autres, choisissez vos compagnons avec prudence. Vous pouvez souhaiter ne pas voyager, par exemple, avec quelqu'un ayant une tolérance très différente de la votre par rapport au risque.

## Sources d'Information

La protection des sources est une pierre angulaire du journalisme. C'est particulièrement important lors de la couverture des sujets tels que la criminalité violente, la sécurité nationale et les conflits armés, dans laquelle les sources peuvent être mises en danger juridique ou physique. Les journalistes indépendants, en particulier, doivent savoir que ce fardeau leur incombe au premier chef. Aucun journaliste ne devrait faire une promesse de confidentialité sans peser les conséquences éventuelles ; si un journaliste ou une entreprise de presse promet la confidentialité, cet engagement implique une obligation éthique importante.

La plupart des entreprises de presse ont défini des règles pour l'utilisation de sources confidentielles. Dans un certain nombre de cas, les entreprises de presse exigent que les journalistes sur le terrain partagent l'identité d'une source confidentielle avec leurs rédacteurs en chef. Les journalistes sur le terrain doivent connaître ces règles avant de faire des promesses à d'éventuelles sources confidentielles. Aux États-Unis d'Amérique et dans de nombreux autres pays, les tribunaux civils et criminels ont le pouvoir de délivrer des assignations exigeant que des médias ou des journalistes individuels révèlent l'identité des sources confidentielles. Le choix peut alors être aussi sévère que la divulgation ou les amendes et la prison. Les entreprises de presse qui ont reçu des assignations distinctes prendront leurs propres décisions sur la façon d'y répondre. Le magazine *Time*, face à la perspective d'amendes journalières et d'emprisonnement d'un journaliste, a décidé en 2005 de se conformer à une ordonnance d'un tribunal de remettre les courriels et le carnet d'un journaliste concernant la divulgation de l'identité d'un agent de la CIA, même s'il **n'était pas d'accord** avec la position du tribunal.

Les entreprises de presse ont le droit légal de remettre aux tribunaux les carnets d'un journaliste s'ils sont, conformément au contrat ou au protocole qui les lie, la propriété de l'entreprise de presse. Si un journaliste est un employé indépendant, l'entreprise de presse peut avoir moins de pouvoir d'exiger qu'un journaliste identifie une source ou remette du matériel journalistique pour se conformer à une assignation du tribunal.

Dans certains pays, les journalistes locaux couvrant le crime organisé, la sécurité nationale, ou des conflits armés, sont particulièrement vulnérables à l'emprisonnement, la torture, la coercition, ou des agressions liés à l'utilisation d'informations confidentielles. En 2010, le CPJ a documenté de **nombreux cas à travers l'Afrique** dans lesquels des fonctionnaires ont emprisonné, menacé, ou harcelé des journalistes qui ont fait usage de documents confidentiels. Au **Cameroun**, par exemple, les autorités ont emprisonné quatre journalistes qui sont entrés en possession d'une présumée note de service qui a soulevé des questions d'irrégularité fiscale à la Société nationale des hydrocarbures (SNH). Un de ces journalistes a été torturé, un autre est mort en prison. Il est important de comprendre que votre responsabilité éthique pourrait être mise à rude épreuve dans les zones de conflit par des acteurs coercitifs qui peuvent recourir aux menaces ou à la force.

Les journalistes devraient étudier et utiliser des méthodes de protection des sources dans leurs communications et leurs récits. Examinez bien quand et comment prendre contact avec des sources, s'il faut les appeler sur un téléphone fixe ou cellulaire, s'il faut leur rendre visite à leur bureau ou leur domicile, et s'il faut utiliser un courriel ouvert ou sécurisé ou un message de conversation en ligne. Pensez à utiliser un code simple ou des pseudonymes pour cacher l'identité d'une source dans des fichiers écrits ou électroniques. Sécurisez physiquement les fichiers écrits, et sécurisez les fichiers électroniques par le biais du cryptage et d'autres méthodes décrites au **Chapitre 3** Sécurité de l'information).

L'identité d'une source pourrait être encore vulnérable à la divulgation sous la contrainte. Ainsi, de nombreux journalistes dans les zones de conflit évitent d'écrire ou même d'apprendre les noms au complet ou réels des sources qu'ils n'ont pas l'intention de citer dans leurs récits.

Les lois sur la vie privée, la diffamation et la calomnie varient d'un pays à l'autre, tout comme les lois régissant l'enregistrement d'appels téléphoniques, des réunions et d'événements publics, note le **Citizen Media Law Project** (Projet de loi concernant les médias citoyens) au Centre Berkman pour l'Internet & Société de l'Université

Harvard. Dans de nombreux pays, les organisations locales de défense de la liberté de la presse peuvent fournir des détails de base sur les lois sur la confidentialité et la diffamation, ainsi que les pratiques des autorités dans l'application de ces lois. (Beaucoup de ces organisations sont énumérés à l'[Annexe E Organisations de journalistes](#) ; une liste exhaustive des organisations de défense de la liberté de la presse est disponible via l'[International Freedom of Expression Exchange](#). Le fait d'être journaliste ne donne pas à quelqu'un le droit de voler, cambrioler, ou violer les droits communs afin d'obtenir des informations.

## Sécurité et armes

La plupart des journalistes et des experts en sécurité recommandent de ne pas porter des armes ou autres matériels associés à des combattants lors de la couverture des conflits armés. Le fait de le faire peut nuire à votre statut en tant qu'observateur et, par extension, au statut de tous les autres journalistes travaillant dans la zone de conflit. Dans des zones de conflit comme la Somalie dans les années 1990, et l'Irak et l'Afghanistan dans les années 2000, des médias ont embauché du personnel de sécurité armé et non armé pour protéger les journalistes sur le terrain. Bien que la présence de gardes de sécurité ait porté atteinte au statut d'observateur des journalistes, de nombreuses entreprises de presse se sont réduites compte que leur seul choix c'était de s'appuyer sur les agents privés pour protéger leur personnel dans des situations incontrôlées.

Le fait de porter une arme à feu au cours d'autres missions est également fortement déconseillé. Dans les pays où force ne reste pas à la loi, certains journalistes menacés ont choisi de porter une arme. En faisant un tel choix, vous devriez tenir compte du fait que porter une arme peut avoir des conséquences fatales et saper votre statut en tant qu'observateur.

## Violence sexuelle

L'agression sexuelle de Lara Logan, correspondante de CBS et membre de la rédaction du CPJ, pendant qu'elle couvrait les manifestations au Caire en février 2011 a mis en évidence ce problème de sécurité important pour les journalistes. Dans un [rapport en 2011](#), le CPJ a interviewé plus d'une quarantaine d'autres journalistes qui ont déclaré avoir aussi été victimes de telles agressions lors de missions antérieures. La plupart des victimes étaient des femmes, bien que certains fussent des hommes. Les journalistes ont rapporté que les agressions allaient du pelotage au viol par de multiples assaillants.

Le fait d'être conscient de son environnement et de comprendre comment on peut être perçu dans cette situation est important pour dissuader l'agression sexuelle. L'[International News Safety Institute](#) (Institut international de la sécurité de l'information), un consortium d'entreprises de presse et d'organisations de journalistes qui inclut le CPJ, et [Judith Matloff](#), une correspondante chevronnée à l'étranger et professeur de journalisme, ont chacun publié des listes de contrôle visant à minimiser le risque d'agression sexuelle sur le terrain. Certains de leurs suggestions sont incluses dans ce guide, ainsi que les conseils de nombreux journalistes et d'experts en sécurité consultés par le CPJ.

Les journalistes devraient s'habiller de manière conventionnelle et conformément à la coutume locale ; le port du foulard dans certaines régions, par exemple, peut être conseillé aux femmes journalistes. Les femmes journalistes devraient porter une alliance, ou une bague qui ressemble à une alliance, qu'elles soient mariées ou pas. Elles devraient éviter de porter des colliers, de se faire une queue de cheval, ou tout ce qui peut être saisi. De nombreux experts conseillent aux femmes journalistes d'éviter des T-shirts et des jeans trop serrés, le maquillage et les bijoux, afin d'éviter une attention non désirée. Portez une ceinture solide et des bottes qui sont difficiles à enlever, ainsi que des vêtements amples. Le fait de transporter son matériel discrètement, dans des sacs quelconques, peut



également éviter une attention non désirée. Pensez à vous munir de gaz poivré ou de désodorisant aérosol pour dissuader les agresseurs.

Les journalistes devraient voyager et travailler avec des collègues ou du personnel de soutien pour plusieurs raisons de sécurité. Les guides, traducteurs et chauffeurs locaux peuvent fournir une importante mesure de protection aux journalistes internationaux, notamment lors de voyages ou de missions impliquant des foules ou des conditions chaotiques. Le personnel de soutien peut évaluer la sécurité globale d'une situation et identifier les risques potentiels pendant que le journaliste travaille. Il est très important de faire preuve de diligence dans le choix du personnel de soutien local et de solliciter les recommandations des collègues. Certains journalistes ont signalé des cas d'agression sexuelle par le personnel de soutien.

Les experts suggèrent que les journalistes donnent l'impression d'être confiants et habitués à leur milieu, mais d'éviter de commencer une conversation ou tout échange de regard avec des inconnus. Les femmes journalistes devraient être conscientes que les gestes de familiarité, comme l'étreinte ou le sourire, même avec des collègues, peuvent être mal interprétés et augmenter le risque d'attention non désirée. Les experts conseillent de ne pas se mêler à une foule majoritairement masculine ; restez en marge des foules et ayez un chemin de retraite en tête. Choisissez un hôtel avec des gardes de sécurité dans la mesure du possible, et évitez les chambres avec des fenêtres ou des balcons accessibles. Utilisez tous les verrous sur les portes de vos chambres d'hôtel, et pensez à utiliser votre propre serrure et votre propre alarme. L'International News Safety Institute suggère que les journalistes aient des prétextes préparés à l'avance («J'attends que mon collègue arrive», par exemple) s'ils font l'objet d'une attention non désirée.

De manière générale, essayez d'éviter les situations qui entraînent des risques, disent les experts. Celles-ci incluent le fait de rester dans des zones reculées sans aucun compagnon de confiance; prendre des taxis non-officiels ou des taxis avec plusieurs inconnus; prendre des ascenseurs ou des couloirs où vous seriez seuls avec des inconnus; manger tout seul dehors, sauf si vous êtes sûr du milieu, et passer de longues périodes seul avec des sources ou du personnel de soutien de sexe masculin. Le fait de rester en contact régulier avec vos rédacteurs en chef et de compiler et diffuser des coordonnées sur vous-même et le personnel de soutien est toujours une bonne pratique pour diverses raisons de sécurité. Munissez-vous d'un téléphone mobile avec des numéros de sécurité, notamment vos contacts professionnels et les contacts d'urgence locaux. Soyez discret en donnant des informations personnelles.

Si un journaliste remarque une agression sexuelle imminente, les experts recommandent qu'il fasse ou dise quelque chose pour changer la dynamique. Le fait de crier ou de hurler à l'aide si les gens sont à portée de voix est une option. Crier quelque chose d'inattendu comme «Est-ce une voiture de police? » pourrait être une autre option. Le fait de jeter, casser, ou lancer quelque chose qui pourrait provoquer un sursaut pourrait être une troisième option. Uriner ou se salir pourrait également en être une.

Le **Humanitarian Practice Network** (Réseau de pratique humanitaire), un forum pour les travailleurs et les décideurs engagés dans l'action humanitaire, a produit un guide de sécurité qui comprend des conseils pertinents pour les journalistes. Le HPN, qui fait partie du Overseas Development Institute basé au Royaume-Uni, suggère que les individus aient une certaine connaissance de la langue locale et utilisent des expressions et des phrases s'ils sont menacés d'agression comme moyen de changer la donne.

Le fait de protéger et préserver sa vie face à une agression sexuelle est la ligne directrice primordiale, ont dit le HPN et d'autres experts. Certains experts en sécurité recommandent que les journalistes apprennent des techniques d'auto-défense pour résister aux agresseurs. Il ya une croyance chez certains experts selon laquelle le fait de résister à un agresseur pourrait augmenter le risque de violence mortelle. Les facteurs à considérer sont le nombre d'assaillants, si des armes sont impliquées, et si le milieu est public ou privé. Certains experts suggèrent de riposter si un agresseur cherche à emmener un individu de la scène d'une attaque initiale à un autre endroit.

L'abus sexuel peut également se produire lorsqu'un journaliste est détenu par un gouvernement ou retenu en otage par des forces irrégulières. Le fait de développer une relation avec ses gardes ou ses ravisseurs peut réduire le risque de toutes les formes d'agression, mais les journalistes devraient être conscients que l'agression peut se produire et qu'ils peuvent avoir peu d'options. Le fait de protéger sa vie est l'objectif principal.

Les entreprises de presse peuvent inclure des lignes directrices sur le risque d'agression sexuelle dans leurs manuels de sécurité comme un moyen d'augmenter l'attention et de susciter la discussion. Bien que la documentation spécifique aux agressions sexuelles contre des journalistes soit limitée, les entreprises de presse peuvent identifier les pays où le risque global est plus élevé, telles que les zones de conflit où le viol est utilisé comme une arme, les pays où force ne reste pas à la loi, et les milieux où l'agression sexuelle est courante. Ces entreprises de presse peuvent définir des politiques claires sur la façon de réagir aux agressions sexuelles qui répondent aux besoins du journaliste en matière de soutien médical, juridique et psychologique. Ces cas devraient être traités comme une urgence médicale et comme une menace pour la sécurité globale qui affecte d'autres journalistes. Les responsables de médias qui traitent des cas d'agression sexuelle doivent être sensibles aux souhaits des journalistes en termes de confidentialité, et conscients de l'impact émotionnel d'une telle expérience. Les besoins immédiats des journalistes incluent la compassion, le respect et la sécurité.

Les journalistes qui ont été agressés peuvent envisager de rapporter l'agression comme un moyen d'obtenir un soutien médical adéquat et de documenter le risque de sécurité pour les autres. Certains journalistes ont dit au CPJ qu'ils étaient réticents à signaler l'agression sexuelle dont ils ont été victimes parce qu'ils ne voulaient pas être perçus comme étant vulnérables lorsqu'ils sont en mission dangereuse. Les chefs de rédaction devraient créer un climat dans lequel les journalistes peuvent dénoncer des agressions subies sans craindre de perdre des missions futures et en ayant la confiance qu'ils recevront un soutien et une assistance.

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) est dévoué à documenter les cas d'agression sexuelle. Les journalistes sont invités à communiquer avec le CPJ pour signaler de tels cas ; des informations sur un cas sont rendues publiques ou gardées de manière confidentielle selon le choix du journaliste.

## Situations de captivité

L'enlèvement des journalistes pour obtenir une rançon ou un gain politique s'est produit fréquemment au cours des 31 ans d'existence du CPJ. De nombreux cas ont été signalés dans des pays comme la Colombie, les Philippines, la Russie, l'Irak, le Pakistan, l'Afghanistan, le Mexique et la Somalie, selon des recherches du CPJ. En **Afghanistan** seulement, au moins 20 personnes, notamment des journalistes et des collaborateurs de presse, ont été enlevés par des insurgés ou des groupes criminels à partir de 2007 jusqu'en 2011, selon des recherches du CPJ. Au moins deux d'entre eux sont morts.

Le meilleur antidote est la précaution. Voyagez en équipes dans les zones dangereuses, en s'assurant que les rédacteurs en chef et peut-être une personne locale de confiance connaissent vos plans. Préparez un plan d'urgence avec des coordonnées pour que les personnes et les groupes puissent vous contacter si vous disparaîsez. Au cours des discussions préalables avec les rédacteurs en chef et les contacts de confiance, définir le délai après lequel ils doivent interpréter la perte de votre contact comme une urgence.

Si vous êtes pris en captivité, l'une des premières choses qu'un ravisseur peut faire c'est de rechercher votre nom sur Internet. Toutes les informations en ligne sur vous seront vues par vos ravisseurs: où vous avez travaillé, les sujets que vous avez couverts, votre formation, vos associations personnelles et professionnelles, et peut-être la valeur de votre maison et de la valeur nette de votre famille. Vous pouvez peut-être souhaiter limiter les informations personnelles ou les convictions politiques que vous révélez dans votre profil en ligne. Soyez prêt à répondre à des questions difficiles au sujet de votre famille, vos finances, vos reportages et vos associations politiques.

La formation sur l'environnement hostile comprend les mécanismes d'adaptation et les techniques de survie. Il s'agit, entre autres, de développer une relation avec vos ravisseurs, une étape qui pourrait réduire les chances que les gardes vous fassent du mal. Coopérez avec les gardes, mais ne tentez pas de les apaiser. Autant que possible, expliquez votre rôle en tant qu'observateur non-combattant et que votre travail inclut tous les aspects d'un sujet. Ménagez-vous tout au long de l'épreuve et, dans la mesure du possible, maintenez votre sérénité émotionnelle. Les promesses de libération peuvent tarder et des menaces d'exécution être proférées.

Les journalistes capturés en groupe devraient agir d'une manière qui incite les gardes à les mettre ensemble plutôt que de les séparer. Cela pourrait impliquer le fait de se conformer aux ordres des gardes et de persuader les ravisseurs qu'il serait moins fastidieux de garder le groupe ensemble. Les journalistes devraient se soutenir mutuellement sur le plan moral et affectif pendant leur captivité. Le fait de maintenir la cohésion pourrait donner à chaque captif des chances d'être libéré sain et sauf.

Les possibilités d'évasion peuvent survenir pendant la captivité, mais de nombreux journalistes chevronnés et d'experts en sécurité avertissent que les chances de succès sont extrêmement minimes et doivent être comparées aux conséquences potentiellement fatales de l'échec. En 2009, au Pakistan, le journaliste du *New York Times*, David Rohde, et un journaliste local, Tahir Ludin, ont échappé à leurs ravisseurs talibans qui les avaient détenus pendant sept mois. Après avoir pesé les risques, les deux hommes ont conclu que leurs ravisseurs ne négociaient pas sérieusement leur libération et ont choisi « de tenter de s'enfuir », **a écrit par la suite M. Rohde**. Cependant, certains ravisseurs peuvent avoir une chaîne cohérente de commandement dans laquelle vous pourriez éventuellement être autorisé à plaider votre cause pour dire que vous êtes un journaliste qui mérite d'être libéré.

Au cours d'une situation de captivité, les rédacteurs en chef et les membres de la famille du journaliste sont encouragés à travailler ensemble. Dès que la situation de captivité est confirmée, ils devraient entrer en contact avec les représentants du gouvernement du pays où le journaliste est en otage, ainsi qu'avec les autorités du pays d'origine de l'entreprise de presse et celui de chacun des journalistes concernés. Ils devraient solliciter les conseils de diplomates expérimentés sur le terrain, d'experts en sécurité privée, et d'organisations de défense de la liberté de la presse comme le CPJ. L'International News Safety Institute dispose d'un **Global Hostage Crisis Help Centre** qui peut recommander des experts en otage. Le **Dart Center for Journalism & Trauma (Centre Dart pour le Journalisme & le Traumatisme)** peut informer les parties concernées sur la façon d'obtenir des conseils pour les membres de la famille et d'autres. (Voir **Chapitre 10 Réactions au stress**.) Satisfaire ou non les exigences des ravisseurs est une question difficile. La patience et les émotions seront testées au cours de cette épreuve.

Les rédacteurs en chef et les parents des journalistes ne devraient ménager aucun effort pour présenter un front cohérent, en désignant une personne comme intermédiaire auprès des autorités et en tant que porte-parole public. Les autorités peuvent ainsi prendre des décisions indépendamment des souhaits de la famille et des collègues (et contrairement à ceux-ci), mais le fait de donner un message clair et cohérent aux autorités et à la presse augmente les chances d'influencer efficacement la prise de décision.

La plupart des gouvernements ont défini des politiques dissuadant le paiement de rançon, même si dans la pratique un certain nombre de gouvernements, y compris ceux de la France et le Japon, auraient contribué à payer une rançon en échange de la libération des journalistes en captivité. Les rédacteurs en chef et les membres de la famille peuvent être en mesure (ou pas) d'influencer les décisions sur le déploiement d'une opération de sauvetage du gouvernement. Le gouvernement britannique a parlé aux rédacteurs en chef, mais a ensuite pris sa propre décision d'**ordonner une opération de sauvetage** pour un ressortissant anglo-irlandais travaillant pour le *New York Times* en Afghanistan en 2009. Ce journaliste du *Times*, Stephen Farrell, a été sauvé, mais un journaliste afghan qui travaillait comme guide-interprète pour M. Farrell, **Sultan Mohammed Munadi**, a été tué.

Les ravisseurs peuvent tenter de contraindre une entreprise de presse à faire de la propagande ou une couverture unilatérale de leur point de vue. Dans les années 1990, les guérilleros d'extrême gauche et les paramilitaires d'extrême droite en Colombie avaient souvent enlevé des journalistes pour contraindre les organes de presse à relayer leurs doléances politiques. En 2006, la chaîne brésilienne TV Globo a diffusé une vidéo exposant de

manière détaillée les insuffisances dans les conditions de détention après qu'un gang criminel local a enlevé un journaliste et un technicien de ladite station. Les deux journalistes ont ensuite été libérés. Les rédacteurs en chef doivent reconnaître que le fait de satisfaire les exigences des ravisseurs pourrait encourager de futures tentatives pour une couverture sous la contrainte.

Dans une autre forme de coercition, les ravisseurs peuvent exiger qu'un journaliste fasse des déclarations de propagande sur une vidéo. Certains journalistes l'ont accepté, estimant que cela peut augmenter leurs chances de libération en toute sécurité. D'autres ont résisté, croyant que le fait d'afficher une certaine indépendance peut avoir un certain effet chez leurs ravisseurs. La décision dépend entièrement des circonstances et des individus impliqués.

## Répondre aux menaces

Les menaces sont non seulement une tactique visant à intimider les journalistes critiques, mais elles sont souvent suivies d'attaques réelles. Trente-cinq pour cent des journalistes assassinés au cours des deux dernières décennies ont été menacés auparavant, [selon des recherches du CPJ](#). Vous devez prendre les menaces au sérieux, en accordant une particulière attention à celles qui insinuent de la violence physique.

La manière de répondre dépend en partie des circonstances locales. Signaler une menace à la police est généralement une bonne pratique dans les endroits où la règle de droit s'applique. Dans les pays où l'application de la loi est corrompue, le fait de signaler une menace peut être futile, voire contre-productif. Ces facteurs devraient donc être soigneusement pesés.

Signalez les menaces à vos rédacteurs en chef et vos collègues de confiance. Assurez-vous qu'ils connaissent les détails de la menace, y compris sa nature et comment et quand elle a été proférée. Certains journalistes ont fait connaître les menaces qu'ils ont subies via leurs organes de presse ou leurs propres blogs. Signalez aussi les menaces aux organisations locales et internationales de défense de la liberté de la presse comme le Comité pour la protection des journalistes. Le CPJ fera connaître toute menace ou la gardera confidentielle selon votre choix. De nombreux journalistes ont déclaré au CPJ que le fait d'avoir fait connaître les menaces qu'ils ont subies a permis de les protéger du danger.

Les journalistes sous la menace peuvent aussi envisager un changement temporaire ou permanent de sujet. Les rédacteurs en chef devraient être en étroite consultation avec un journaliste subissant des menaces et vite changer la mission qui lui est assignée pour des raisons de sécurité. Certains journalistes menacés ont constaté que le fait de s'éloigner pendant un certain temps d'un sujet sensible a permis à une situation hostile de diminuer en intensité.

Dans des circonstances graves, les journalistes peuvent envisager de déménager à l'intérieur ou en dehors de leur pays. Les journalistes menacés devraient consulter leurs proches afin d'évaluer la possibilité d'un déménagement et demander de l'aide de leurs organes de presse et des groupes professionnels si le déménagement est jugé nécessaire. Le journaliste d'investigation colombien [Daniel Coronell](#) et sa famille, par exemple, ont déménagé aux États-Unis d'Amérique pendant deux ans à partir de 2005, après qu'il a subi une série de menaces, y compris la livraison d'une couronne mortuaire à son domicile. M. Coronell a repris son travail d'investigation lorsqu'il est retourné en Colombie et, bien que les menaces ont continué, ils sont venus à un rythme plus lent et avec moins d'intensité. Le CPJ peut fournir des conseils aux journalistes menacés et, dans certains cas, un soutien direct telle que l'assistance au déménagement.

### 3. Sécurité de l'information

La sécurité de l'information signifie la protection de vos données, depuis les notes de recherche jusqu'aux informations confidentielles de vos contacts, depuis les détails de base de votre itinéraire jusqu'aux fichiers audio et vidéo. Cela signifie la protection des données qui vous sont personnelles, ainsi que la protection de la confidentialité des communications entre vous et vos collègues ou vos sources. Si vous travaillez sur le terrain, les fichiers numériques sur votre ordinateur pourraient être l'élément le plus précieux dont vous disposez. Les perdre peut faire avorter votre mission ou, pire, vous mettre en danger ainsi que votre source.

Le niveau de sophistication des attaques contre les données numériques des journalistes augmente à un rythme alarmant. En Chine, des correspondants étrangers ont vu leurs ordinateurs personnels **infectés par un logiciel de surveillance** qui a été dissimulé sous forme de pièce jointe dans des courriels attentivement fabriqués. Les autorités des pays comme l'Éthiopie et la Colombie ont eu accès à des conversations de journalistes par voie téléphonique, courriel ou texto. Les acteurs gouvernementaux ne sont pas les seuls qui recourent à la surveillance numérique et au sabotage; de grandes organisations criminelles exploitent de plus en plus les possibilités de haute technologie. Les cybercriminels opportunistes ou «patriotiques» ciblent aussi des journalistes qui travaillent avec des données précieuses ou controversées.

Cependant, une bonne sécurité de l'information consiste rarement à repousser les cyberattaques sophistiquées et les pirates de style hollywoodien. Il s'agit plutôt de comprendre les motivations et les capacités de ceux qui pourraient vouloir vous attaquer et de développer des habitudes cohérentes fondées sur ces évaluations.

#### Comprendre la menace

La sécurité de l'information pose des défis uniques. Il est difficile, d'abord, de détecter une attaque contre vos données. Si quelqu'un vole votre portefeuille, vous le saurez. Si quelqu'un réussit à copier sur votre disque dur (par exemple en le numérisant pendant que vous attendez dans une autre pièce au niveau d'un poste de douane), vous pouvez ne jamais le savoir. Deuxièmement, les dommages causés par la fuite de vos données personnelles sont généralement impossibles à réparer. Une fois les informations sont connues de vos pirates, vous ne pouvez pas les récupérer. Enfin, les systèmes de technologie de l'information sont notoirement complexes et en constante évolution. Même les plus intelligents technologues ne connaissent pas la fonction de chaque programme sur leurs ordinateurs, ou comment l'interaction entre certains logiciels et des sites Internet peut être exploitée. Même si vous n'êtes pas un expert sur les gilets pare-balles, vous avez une idée de leurs fonctions de protection et de leurs limites. La protection de la sécurité informatique est beaucoup plus difficile à comprendre intuitivement.

Qu'est-ce que cela signifie? Vous devriez mettre l'accent sur la simplicité. Il ne sert à rien de vous entourer de systèmes de sécurité informatique que vous n'utilisez pas, ou qui ne répondent pas à un plus faible lien ailleurs. Tirer le meilleur parti de ce que vous savez bien: les gens qui sont les plus susceptibles de vous nuire ou autrement de cibler votre travail, et ce qu'ils peuvent chercher à obtenir ou à déranger. Utilisez ces connaissances pour déterminer ce dont vous avez besoin pour protéger votre ordinateur et comment le protéger.

Demandez-vous: Quelles informations devrais-je protéger? Quelles sont les données précieuses pour moi ou pour un adversaire potentiel? Vous pourriez ne pas penser à cela en premier. De nombreux journalistes estiment que ce qu'ils font est en grande partie transparent, et qu'ils n'ont rien à cacher. Mais pensez aux dangers pour les sources si les informations qu'ils vous ont fournies étaient connues du grand public. Ce qui peut vous sembler être des informations personnelles anodines pourrait être incriminant pour d'autres. Par exemple, l'accès à vos informations de contacts israéliens lorsque vous couvrez un événement dans un pays arabe (et vice versa) peut causer des problèmes à tous ceux qui sont concernés. Même les informations que vous avez déjà partagées librement en ligne pourraient vous porter préjudice dans un autre contexte. Il est difficile d'annuler des informations publiées précédemment, mais vous voudrez peut-être désinfecter votre page Facebook ou d'autres

pages de réseaux sociaux pour accroître vos paramètres de confidentialité avant de vous lancer dans un voyage ou une nouvelle mission.

Une fois que vous avez établi une liste de données potentiellement utiles, posez-vous une autre question: contre qui protégez-vous l'accès à ces informations? Il est facile d'imaginer un certain service de surveillance orwellien qui se penche sur tous vos courriels. Dans les pays répressifs comme l'Iran, cela peut effectivement être le cas. Plus souvent, toutefois, les journalistes se font des ennemis dans une partie spécifique d'une administration ou avec une personne spécifique, comme un chef de la police locale ou un fonctionnaire corrompu. Ont-ils accès à des équipements de surveillance sophistiqués? Ou sont-ils plus susceptibles d'envoyer quelqu'un défoncer votre porte et voler votre ordinateur portable? Quand vous examinez les agresseurs potentiels, pensez à la possibilité d'être attaqué par leurs partisans ou sympathisants. Dans de nombreux cas documentés par le CPJ, les attaques ne sont pas directement perpétrées par les gouvernements ou les partis politiques, mais par des fauteurs de troubles déconnectés, «patriotiques» qui perçoivent l'opposition ou les médias étrangers comme des cibles légitimes.

Une fois que vous avez une liste de vos agresseurs potentiels et ce qu'ils pourraient vouloir, vous pouvez prendre certaines mesures techniques pour vous protéger. Les suggestions dans ce Guide sont destinées à vous donner des orientations générales pour la sécurité des informations. N'oubliez pas, cependant, que les suggestions techniques détaillées peuvent rapidement devenir obsolètes. En cas de doute, consultez les [conseils à jour](#) du CPJ sur son site Web.

## Protéger les communications

Les écoutes téléphoniques sont probablement la plus familière forme de surveillance pratiquée contre les journalistes. Ceux qui travaillent dans les pays restrictifs peuvent citer de nombreux exemples d'une telle surveillance. Mais les journalistes utilisent maintenant un plus large éventail d'outils de communication, y compris le texto, le courriel, le message instantané, les sites Web de réseaux sociaux, et les logiciels de cyberbavardage audio et vidéo. Aussi, leurs adversaires ont-ils élargi leur arsenal d'armes.

Plus de groupes ont maintenant le pouvoir de procéder à l'espionnage. Historiquement, l'accès aux communications de tierces personnes était limité à ceux qui avaient accès aux enregistrements et équipements téléphoniques, soit par le biais de relations formelles ou d'employés corrompus. De nos jours, la capacité d'espionner votre ordinateur ou votre téléphone a été décentralisée et privatisée. Ce pouvoir est potentiellement entre les mains d'un groupe beaucoup plus large: les personnes qui partagent votre réseau sans fil dans un cybercafé peuvent espionner vos messages instantanés; les pirates informatiques indépendants peuvent s'introduire dans votre compte de messagerie électronique.

Malgré la croissance de ces menaces, plusieurs tactiques peuvent réduire le risque d'interception des communications, même par les pirates les plus technologiquement sophistiqués.

Lorsque vous êtes en contact avec quelqu'un, une tierce personne peut accéder à des informations précieuses: l'identité de la personne à qui vous parlez et ce que vous dites. Les outils de communication modernes peuvent fuiter d'autres types d'informations. Si vous avez un téléphone mobile ou connectez un ordinateur portable à Internet, le fait de faire un appel ou de vérifier votre courriel peut divulguer votre position et, par conséquent, permettre à quelqu'un de suivre vos mouvements. Certains logiciels, comme les clients de messagerie instantanée ou des sites de réseautage social, peuvent aussi révéler vos autres connaissances à travers vos listes de contacts ou d'amis.

Les conversations téléphoniques sont faciles à espionner si votre pirate a accès aux personnes indiquées ou aux systèmes de la compagnie de téléphone concernée. Ceux-ci incluent les téléphones mobiles. Les messages texte sont particulièrement faciles à intercepter, car un pirate n'a pas besoin d'avoir une personne qui écoute et fait la transcription des appels, les messages sont si petits qu'ils peuvent être enregistrés en masse et examinés plus tard.

Le CPJ a documenté des cas dans lesquels des autorités ont présenté des journalistes disposant de registres de messages texte comme une menace implicite ou une preuve d'activités antiétatiques.

Pensez à utiliser des codes préétablis qui sont convenus «hors bande», c'est-à-dire, pas via un canal soupçonné d'être non sécurisé. Passez un message via des contacts personnels, ou utilisez des mots de code dans votre message. Si vous craignez que les autorités surveillent vos appels, essayez d'obtenir un téléphone qui n'est pas lié à votre nom. Le fait d'acheter un téléphone local pas cher, à communications pré-chargées est une méthode. De nombreux pays exigent l'identité pour acheter un téléphone, mais vous pourrez peut-être acheter un téléphone et une connexion auprès d'un utilisateur existant. N'oubliez pas, cependant, que vos contacts sont plus susceptibles d'être des cibles d'interception que vous ; s'ils ne prennent pas leurs propres précautions, votre premier appel à leur destination pourrait révéler votre nouveau numéro.

Les téléphones mobiles signalent leur emplacement en permanence à la compagnie téléphonique concernée lorsqu'ils sont activés, et les compagnies téléphoniques ont souvent des fichiers sur ces données, en particulier dans les régimes répressifs. Les téléphones peuvent aussi être utilisés comme dispositifs de surveillance, même lorsqu'ils sont apparemment désactivés. Si vous craignez des niveaux intenses de surveillance, vous devriez estimer si le côté pratique de se munir d'un téléphone vaut les risques de suivi. De nombreux journalistes retirent les batteries de leurs téléphones parfois pour éviter la détection, mais vous devriez être conscient que la désactivation d'un téléphone avant d'arriver à une destination peut être un signal d'alerte.

Bien que le téléphone audio soit toujours utilisé pour de nombreuses conversations, l'Internet est le médium de plus en plus utilisé pour la communication personnelle. Contrairement au système de téléphone centralisé avec ses lignes fixes de communication, l'Internet est un système décentralisé avec de nombreuses voies de conversations privées possibles.

L'Internet transmet des données sur de longues distances en passant les informations à travers de nombreux ordinateurs intermédiaires, comme une chaîne passe de l'eau d'un bout d'une ligne à l'autre. Souvent, les données voyagent dans les deux sens de cette chaîne sous une forme qui peut être interceptée par les propriétaires des systèmes par lesquelles elles passent. A moins que les données soient protégées techniquement ou avec l'imposition de restrictions juridiques, votre fournisseur d'accès Internet peut enregistrer et surveiller vos communications, de même que la compagnie de téléphone, les destinations Internet tel que Facebook, les fournisseurs locaux, tels que le cybercafé ou l'hôtel où vous vous connectez, ou même d'autres utilisateurs d'Internet sur le même réseau local. Les données vulnérables incluent le trafic e-mail, les messages instantanés, et les sites Web que vous visitez ou dans lesquelles vous entrez des données.

Un logiciel peut empêcher ces spectateurs de lire votre courriel ou d'identifier les sites Web que vous visitez. Les programmes de cryptage peuvent brouiller vos messages de sorte qu'un seul destinataire puisse les décoder. Vous pouvez choisir un logiciel de cryptage destiné à des usages spécifiques (tels que le courriel et la messagerie instantanée), ou alors vous pouvez adopter des méthodes qui cryptent l'ensemble de votre trafic Internet.

L'exemple idéal de cryptage est la « cryptographie à clé publique », qui vous permet de communiquer avec les autres sans devoir partager un mot de passe ou un code secret préétablis. Les versions les plus courantes de cryptographie à clé publique pour le courriel sont le [GNU Privacy Guard](#) d'exploitation libre, ou GPG, et le [Pretty Good Privacy](#) de Symantec, ou PGP. Ils sont compatibles les uns avec les autres.

Les systèmes de cryptographie à clé publique ont une courbe d'apprentissage raide pour les utilisateurs non techniques. Mais s'ils sont utilisés correctement par tous les correspondants, ils peuvent aider à empêcher la surveillance, même par des Etats technologiquement sophistiqués tels que les Etats-Unis d'Amérique et la Chine qui ont un large accès aux infrastructures d'Internet. De nombreux programmes de messagerie électronique, comme Outlook, Thunderbird et Apple Mail disposent d'un logiciel supplémentaire, ou des fonctionnalités, que appuient le GPG / PGP; les organisations de défense des droits de l'homme et les entreprises de presse offrent parfois des cours d'instruction sur leur utilisation.

Le GPG et le PGP sont rarement utilisés en dehors des groupes vulnérables. Par conséquent, leur utilisation peut être elle-même un signal d'alerte pour les autorités et pourrait éventuellement attirer une attention non désirée. Vous pouvez vouloir utiliser des outils plus généralement disponibles, bien que ceux-ci n'aient pas le même niveau de protection. Si vous voulez permettre à un ou deux intermédiaires de confiance d'avoir accès à vos communications, les services de messagerie Web peuvent offrir une protection limitée. Des services tels que [Gmail](#) de Google ou [Riseup.net](#) utilisent un « Transport Layer Security », ou TLS /SSL. Cela signifie que tandis que les sociétés qui exploitent les services peuvent lire votre courriel (Google le fait pour envoyer des publicités ciblées), d'autres intermédiaires qui transportent les données vers ces entreprises et à partir de celles-ci ne peuvent pas le faire.

Pour s'assurer que le service que vous utilisez protège l'accès à vos communications par d'autres intermédiaires, vérifiez l'adresse Web dans la partie supérieure de votre navigateur: Si elle commence par «https://», par opposition à «http://», vos communications sont au moins partiellement cryptées, et donc mieux en mesure de se soustraire à la surveillance. Des services tels que Twitter, Facebook, et Hotmail de Microsoft l'offrent maintenant comme une caractéristique de sécurité gratuite mais facultative. Vous pourriez avoir à rechercher leur documentation en ligne pour apprendre comment l'activer.

Si vous travaillez sous un régime répressif connu pour avoir accès à des fournisseurs de communication, pensez à utiliser un fournisseur de messagerie Web crypté qui soit basé dans un autre pays sans liens économiques ou politiques avec celui où vous vous trouvez. Vous pouvez vouloir encourager les correspondants à utiliser un compte de messagerie sur le même service lorsqu'ils communiquent avec vous. Il ne sert à rien de crypter attentivement votre conversation si votre correspondant lit le courriel de manière non sécurisée.

Bien que le cryptage TLS protège les messages qui passent sur Internet, les pirates peuvent essayer d'obtenir les archives de vos messages précédents. Ils pourraient le faire en installant un logiciel sur votre ordinateur ou celui de vos correspondants, ou en entrant par effraction chez votre fournisseur de messagerie Web. Il est donc important de protéger votre ordinateur et les mots de passe de tous les services de messagerie Web que vous utilisez. (Voir les sections ci-dessous [Défendre les données personnelles](#) et [Défendre les données externes](#).)

La messagerie instantanée, les conversations en temps réel utilisant des logiciels tels que MSN Messenger, Yahoo! Messenger, AIM et Facebook Chat, sont aussi vulnérables à l'interception que le courriel. Très peu de programmes de cyberbavardage fournissent le cryptage de protection. Les gouvernements comme l'Iran et la Chine pratiquent l'interception des messages instantanés, selon des recherches du CPJ. L'équivalent de la messagerie de PGP et GPG est la [Messagerie Off-The-Record \(OTR\)](#), qui peut être utilisé en combinaison avec la plupart des logiciels de messagerie instantanée. Comme avec le PGP / GPG, l'OTR exige que les deux parties d'une conversation aient les compétences techniques pour installer et apprendre de nouvelles applications. De nombreux journalistes utilisent Skype pour les appels audio sensibles et la messagerie instantanée. Skype crypte ses communications, mais garde ses méthodes secrètes, il est donc difficile de connaître le niveau de protection et s'il sera efficace dans le futur. Utilisez Skype de préférence aux systèmes de messagerie non cryptée, mais avec prudence.

Plutôt que d'utiliser des logiciels différents pour crypter de manière sélective des parties de vos communications en ligne, vous pouvez simplement choisir de tout crypter. Une manière de le faire est d'utiliser un [réseau privé virtuel \(VPN\)](#). Un VPN crypte et envoie toutes les données Internet vers votre ordinateur et depuis ce dernier via un autre ordinateur ailleurs sur l'Internet, appelé serveur VPN. Lorsqu'il est configuré correctement, un VPN protégera toutes vos communications de l'interception locale. Si vous êtes employé par une entreprise de presse, votre employeur peut très bien utiliser un VPN pour permettre aux utilisateurs distants d'accéder aux réseaux internes de l'entreprise. Par ailleurs, certains services commerciaux permettent aux particuliers de louer l'accès à un serveur VPN mensuellement.

Aux yeux des autres utilisateurs de l'Internet, vous avez accès au Web et à d'autres services Internet à partir de votre serveur VPN, et non votre emplacement réel. Cela signifie qu'il peut cacher l'endroit où vous vous trouvez et contourner les systèmes de censure locaux. Les VPN ne cryptent pas toutes les étapes de passage de vos données



en ligne. Parce que votre destination finale peut ne pas comprendre les données cryptées, vos informations et vos demandes sortent du serveur VPN dans un état non crypté. Cela signifie que vous devez être confiant que les opérateurs de votre serveur VPN, et les intermédiaires entre eux et les sites et services que vous visitez, ne surveillent pas eux-mêmes malicieusement vos communications. Si vous vous défendez contre un adversaire local, comme le gouvernement, le serveur VPN du service que vous choisissez doit relever d'une autre compétence.

Une alternative à un VPN commercial est le libre **service d'anonymisation Tor** (Routage en oignon). Le service Tor protège le trafic de ses utilisateurs en cryptant les données et brouillant les données à travers plusieurs serveurs gérés par des bénévoles avant d'apparaître finalement de manière plus large sur Internet. Le service Tor vaut la peine d'être pris en compte si vous voulez être introuvable en ligne, même s'il peut être lent et bloqué ou difficile d'accès dans certains pays.

## Défendre les données personnelles

Les ordinateurs portables modernes et les smart phones peuvent contenir de grandes quantités de données, mais l'utilisation de cette capacité comporte des risques graves. Si votre ordinateur ou votre téléphone est volé ou détruit, vous pouvez perdre pour de bon une grande quantité d'informations sensibles.

Alors que tout le monde possédant un ordinateur ou un téléphone moderne est exposé à un tel risque, vous devriez envisager la possibilité que les pirates vous prennent pour cible pour vous empêcher de travailler ou vous faire subir des mesures de rétorsion. Les pirates peuvent saisir vos équipements pour obtenir des données privées. Ou bien ils peuvent chercher à infecter votre ordinateur avec un logiciel malveillant afin d'accéder à vos fichiers et à toutes vos communications à distance.

Si vous voyagez dans un environnement dangereux, pensez à utiliser un autre ordinateur portable ou un téléphone simple contenant un minimum d'informations. Pensez à garder vos informations confidentielles sur une clé USB (un petit périphérique de stockage que vous pouvez brancher sur votre ordinateur portable), qui est plus facile à cacher et à protéger. Cachez la clé USB quelque part par devers vous et séparé de votre ordinateur portable. Les clés USB sont proposés sous différentes formes, y compris sous forme de clés de maison ou des pièces de Lego. En outre, il se peut que vous souhaitiez sauvegarder des documents sensibles de votre ordinateur portable sur une clé USB de manière à en garder une copie au cas où vous auriez perdu le contrôle sur votre ordinateur.

Assurez-vous que votre ordinateur est éteint lorsque vous quittez votre lieu de travail. Même dans une salle de rédaction, soyez attentif aux gens qui jettent un regard indiscret par dessus votre épaule lorsque vous vous connectez ou lisez vos messages. N'utilisez pas les ordinateurs publics dans les cybercafés ou les hôtels pour des conversations confidentielles ou pour accéder à votre clé USB. Et n'entrez pas vos mots de passe dans les ordinateurs publics.

Toujours configurer votre ordinateur portable ou votre téléphone de manière à ce qu'un code PIN ou un mot de passe soit nécessaire pour le déverrouiller. Vous devriez comprendre, cependant, que les voleurs de données déterminés sont souvent capables de contourner ces contrôles d'accès. Des logiciels locaux de cryptage de fichier tels que **BitLocker** de Windows, MacOS **FileVault**, ou le projet indépendant **TrueCrypt** vous permettront de mettre des mots de passe de protection sur des fichiers spécifiques, votre compte d'accès, ou même l'ensemble du disque dur. Les données ainsi verrouillées sont inaccessibles, même par quelqu'un qui a un contrôle complet sur votre ordinateur portable. Le même logiciel peut être utilisé pour les clés USB. Veillez à choisir un mot de passe fort. (Voir la section sur **Choisir un mot de passe fort**.)

La protection des smart phones représente un défi en raison de leur complexité. Il se peut que vous souhaitiez vous renseigner sur les programmes de verrouillage locaux dédiés. Le groupe d'activisme **MobileActive** dispose de guides utiles pour protéger les appareils mobiles.

Les gouvernements et les criminels utilisent de plus en plus une livraison ciblée de logiciels malveillants pour attaquer des ennemis perçus comme les journalistes indépendants. Profitant des bogues des logiciels populaires, le logiciel malveillant s'installe à distance et de manière invisible sur les ordinateurs ; le logiciel malveillant peut alors enregistrer vos frappes au clavier, afficher votre écran, ou même télécharger des fichiers locaux vers des sites Internet à distance. Il peut être livré par l'intermédiaire de pièces jointes fausses mais convaincantes, et même par des sites internet visiblement ordinaires. Ne cliquez pas sur les pièces jointes ou liens envoyés par courriel, même provenant de vos collègues, sans envisager l'éventualité que le courrier soit fallacieusement personnalisé en utilisant les coordonnées personnelles que le pirate a glanées en ligne. Utilisez un logiciel antivirus, et maintenez-le à jour, il sera en mesure de détecter les attaques ciblées les plus sophistiquées. (Si vous utilisez Windows, **Microsoft** tout comme **Avast** fournissent gratuitement des services antivirus de base.) Si vous pensez que votre ordinateur pourrait être infecté, la plupart des employeurs et des techniciens indépendants seront en mesure de nettoyer la machine et réinstaller votre logiciel de manière à supprimer les logiciels malveillants. Assurez vous d'avoir sauvegardé toutes les données avant de commencer ce processus, et travaillez avec l'expert afin de s'assurer que les données que vous copiez n'hébergent pas de logiciels malveillants.

Les systèmes de sauvegarde à distance, où vos fichiers locaux sont régulièrement copiés sur un serveur à distance, sont généralement une bonne idée. Ils constituent une autre façon de protéger vos informations si vous perdez l'accès à votre machine locale. Assurez-vous que les données envoyées sont cryptées pendant l'opération, et que l'accès aux systèmes de sauvegarde est contrôlé. (Voir la section **Défendre les données externes**.)

Si vous vous attendez à des situations dans lesquelles votre ordinateur pourrait être saisi ou inspecté, au poste frontière, par exemple, vous pouvez souhaiter supprimer vos informations confidentielles. Ce n'est pas une simple question de supprimer les fichiers ou de les faire glisser vers la corbeille. Il est souvent relativement simple de récupérer des fichiers qui ont été supprimés par les méthodes habituelles d'un ordinateur. Si vous voulez que vos données soient vraiment irrécupérables, vous devez utiliser un logiciel supplémentaire spécialement conçu pour supprimer des données en toute sécurité. Soit utiliser la fonction « Secure Delete » de votre ordinateur, s'il en a une, ou télécharger à l'avance un logiciel tiers tel que le programme Windows gratuit dénommé **Eraser**.

## **Défendre les données externes**

Ce ne sont pas toutes les informations que vous sauvegardez sur votre ordinateur ou smart phone qui sont conservées localement. Vous pouvez sauvegarder des données « dans le nuage » sur des sites comme Google Documents, sur des services de messagerie comme Gmail ou Yahoo, ou sur les services de réseaux sociaux hébergés tels que Facebook. Si vous vous souciez de l'accès à des informations privées, vous devriez également penser à la sécurité des données externes.

Les sociétés de services internet transmettent effectivement des données privées en réponse aux requêtes des gouvernements lorsque les lois locales l'exigent ou lorsqu'elles ont des liens économiques ou politiques étroits avec les autorités. Toutefois, on accède le plus souvent aux données sauvegardées « dans le nuage » par des voies détournées plutôt que par le biais d'une procédure régulière. Vos pirates peuvent obtenir votre identifiant ou mot de passe, ou alors se faire passer pour vous-même pour obtenir l'accès. Choisissez attentivement votre mot de passe et vos questions de sécurité pour éviter cela. Toujours utiliser une connexion cryptée, fournie soit par le service Internet via « https » ou votre propre logiciel. (Voir la section **Protéger les communications**.)

Ne vous contentez pas de protéger les données privées en ligne; pensez à ce que vous révélez sur les fora en ligne. Les réseaux sociaux ont souvent tendance à dire à tout le monde ce que vous leur dites. Cela vaut la peine de vous considérer régulièrement comme la cible d'un certain journalisme d'investigation. Imaginez la quantité d'informations que vous pouvez recueillir sur vos propres mouvements en cherchant sur le Web, et comment ces informations publiques pourrait être détournées par ceux qui veulent s'immiscer dans votre travail.

## Choisir un mot de passe fort

La protection par un mot de passe fort est de loin la meilleure sécurité générale que vous pouvez apporter à vos données. Mais choisir un mot de passe imbattable est plus difficile qu'il ne le paraît. Beaucoup de gens sont choqués de découvrir que leur choix le plus ingénieux fait partie des mots de passe les plus fréquents. Les logiciels permettent aux pirates de générer des millions de mots de passe les plus probables et de les tester rapidement par rapport à un dispositif de mot de passe ou service protégé. Les choix traditionnels pour un mot de passe sécurisé, un simple mot du dictionnaire et un certain chiffre, par exemple, ou un mot dont les principales lettres sont remplacées par des signes de ponctuation vont profiter à ces pirates, s'ils sont trop courts.

Optez plutôt pour une « phrase de passe », une citation unique ou un dicton plus long que la moyenne de huit caractères du mot de passe, mélangée avec des signes de ponctuation aléatoires. Choisissez une phrase de votre auteur favori (mais obscure), ou une phrase absurde qui vous saute à l'esprit. Mélanger les minuscules et les majuscules. Plus le mot de passe est long, plus il sera susceptible de résister aux méthodes automatisées pour l'écraser. Une bonne façon de construire une phrase de passe forte et mémorable en se servant juste d'une paire de dés ordinaires est décrite à l'adresse [www.diceware.com](http://www.diceware.com).

Si vous utilisez beaucoup de mots de passe, pensez à un gestionnaire de mots de passe, un logiciel qui va générer des mots de passe uniques et les sauvegarder en toute sécurité sous forme de phrase de passe unique. Assurez-vous que cette phrase de passe unique est forte. Gardez en mémoire les réponses que vous donnez pour les « questions de sécurité » (comme « Quel est le nom de jeune fille de votre mère ? ») que les sites utilisent pour confirmer votre identité si vous oubliez votre mot de passe. Les réponses honnêtes à de nombreuses questions de sécurité sont des faits de notoriété publique qu'un adversaire bien déterminé peut facilement aider à trouver. A la place, donner des réponses fictives que, à l'image de votre phrase de passe, vous êtes seul à savoir. Ne pas utiliser les mêmes mots de passe ou réponses aux questions de sécurité pour plusieurs comptes sur différents sites ou services.

Enfin, sachez que les pirates ont toujours une façon d'obtenir votre mot de passe: Ils peuvent directement vous menacer de blessure physique. Si vous avez peur, cela peut être une possibilité, pensez à la façon dont vous pouvez cacher l'existence des données ou des périphériques que vous protégez à l'aide d'un mot de passe plutôt que d'être sûr que vous ne communiquerez jamais le mot de passe. Une autre possibilité consiste à maintenir au moins un compte qui contient des informations en grande partie innocentes et dont vous pouvez divulguer rapidement le mot de passe. Des logiciels comme [TrueCrypt](#) offrent cela comme une fonctionnalité intégrée.

Accroître la sécurité n'est jamais un exercice parfait, et il comporte toujours des compromis. Vous seul, pouvez déterminer l'équilibre entre faire efficacement votre travail et protéger vos données contre le piratage. En réfléchissant sur les solutions, soyez honnête concernant vos capacités et ne vous imposez pas des protocoles de sécurité impossibles. Le cryptage de votre courriel, la suppression sécurisée de fichiers, et l'utilisation de longs mots de passe ne vous faciliteront pas la tâche, de façon réaliste, vous ne devez pas suivre les pratiques habituelles. Pensez plutôt aux étapes fondamentales que vous allez réellement suivre. Si vous êtes plus préoccupé par des attaques techniques que par la saisie physique, par exemple, envisagez de prendre des notes sur papier plutôt que sur un document Word.

Si vous êtes confronté à des attaques techniques sophistiquées, la meilleure approche peut être simple et minimale. Vous seul, pouvez juger des avantages et des inconvénients. Ce n'est pas de la « cybercriminalité » que de noter vos longs mots de passe sur du papier que vous gardez dans un endroit sûr. Au moins, si quelqu'un le vole, vous saurez qu'il est temps de les changer. Eviter tout simplement de mettre ces mots de passe sur un post-it collé sur le mur de votre bureau.

## 4. Conflit armé

La couverture des conflits armés constitue la plus grave menace à laquelle sont confrontés de nombreux journalistes. Le fait d'être en bonne forme physique peut vous aider à éviter les blessures. Il faudrait aussi vous préparer émotionnellement, être bien équipé, bien formé et avoir une bonne couverture d'assurance.

### Formation en matière de sécurité

Depuis les années 1990, des compagnies privées offrent des cours de formation en matière de sécurité à l'attention des journalistes. Traditionnellement, ces cours sont essentiellement assurés par l'ex-personnel militaire britannique ou américain. La plupart a enseigné les aptitudes personnelles de prise de conscience orientée vers le traitement des risques et les dangers du champ de bataille, avec les soins d'urgence. Une telle formation est fortement recommandée pour les journalistes qui couvrent toute sorte de conflit armé. Les connaissances et les compétences sont transmises en classe et dans les simulations de terrain complexes qui obligent les journalistes à appliquer leurs compétences et à travailler ensemble. La formation a été bénéfique pour les journalistes tant étrangers que locaux.

L'Institut international pour la sécurité de la presse basé en Europe a formé des centaines de journalistes bénévoles locaux opérant en zones dangereuses dans le monde. En plus d'émerger avec une série de compétences, les journalistes tissent souvent des liens entre eux. La formation offre aux journalistes locaux vivant et opérant en zones dangereuses l'occasion de rencontrer et de collaborer en terrain neutre dans des circonstances qui transcendent les identités politiques, géographiques et autres. Historiquement, les cours de formation en matière de sécurité ne sont pas spécialisés dans le règlement des contingences civiles telles que la réduction des risques d'agression sexuelle au cours d'une mission (voir **Chapitre 2** Evaluer et répondre au risque) ou la réduction des périls dans la couverture du crime organisé (voir **Chapitre 5** Crime organisé et corruption). Cependant, depuis 2011, les compagnies existantes ainsi que les nouvelles ont élaboré des modules de formation qui couvrent les scénarios civils et la sécurité numérique.

Les cours sur le milieu hostile et le secours en situation d'urgence sont des préalables pour un reportage sans risque dans toute situation impliquant un engagement armé, y compris les protestations et les affrontements violents. Les cours comprennent des exercices sur comment réagir par rapport à un scénario d'enlèvement. Des cours d'une durée de cinq jours sont dispensés en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis d'Amérique à 3.000 dollars US ou plus. Les cours de recyclage de trois jours qui sont recommandés périodiquement coûtent au moins 2.000 dollars US.

Le Rory Peck Trust offre un **Fonds de formation** destiné aux journalistes indépendants dans le but d'aider à la couverture du coût des cours en matière de sécurité. Le fonds est ouvert « aux véritables pigistes professionnels qui exercent dans la collecte de l'information ou l'actualité depuis au moins 18 mois ». Le groupe de défense de la liberté de la presse, **Reporters Sans Frontières**, dont le siège se trouve à Paris, **offre des cours** en gestion de la sécurité et du stress, ainsi qu'en droit humanitaire international, en collaboration avec la Croix Rouge Française. Le cours est dispensé en Français et se déroule dans les Alpes françaises.

Les organismes multilatéraux sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour

l'éducation, la science et la culture (**UNESCO**), avec les agences individuelles gouvernementales telles que l'Agence suédoise de développement **international** et les groupes privés tels que l'Institut international de la sécurité de l'information ont prévu une formation en matière de sécurité pour les journalistes des pays en voie de développement de manière périodique.

## Equipements de protection

Vous devriez vous munir d'un équipement de protection adapté à la situation. Dans les conditions extrêmes, cela pourrait nécessiter le port de combinaison contre matière dangereuse, de détecteurs, ou l'ingestion orale de comprimés pour bloquer ou agir contre d'éventuels agents biologiques, chimiques ou nucléaires. Dans les zones de combat, cela nécessiterait de porter un gilet pare-balles pour résister au shrapnel et aux projectiles de grande puissance. Dans les cas d'affrontements et de violence urbains l'équipement de protection nécessiterait de porter une veste antipics discret.

Les journalistes qui exigent un vêtement pare-balles devraient choisir un gilet suivant la menace prévue. La [U.S. National Institute of Justice](#) (Institut national de justice des Etats-Unis d'Amérique) a développé un système à six niveaux utilisé par la plupart des fabricants partout dans le monde. Lorsque vous couvrez un conflit armé, vous devriez choisir un gilet conçu pour parer la grande vitesse des projectiles tirés à partir d'une carabine de guerre. Cependant, sachez qu'aucun gilet n'est résistant aux balles. On peut être grièvement blessé ou mourir de traumatisme dû à un impact contondant, même si l'armure parvient à parer le projectile. Tenez bien compte des modèles propres à chacun des deux sexes et selon que vous voulez un équipement de protection pelvienne ou d'un protecteur latéral.

Les casques sont également recommandés aux journalistes pour la couverture des zones de conflits. Il faut reconnaître que même le meilleur casque ne protège essentiellement que contre le shrapnel, et il est susceptible d'être pénétré par n'importe quel coup au but d'un projectile tiré par un fusil d'assaut ou un tireur isolé.

Toujours porter une armure lorsque vous vous êtes incorporés chez des forces militaires. (L'armure peut ne pas être recommandée pour la couverture d'actes criminels parce que cela peut entraîner la confusion d'un journaliste avec un agent des forces de l'ordre.) Les vêtements pare-balles sont périodiquement mis à jour avec des modèles plus récents, plus légers et conçus avec des matériaux plus fiables. Les journalistes et les patrons de presse doivent retenir que chaque produit nécessite un soin particulier. Les plaques en céramique peuvent se casser ou se briser si elles tombent. Le kevlar peut se détériorer lorsqu'il est mouillé. La sueur humaine peut dégrader le Kevlar et les autres produits. L'armure utilisée doit être examinée avec beaucoup de soin pour détecter les signes d'usure ou les défaillances des fibres. Toute armure doit être bien conservée et inspectée de façon périodique.

Il existe aussi un équipement de protection pour la couverture des manifestations sociales. Les vestes antipics très légères et relativement fines peuvent assurer une protection contre les attaques à l'arme blanche, les balles en caoutchouc et les autres risques. Les casquettes de baseball coquées dotées de plaques métalliques sont aussi disponibles. Les journalistes peuvent aussi porter des masques à gaz, mais en le faisant, ils courent le risque d'être pris pour des éléments de la police anti-émeute ou des manifestants.

## Incorporation ou reportage individuel

Le choix d'un aspect à partir duquel on observe le conflit est la chose la plus importante à faire. Il est nécessaire d'examiner la politique, l'histoire et le comportement de tous les groupes armés actifs dans une zone. La cohésion, la discipline, le moral, la formation, la puissance de feu et le respect des populations civiles, y compris les journalistes, varient largement selon les forces militaires et selon les forces irrégulières tels que les insurgés ou les milices pro-gouvernementales. Il faut retenir que les conditions sur le théâtre des opérations peuvent changer à tout moment sans prévenir.

L'expression « incorporer » a été vulgarisée par l'armée américaine au début des années 2000 pour les journalistes qui se sont organisés pour voyager avec des unités militaires spéciales lors de l'invasion de l'Irak dirigée par les Etats-Unis d'Amérique. Mais les journalistes se sont rattachés aux unités militaires pour la couverture de la guerre remontant au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Les journalistes ayant été incorporés dans toutes les forces armées sont

généralement tenus de voyager avec l'unité suivant les ordres et d'éviter de révéler les positions de l'unité au risque de compromettre sa sécurité. Cependant, vous avez le droit de rendre compte des événements, même si c'est après les faits, le moment que vous jugerez propice. Le CPJ a documenté un certain nombre de conflits en ce qui concerne l'organisation des incorporations. Les autorités militaires et les représentants des groupes armés, par exemple, ont refusé l'accès des journalistes dont les reportages sont considérés comme défavorables.

Ceux qui rapportent pour l'une ou l'autre partie peuvent aussi se voir accusés de collaboration avec l'ennemi. Il y a des décennies, les journalistes pouvaient couvrir les conflits avec succès de quelque partie qu'ils soient dans des régions comme l'Amérique Centrale. Aujourd'hui, des forces gouvernementales comme des insurgés ont détenu ou agressé des journalistes soupçonnés d'avoir des relations avec leurs ennemis. En 2011, les autorités **Ethiopiennes ont emprisonné** les journalistes Suédois Johan Persson et Martin Schibbye sur des accusations de soutien au terrorisme après leur incorporation avec les séparatistes du Front national de libération de l'Ogaden. En Irak et en Afghanistan, les **forces militaires U.S. ont détenu** plusieurs journalistes qui étaient perçus comme ayant été en contact avec les insurgés. Certains de ces journalistes étaient détenus pendant des mois ou des années sans aucune inculpation.

Vous êtes en face d'importants choix à faire lorsqu'il s'agit de déterminer s'il faut s'incorporer ou rapporter de façon individuelle (c'est à dire, indépendamment des forces militaires). Voyager avec les forces militaires vous offre un accès exclusif aux informations de la ligne de front, mais cela peut être au détriment d'autres perspectives, y compris l'observation de l'impact des combats sur les civils. Les journalistes qui voyagent indépendamment des forces militaires peuvent avoir un champ de vision plus large. Les décès sont plus fréquents chez les journalistes adeptes du reportage individuel, cependant le risque de s'incorporer chez les forces militaires ne devrait pas être sous-estimé. Les recherches du CPJ montrent que neuf journalistes ont été tués pendant qu'ils étaient incorporés chez les forces militaires en Irak entre **2003 et 2009**, alors que six journalistes incorporés ont trouvé la mort en Afghanistan entre 2001 et 2011.

Lorsque vous êtes incorporés chez une force militaire, ayez à l'esprit que vous ne devez en aucun apparaitre comme un officier ou un conseiller. Les snipers sont formés pour cibler les silhouettes des officiers suspectés au sein des unités militaires du camp adverse. Les journalistes sont parfois tenus de porter les mêmes uniformes que les combattants avec qui ils sont incorporés. Ce faisant, vos obligations professionnelles ne seront pas compromises, mais vous devez tout de même vous munir de votre carte de presse qui permettrait d'identifier votre statut en cas de contrôle de plus près. Les journalistes en uniformes doivent s'attendre à être traités comme des combattants ennemis par les forces opposées; y compris dans les situations où vous êtes séparés de votre unité militaire.

Les journalistes qui travaillent individuellement devraient également penser à quoi ressemble leur apparence et leur comportement observés de loin. Les recherches du CPJ montrent que les photojournalistes tenant une caméra ou portant leur matériel ont été pris pour des combattants. En 2003, des tirs de mitrailleuses d'un char de l'armée américaine ont tué **Mazen Dana** un caméraman chevronné de l'agence Reuters pendant qu'il opérait dans les environs de la prison d'Abu Ghraib. Un soldat a révélé plus tard aux enquêteurs qu'il avait pris M. Dana pour un insurgé armé d'un lance-grenades RPG. Lorsque vous travaillez de façon individuelle, choisissez une tenue vestimentaire qui ne ressemble pas à l'uniforme militaire et qui ne se distingue pas observée de loin. Les couleurs sombres sont préférables à celles plus vives.

Lorsque vous couvrez un conflit armé, ayez à l'esprit l'impact des informations en temps réels. Ce qui peut être une information plus récente et attractive pour une audience loin du théâtre des opérations peut être perçu sur le terrain comme une information filée à l'ennemi. Ayez toujours à l'esprit que votre rôle professionnel c'est d'observer et de rapporter sur le conflit, et non pas d'y prendre part même pas par inadvertance.

## Règles de la guerre

Plusieurs règles de la guerre sont applicables selon que vous êtes incorporés ou pas. Les **Conventions** de Genève de 1949 stipulent que les journalistes détenteurs de la carte de presse et en uniforme font juridiquement partie de l'unité militaire avec laquelle ils voyagent. Les journalistes incorporés peuvent légalement faire l'objet de tirs des forces ennemies dans le cadre de l'unité militaire. Le journaliste individuel peut plus tard être légalement détenu comme prisonnier de guerre pendant la durée des hostilités.

Le statut de Prisonnier de guerre peut être un avantage. Les prisonniers de guerre doivent légalement être détenus loin des hostilités, et ils doivent être nourris, recevoir des soins médicaux et être publiquement identifiés en tant que tels (comme opposé à ceux détenus au secret). Ils ont également droit à envoyer et recevoir du courrier. Les prisonniers de guerre peuvent ne pas être accusés d'espionnage ou de crimes civils, tels qu'entrer dans un pays sans visa.

Les journalistes sont habilités à assurer la couverture des conflits armés en tant que civils opérant indépendamment de toute force armée, selon les **Protocoles** Additionnels de 1977 relatifs aux Conventions de Genève. Aucun civil, y compris le journaliste, ne peut légalement faire l'objet d'une cible de quelque force que ce soit. Cependant, les journalistes indépendants sont confrontés à un certain nombre de risques. Les journalistes capturés pendant qu'ils opéraient individuellement peuvent être accusés de crimes civils comme l'espionnage et faire l'objet de détention dans une prison civile aux normes potentiellement mauvaises.

## Postes de contrôle

Les interactions avec les groupes armés au niveau des postes de contrôle sont dangereuses et imprévisibles. Plusieurs civils, y compris au moins quatre journalistes, ont été tués au niveau des **postes de contrôle de l'armée américaine** en Irak entre 2003 et 2005. Les soldats qui gardent les postes de contrôle opèrent souvent dans la peur des attentats suicides et d'autres attaques.

Avant de voyager sur les routes locales, consultez vos collègues, les autorités militaires, les sources locales fiables afin de déterminer les lieux des postes de contrôle éventuels et leurs contrôleurs. Renseignez-vous sur toutes les procédures des postes de contrôle, tels que les signaux d'avertissement utilisés par les forces militaires et le protocole prévu pour les véhicules s'approchant du poste. Réduisez la vitesse lorsque vous vous approchez d'un poste de contrôle, ôtez vos lunettes de soleil, montrez les mains bien en vue et soyez corrects. Autoriser les soldats ou les militants à fouiller votre véhicule peut être conseillé. Concentrez-vous, soyez alertes lorsque vous empruntez un chemin inhabituel, et gardez à l'esprit que les signaux des postes de contrôle peuvent être inexistantes ou déroutants. Plusieurs accidents au niveau des postes de contrôle proviennent d'une mauvaise communication. Certaines routes sont simplement à éviter surtout la nuit.

Les postes de contrôle établis par les forces irrégulières, les milices, ou les groupes paramilitaires sont même plus dangereux et imprévisibles à cause du manque de discipline et de l'absence de structures hiérarchiques claires. En Libye en 2011, quatre journalistes du *New York Times* **ont été arrêtés** au niveau d'un point de passage contrôlé par les forces alliées à Muammar Kadhafi et ont été retenus pendant six jours, pendant lesquels ils ont été agressés et maltraités. Leur chauffeur, Mohamed Shaglouf, a été tué.

Les journalistes peuvent rencontrer un personnel en état d'ébriété au niveau des postes contrôlés par les combattants, y compris les forces irrégulières, peuvent leur exiger de payer ou d'autres faveurs en échange de leur autorisation de passer. Certains journalistes gardent par devers eux de petites coupures de monnaie, des paquets de cigarettes, ou d'autres articles comme les montres bon marché dans leur emballage d'origine qu'ils offrent comme de modestes pots-de-vin. Gardez toujours à l'esprit d'éviter tout ce qui pourrait mettre en péril la situation

ou les exigences des soldats. Collaborez à un niveau de respect mutuel, sans laisser apparaître la peur et avec l'objectif primordial d'une issue en toute sécurité.

Le passage des postes de contrôle est un volet du cours de formation de la plupart des journalistes (voir **Annexe B** Formation en matière de sécurité).

## La technologie satellitaire dans les environnements hostiles

La technologie satellitaire est un outil essentiel pour les journalistes travaillant dans des zones de conflit où l'Internet et d'autres liaisons internationales ne sont pas fiables ou ont été bloquées par les autorités. En 2012, dans la ville syrienne de Homs, un bastion de l'opposition bombardé par les forces gouvernementales et coupé par les autorités cherchant à réprimer la couverture de l'actualité, les journalistes locaux et internationaux ont utilisé la technologie satellitaire pour faire des reportages et communiquer avec les entreprises de presse.

La journaliste d'origine américaine, Marie Colvin, et le photographe français, Rémi Ochlik, qui travaillaient avec d'autres journalistes dans un centre de presse de fortune, ont été tués avec des civils syriens par les bombardements du gouvernement en février 2012. Certains journalistes qui avaient travaillé à Homs ont soupçonné les autorités syriennes d'avoir ciblé ce bâtiment, bien que toute la ville était aussi sous des bombardements à l'arme lourde. Si les forces gouvernementales avaient ciblé ce bâtiment, elles auraient pu compter sur plusieurs formes de renseignements, notamment la localisation des signaux par satellite des journalistes.

Les experts en technologie sont d'accord que les téléphones satellites peuvent être localisés avec facilité. La détection des émissions par radiofréquence est «relativement simple pour un technicien qualifié », selon **SaferMobile**, une organisation à but non lucratif basée aux Etats-Unis d'Amérique et dévouée à aider les défenseurs des droits humains et les journalistes à utiliser la technologie mobile de manière plus sécurisée. **Electronic Frontier Foundation**, une organisation à but non lucratif basée à San Francisco dévouée à la défense de la liberté sur Internet, estime que les dispositifs de localisation disponibles sont « amples ». Les téléphones satellites peuvent aussi être localisés à travers leurs propres appareils GPS intégrés. Les « données de localisation GPS » peuvent être « transmises par le téléphone satellite en clair », a noté SaferMobile.

Les experts recommandent des protocoles stricts lors de l'utilisation des téléphones satellites dans un environnement hostile:

- Evitez d'utiliser un téléphone satellite (ou tout appareil basé sur la radiofréquence) dans un même endroit plus d'une fois.
- Evitez d'utiliser un téléphone satellite ou un appareil similaire à un endroit qui ne peut pas être facilement évacué en cas d'attaque.
- Veillez à ce que la durée maximale d'une communication soit de 10 minutes. (certains experts avertissent que même cette durée pourrait être trop longue, puisque la localisation instantanée est du moins possible).
- Eteignez votre appareil et retirez la batterie dès que la communication est terminée et avant de voyager.
- Evitez de communiquer avec plusieurs parties au même endroit.

Les communications par satellite, même si elles sont cryptées, ne sont pas entièrement sécurisées non plus. Dans un **report** de 2012, par exemple, deux universitaires allemands ont annoncé qu'ils avaient violé contourné deux algorithmes de cryptage utilisés couramment. Small World News, une organisation à but non lucratif basée aux Etats-Unis d'Amérique, a souligné dans son ouvrage de 2012 intitulé «**Guide to Safely Using Satphones**» (Guide d'utilisation des téléphones satellites en toute sécurité) que de nombreux gouvernements sont capables de contourner le cryptage. **Small World News** conseille ainsi d'utiliser des mots de code dans les communications très sensibles ou d'éviter entièrement les téléphones satellites pour de telles communications.



Si votre téléphone satellite est confisqué, les autorités ou des acteurs hostiles peuvent accéder aux informations critiques à partir de son journal des appels, son répertoire et ses fichiers envoyés. Des experts tels que ceux de Small World News vous conseillent de systématiquement supprimer le journal des appels et les fichiers envoyés pour protéger vos sources, et de retirer la carte SIM du téléphone lorsque vous ne communiquez pas.

## 5. Crime organisé et corruption

Le crime et la corruption sont des fléaux extrêmement dangereux, selon des recherches du CPJ. **Trente cinq pour cent** des journalistes tués à travers le monde depuis 1992 couvraient ces deux sujets. Les lignes entre les groupes politiques et criminels sont floues dans beaucoup de pays, ce qui accroît le risque pour les reporters. De Mexico à l'Irak, les groupes criminels sont en train d'opérer de plus en plus comme des forces politiques armées, et les groupes politiques armés opèrent de plus en plus comme des bandes criminelles à but lucratif. Des journalistes ont été attaqués alors qu'ils effectuaient des reportages sur une complicité entre de grandes figures criminelles et des fonctionnaires de gouvernement, et ils ont été ciblés tandis qu'ils faisaient des investigations sur des histoires de crime ou de corruption aussi bien en temps de paix que de guerre.

Les reporters locaux payent le plus lourd tribut. Environ **neuf sur dix** journalistes tués de par le monde sont des journalistes faisant des reportages sur des questions au sein de leur propre communauté, selon les recherches du CPJ. En outre, du **Mexique** aux **Balkans**, de la **Russie** aux **Philippines**, les assassins se tirent d'affaire dans **presque neuf cas d'assassinat sur 10**. **L'autocensure** est commune dans beaucoup de pays en raison des risques extrêmes.

### Préparation de base

La manière d'aborder les histoires de crime, y compris la couverture du crime organisé, dépend presque entièrement des facteurs locaux. Le nombre alarmant de journalistes assassinés alors qu'ils couvraient des activités criminelles dans des pays à haut risque montre qu'il n'y a pas de réponse facile quant aux événements à couvrir, quant à la manière de les aborder en toute sécurité, ou s'il est sûr de les aborder du tout.

Faites autant de recherches que possible avant d'entrer dans un milieu criminel donné. Un consortium d'écoles de journalisme basé aux Etats-Unis d'Amérique de collègues d'application des lois dénommé **Criminal Justice Journalists** (Journalistes de la justice pénale) a déclaré que les rédacteurs en chef doivent donner aux reporters deux semaines de mise en train avant de commencer le travail sur un crime. Sans aucun doute, ceci constitue un bon conseil. Mais beaucoup de journalistes aujourd'hui, et plus spécialement les reporters indépendants, doivent consacrer leur propre temps à la préparation du travail sur des sujets comme la criminalité. Les reporters doivent se familiariser avec les zones de haut crime, les itinéraires d'entrée et de sortie, ainsi que les endroits sûrs, accessibles pour rencontrer leurs sources.

Aux Etats-Unis d'Amérique, beaucoup de groupes de presse recommandent que les journalistes rencontrent les personnels des services de police individuellement avant de travailler sur des affaires. Criminal Justice Journalists suggère que les reporters qui sont des novices dans le secteur demandent des briefings aux services de police sur leurs procédures d'opération. Un tel conseil est applicable dans d'autres pays où la corruption dans l'application des lois n'est pas monnaie courante. Dans les pays où des niveaux élevés de corruption dans les services de police ont été documentés, comme le Mexique et les Philippines, vous devez effectuer un calcul différent. Ici, les journalistes doivent être vigilants par rapport à la complicité des services de police avec les criminels. Vous devez évaluer le niveau d'empathie et d'hostilité de chaque source potentielle.

Ayez connaissance des lois pertinentes concernant l'accès à la propriété publique et privé, l'empiètement et l'invasion de l'espace privé. (Voir le **Chapitre 6** Matière civile et troubles.) Familiarisez-vous avec les conditions spécifiques dans lesquelles vous pouvez ou ne pouvez pas utiliser du matériel d'enregistrement vidéo et audio. **Le Reporters Committee for Freedom of the Press (Comité des reporters pour la liberté de presse)** publie régulièrement des mises à jour sur les lois américaines; les journalistes travaillant dans d'autres pays peuvent se tourner vers les organisations de presse locales, dont beaucoup contrôlent activement et publient des lois affectant la profession. (Voir **Annexe E** Organisations de Journalistes pour accéder à une liste de beaucoup de ces groupes. **L'Echange international de la liberté de la presse** détient une liste complète). Certains aspects restent non réglés, comme la question de savoir si les journalistes américains peuvent faire des reportages à l'intérieur d'un espace qui

est une propriété privée, accessible au public comme un centre commercial. Sachez que les autorités aux États-Unis d'Amérique et dans d'autres pays peuvent légalement limiter l'accès, la capacité d'enregistrer, ou les deux, lors de certains événements ayant fait l'objet d'une publicité en direction du grand public, tels que des rassemblements politiques ou des discours. Vous devez aussi savoir que les autorités peuvent légalement restreindre l'accès aux tribunaux, prisons, écoles, aéroports, installations militaires, immeubles fédéraux, centres municipaux et stades.

Les reporters judiciaires véhiculés peuvent vouloir garder sur eux un sac contenant des habits de rechange, du matériel contre le mauvais temps, une lampe-torche et un kit de premiers secours. En couvrant un événement dangereux, munissez-vous d'un cellulaire chargé. (Rappelez-vous que les cellulaires peuvent être pistés par des sujets hostiles. Voir le **Chapitre 3** Sécurité de l'information pour y apprendre les techniques d'atténuation de la surveillance). Au moins un rédacteur en chef doit être au courant du travail d'un reporter judiciaire, connaître ses sources et la progression de ce travail. Les reporters indépendants doivent tenir un rédacteur en chef ou un autre collègue de confiance au courant dudit travail.

Lorsque vous vous approchez d'un sujet potentiellement hostile, vous devez être accompagné ou observé par un collègue. Pour réduire la possibilité d'être pris à partie pour des représailles, vous devez communiquer à toutes les sources de crime, en particulier les sujets hostiles, que vous ne travaillez pas seul et que vos activités sont en train d'être contrôlées étroitement par une entreprise de presse ou par un collègue. Trouvez et entretenez une relation suivie, si possible, avec un haut responsable des services de police vers lequel vous ou d'autres personnes pourraient se tourner en cas d'urgence.

## Planifier une investigation

Couvrir en toute sécurité la criminalité et la corruption requiert une préparation profonde et une évaluation du risque. (Voir **Chapitre 2** Evaluer et répondre au risque.) Avant de vous embarquer dans une histoire potentiellement dangereuse, faites des recherches exhaustives sur de nouveaux rapports, des documents publics et des dossiers de tribunaux, outre le fait de parler à des collègues expérimentés dans le domaine du reportage, à des sources locales dignes de confiance et bien informées.

Les soucis pour la sécurité sont de la responsabilité non seulement du journaliste, mais également l'organe de presse qui prévoit de publier ou de diffuser le reportage. Les chefs de rédaction doivent examiner des mesures de sécurité spécifiques pour protéger les installations, les journalistes et dans certains cas, les familles des journalistes. Le fait de rédiger une évaluation écrite du risque est recommandée. (Voir le **Chapitre 1** Préparation de base et l'**Annexe G** Formulaire d'évaluation de la sécurité). Lorsque vous couvrez des figures dangereuses comme des présumés criminels ou terroristes, l'évaluation doit être accompagnée d'un plan d'urgence au cas où le journaliste ou ses sources sont menacés.

L'évaluation doit identifier les acteurs les plus dangereux et les questions les plus sensibles dans les investigations et évaluer les risques qui pourraient surgir. Dans de telles investigations, la mauvaise question au mauvais moment à la mauvaise source pourrait mettre un journaliste ou ses sources en danger. Vous pouvez souhaiter commencer votre reportage en interviewant des sources en qui vous avez la plus grande confiance, en travaillant progressivement vers ceux qui pourraient être plus hostiles. Sachez que vos questions peuvent donner une indication quant à la nature de votre histoire. Pour vous protéger ainsi que vos sources, limitez les informations que vous dévoilez sur vos investigations.

Vers la fin d'une investigation, un journaliste et son rédacteur en chef peuvent vouloir dresser une évaluation séparée du risque pour déterminer s'il faut approcher un présumé criminel qui pourrait être l'objet de l'article et comment. L'évaluation doit comprendre une évaluation du risque, une série d'options pour approcher l'individu, et une évaluation des possibles réactions du sujet.

L'évaluation doit comprendre des protocoles clairs pour établir comment et quand vous communiquerez en toute sécurité avec votre rédacteur en chef et peut-être d'autres collègues en qui vous avez confiance. Cela peut se faire à travers diverses méthodes, du courriel aux appels téléphoniques, et cela peut impliquer un code simple qui communiquerait si vous croyez être en sécurité ou en danger. Vous et votre rédacteur en chef devriez également discuter à l'avance des circonstances dans lesquelles vous pourriez être obligé de suspendre ou d'annuler les investigations. Un plan d'urgence devrait être élaboré au cas où vos sources seraient être en danger.

Soyez regardant sur la façon dont vous enregistrez et stockez les informations. Pour protéger les identités des sources qui sont dans vos carnets de notes et vos fichiers électroniques, vous souhaiteriez peut-être utiliser un codage ou des pseudonymes dont vous vous souviendrez mais que d'autres ne vont pas déchiffrer facilement. Ceci est particulièrement important lorsque vous traitez avec des informateurs qui seraient menacés si leur identité était dévoilée. Les carnets de notes contenant du matériel sensible doivent toujours être précieusement gardés; les carnets de notes comportant des éléments anodins peuvent être laissés accessibles au cas où des intrus fouilleraient dans vos affaires. Les fichiers électroniques peuvent être mis plus en sécurité en utilisant des clés USB, une forte protection par mot de passe, et par des copies de secours à distance, entre autres mesures. (Voir le **Chapitre 3** Sécurité de l'information pour une description complète de la sécurisation des données électroniques).

## Aborder des sujets hostiles

Le fait de savoir s'il faut approcher de présumés criminels et la manière de le faire dépendent de plusieurs facteurs. Les journalistes doivent toujours considérer le statut des organismes d'application de la loi. Dans les zones où l'application des lois est faible ou corrompue, les journalistes devraient s'attendre à des niveaux de risque beaucoup plus élevés et ajuster leur approche en conséquence.

Faites attention à la façon dont vous et votre organe de presse pourriez être perçus parmi la communauté d'individus que vous couvrez. Les journalistes doivent « avoir du recul » pour montrer leur impartialité et leur volonté de donner à chaque sujet la chance de donner sa version des faits, Drew Sullivan, directeur de publication du **Projet de reportage sur le crime organisé et la corruption** basé à Sarajevo, a déclaré à l'**American Journalism Review**, pour un article de 2010: « Soyez acharné mais aimable et ouvert dans votre effort de parler aux gens que vous espérez avoir comme sources », suggère Bill Wallace du **Criminal Justice Journalists** (Journalistes de la justice pénale) basé aux Etats-Unis d'Amérique dans le rapport du groupe intitulé « **Covering Crime and Justice** » (**Couvrir la Criminalité et Justice** », élaboré de 2003 à 2010.

Lors d'investigations sur un crime, gardez à l'esprit que le plus gros risque peut ne pas être de faire un reportage sur des groupes criminels eux-mêmes, mais sur le réseau de corruption officielle qui les protège. Dans beaucoup de parties du monde, une très grande attention est conseillée. Les journalistes faisant des investigations sur la corruption ou sur toute forme de complicité avec des criminels, peuvent souhaiter rédiger un article de couverture pour informer les gens, en particulier les sources potentiellement hostiles. L'article de couverture doit être crédible et assez vaste pour englober l'investigation réelle sans laisser de côté l'affaire spécifique qui fait l'objet de l'investigation.

La période qui s'écoule peu avant qu'une histoire ne se produise est souvent dangereuse. Les journalistes devraient faire attention à ce qu'ils disent, à qui ils le disent et quand. Les sujets hostiles et potentiellement violents peuvent prendre des mesures préventives s'ils apprennent qu'ils sont la cible d'une investigation. En 2007, un journaliste américain, **Chauncey Bailey** a été abattu à trois blocs de maisons de son bureau d'Oakland, en Californie, après que le propriétaire d'une entreprise locale, connu pour ses activités criminelles, a appris que le journaliste enquêtait sur les finances de son établissement.

La question est de savoir si de présumés criminels peuvent être approchés de façon sûre dans des circonstances données. Les reporters et les rédacteurs en chef dans les pays où la loi n'est pas bien appliquée doivent prendre la décision, réaliste mais douloureuse d'un point de vue éthique, quant à la question de savoir si le fait de poursuivre

l'article ou nommer ses présumés auteurs vaut le risque. Si une décision est prise pour approcher des sujets potentiellement hostiles, les rédacteurs en chef doivent le savoir à l'avance et les journalistes doivent être soit accompagnés ou observés par un collègue. Les journalistes doivent communiquer aux sujets hostiles qu'ils parlent non pas à un seul individu, mais à l'entreprise de presse qui envisage de publier l'article.

Certains sujets peuvent être considérés comme étant trop dangereux pour qu'on les approche en personne. Dans certains cas, il est conseillé d'approcher l'avocat du sujet plutôt que l'individu directement. Le sujet ou l'avocat de la personne doivent comprendre que l'article est déjà programmé et que vous cherchez un commentaire pour des raisons d'éthique et juridiques. En l'absence d'un avocat défenseur, vous pouvez évaluer s'il est pratique ou sûr de communiquer avec le sujet par téléphone, courriel ou par le biais d'une autre correspondance écrite.

Mais même cela peut s'avérer trop dangereux. Communiquez candidement avec votre directeur de publication au sujet des situations dans lesquelles un sujet peut être trop hostile pour qu'on l'approche. Pensez à votre sécurité et à celle des sources lorsque vous envisagez la prochaine étape. Les archives peuvent parfois offrir un moyen par lequel le refus ou le point de vue d'un sujet hostile peuvent être tirés.

## Accéder aux informations

Le fait d'obtenir des documents officiels est un aspect important du reportage d'investigation. Outre le fait qu'ils fournissent l'avantage non négligeable de citer des documents officiels, la pratique peut amoindrir votre dépendance vis-à-vis de commentaires de sources locales qui pourraient elles-mêmes être à risque de rétribution de figures criminelles ou corrompues.

Les reporters et les rédacteurs en chef ont besoin d'être au fait des lois régissant l'information publique qui s'appliquent dans chaque pays. Le [Citizen Media Law Project](#) (Projet de loi concernant les médias citoyens), basé aux Etats-Unis d'Amérique, fournit une large gamme de suggestions et d'outils pour l'accès à l'information provenant des autorités municipales, régionales et nationales aux Etats-Unis. Le site web [Right2INFO.org](#) compile des documents et des publications sur les lois sur l'accès à l'information dans le monde entier. Même si un accès en ligne aux données du gouvernement reste inégal dans le monde, des progrès ont été faits. Le gouvernement kenyan, par exemple, a lancé une [base de données d'informations publiques](#) en 2011. Dans certaines parties du monde, y compris une bonne partie de l'Afrique, le droit à l'information gouvernementale est garanti par la loi, mais des procédures pour obtenir des dossiers spécifiques sont inexistantes ou peu claires. Les journalistes doivent se rapprocher des experts locaux et des collègues avant de chercher l'information dans ces pays. Un certain nombre d'entreprises de presse locales dans le monde contrôlent les lois relatives à l'accès à l'information et les procédures pratiques pour obtenir l'information. (Voir [Annexe E](#) Organisations de journalistes pour consulter une liste de beaucoup de ces groupes. [L'Echange international de la liberté de la presse](#) détient une liste complète).

Parce que le fait d'obtenir des documents par des moyens officiels est difficile dans certains pays, beaucoup de journalistes comptent encore sur des sources pour accéder aux données gouvernementales. Un journaliste doit prendre des précautions, toutefois, pour éviter de révéler l'identité d'une source qui lui a fourni des documents sensibles. Un reporter, par exemple, pourrait visiter plusieurs agences ayant accès au document en question afin d'élargir le pool éventuel de sources, et rendre plus difficile aux autorités ou autres acteurs l'identification de la vraie source.

L'utilisation de la documentation peut aussi déplacer le risque vers le journaliste. Sachez que les gouvernements et les criminels ont pris des mesures juridiques ou extra-juridiques en représailles à la divulgation d'éléments sensibles. Environ la moitié de l'ensemble des [journalistes emprisonnés](#) dans le monde le sont sous des accusations de menées anti-étatiques qui comprennent la révélation d'informations que les gouvernements considèrent comme secrets d'Etat. Les criminels, parfois en complicité avec les autorités étatiques, ont eu recours

à des mesures coercitives dans beaucoup de pays pour obliger des journalistes à révéler les sources de documents les compromettant.

## Efforts de collaboration

Les journalistes sont en train de trouver des voies alternatives pour publier des articles dangereux. En Asie Centrale, et dans d'autres parties du monde, beaucoup ont publié des articles risqués sous des pseudonymes. Des médias en Amérique Latine ont sorti des articles avec des signatures génériques, comme le label « Justice and Peace Unit » utilisé par le journal colombien *El Espectador*.

Les entreprises de presse peuvent aussi travailler ensemble sur des sujets dangereux, en partageant des informations et en publiant un article simultanément sans signatures individuelles. Les égos, les rivalités entre organisations, les rivalités politiques, ethniques, ou les identités religieuses doivent être laissés de côté pour continuer cette collaboration. Mais l'approche s'est avérée efficace dans la diffusion du risque contre tout journaliste individuel, tout en permettant aux reporters de couvrir les sujets à risque.

Les journalistes en Colombie ont commencé à travailler en collaboration après une série d'attaques sur des publicateurs et des rédacteurs en chef de médias qui faisaient des reportages critiquant des trafiquants de drogue. L'attaque la plus remarquable fut l'assassinat, en 1986, de Guillermo Cano, directeur de publication et éditeur du journal *El Espectador*, un crime attribué au dirigeant du cartel des Medellín, Pablo Escobar. En qualité de membre de la rédaction du CPJ, [María Teresa Ronderos a relaté dans un rapport du CPJ en 2010](#) qu'*El Espectador* s'est joint à son principal concurrent, *El Tiempo*, et à d'autres médias dans les mois suivants pour faire des investigations et publier des articles concernant les nombreuses tentacules du trafic de drogue dans la société.

Des années plus tard, en 2004, une coalition d'organes de presse écrite colombiens ont commencé à travailler ensemble sur des sujets dangereux telle que l'infiltration par des groupes paramilitaires illégaux dans la loterie du pays. Celui-ci et d'autres articles d'investigation ont été publiés simultanément dans 19 magazines et journaux colombiens. L'hebdomadaire *Semana* a mené un autre effort de collaboration, le Manizales Project, destiné à enquêter sur des meurtres et des menaces contre des journalistes. Bien que les violences contre les journalistes n'aient pas arrêté, les recherches du CPJ montrent qu'elles se sont produites moins fréquemment et à un faible niveau.

La collaboration à travers les frontières est une autre façon de confronter le crime organisé. Des groupes comme l'[International Consortium of Investigative Journalists](#) (Consortium international des journalistes d'investigation) basé à Washington avec des membres dans 50 pays, a produit des rapports de dernière minute sur des sujets comme la contrebande de tabac et la pêche océanique du marché noir. Le [Center for Investigative Reporting-Serbie](#) (Centre pour le journalisme d'investigation) basé à Belgrade et le [Projet de reportage sur le crime organisé et la corruption](#) basé à Sarajevo ont dévoilé les holdings offshore du milliardaire serbe, Miroslav Mišković.

## Signes avertisseurs

Les journalistes doivent faire attention aux signes qui indiquent qu'ils sont sous surveillance, [note le Projet de reportage sur le crime organisé et la corruption](#) basé à Sarajevo. (Voir [Chapitre 9](#) Risques soutenus pour davantage de conseils sur la surveillance). Certaines entreprises de sécurité privées ont ajouté la détection de la surveillance à la formation à l'environnement hostile qu'elles offrent aux journalistes. (Voir [Annexe B](#) Formation à la sécurité pour une liste d'entreprises). Le fait de savoir qu'on est sous surveillance peut donner aux reporters et aux rédacteurs en chef du temps pour examiner les options. Cela inclut la question de savoir si oui ou non il faut continuer à travailler sur l'article, mettre d'autres reporters sur l'article, impliquer d'autres médias, rapporter l'affaire aux autorités d'application des lois et muter les journalistes et leurs familles. Les journalistes devraient

être conscients des possibles réactions pour souligner qu'eux-mêmes et leurs familles peuvent y faire face en couvrant le crime organisé et la corruption. (Voir **Chapitre 10 Réactions au stress**).

## 6. Affaires civiles et troubles

Des scénarios civils, allant des scènes de crime aux émeutes, peuvent engendrer des situations imprévisibles et dangereuses. Les journalistes doivent veiller aux mesures d'autoprotection pour éviter de se retrouver en situation de risque physique ou juridique.

### Scènes d'accident, d'incendie et de sauvetage

La première responsabilité de chacun parmi les « premiers à répondre », y compris la police, les travailleurs d'ambulance et les sapeurs-pompiers, de même que les journalistes, est de se protéger en étudiant la scène et en étant conscient des dégâts possibles, comme un trafic routier qui se poursuit, des lignes électriques, et la fuite de combustibles ou de produits chimiques ou de gaz nocifs. Comme dans d'autres situations, vous devez être assez près pour observer la scène sans vous mettre en danger vous-même ou les autres, ou interférer avec les opérations de sécurité ou de secours. Les photojournalistes doivent appliquer un jugement similaire, comprendre qu'ils doivent être assez près pour enregistrer les événements. En général, les autorités établissent un périmètre afin de tenir les spectateurs, y compris les journalistes, à distance; vous pouvez demander, mais vous ne pouvez généralement pas exiger, un point de perspective plus proche que les autres spectateurs. Ceci dit, il faudrait encourager les autorités à fournir aux journalistes une position stratégique leur permettant de voir les opérations. Plus tard, les rédacteurs en chef devraient discuter des questions d'accès avec les responsables des services de police et d'urgence sur une base continue et élaborer des lignes directrices mutuellement convenues pour la couverture de l'actualité en situation d'urgence.

Le fait de traverser des barrières de police ou désobéir à des ordres de police pourrait mener à une arrestation. Être respectueux aussi bien dans le ton que dans le comportement est en général la manière de procéder. Les journalistes qui couvrent des scènes d'urgence ou de sauvetage doivent aussi afficher visiblement leurs accréditations de presse à tout moment.

Des confrontations surgissent parfois entre les autorités et les journalistes qui couvrent une scène donnée. La reporter américaine Diane Bukowski a été jugée coupable de crimes, notamment d'obstruction et d'avoir mis en danger la vie de deux militaires de l'état du Michigan, pendant qu'elle rendait compte de l'actualité concernant un accident mortel impliquant un motocycliste qui était poursuivi par un véhicule de police de l'Etat. Les autorités ont prétendu que Mme Bukowski a traversé une barrière de police; elle a cependant soutenu qu'elle n'a pas fait d'infraction et qu'elle prenait des photos à une certaine distance de l'un des défunts.

### Théâtres de crime et de terrorisme

Les théâtres de crimes violents peuvent être plus compliqués à couvrir. L'autoprotection est encore une fois, la première règle. Au cours d'une prise d'otage ou d'un autre scénario non résolu, faites attention de ne pas vous exposer à des risques de perturbations supplémentaires. Une question à se poser est de savoir si les auteurs pourraient toujours se trouver dans la région. Dans le cas d'une attaque terroriste ou autre action visant à attirer l'attention du public, envisagez l'éventualité d'autres attaques. Le CPJ a recensé des dizaines de cas où des journalistes présents sur le terrain, suite à une première explosion, ont été tués ou blessés dans l'explosion d'une seconde bombe. Dans l'éventualité d'une deuxième attaque ou double attentat, vous pourriez rester sur la périphérie et interroger les témoins qui viennent de quitter la zone.

Affichez clairement vos informations d'identification sur les scènes de crime, notamment les cartes de presse émises par les autorités locales chaque fois que possible. (Voir la section sur les cartes de presse dans le **Chapitre 1**.) Evitez les confrontations avec les autorités; en de pareilles circonstances, avoir des relations avec les responsables chargés de l'application de la loi est utile. (Voir la section sur la Préparation de base au **Chapitre 5**.)



Et éviter tout contact avec les objets qui constituent des preuves potentielles, ne déplacez aucun objet de la scène du crime.

Les témoins et autres survivants d'événements violents peuvent être secoués ou traumatisés. « Les journalistes chercheront toujours à approcher les survivants, mais ils devraient le faire avec sensibilité, y compris en sachant quand et comment battre en retraite », a souligné le [Centre Dart pour le Journalisme & Traumatisme](#) dans son guide, *Tragédies et journalistes*. Plus que toute autre chose, cela signifie respecter les souhaits des survivants de se faire interroger ou non ou d'accepter ou non que leurs émotions soient enregistrées; En réalité, la manifestation d'un tel respect, peut bien amener les survivants à s'ouvrir davantage à la presse. Les autorités des services de police et de secours peuvent également être traumatisées. Comprenez que ce n'est pas forcément le meilleur moment ou le seul moment de poser des questions aussi bien aux survivants qu'aux autorités.

## Articles sur la propriété privée

Vous n'avez pas le droit d'empiéter sur la propriété privée dans le cadre de la couverture d'un événement. Les journalistes peuvent jouir d'un accès limité à la propriété privée lors de la couverture des rassemblements politiques ou des événements annoncés publiquement. Apprenez à l'avance les lois et règlements en vigueur.

Les journalistes des Etats-Unis d'Amérique et ceux d'autres pays ne peuvent pas pénétrer dans une propriété privée sans le consentement du propriétaire ou du résident, même s'ils accompagnent les autorités de police qui répondent à une situation. «Même lorsque les journalistes y ont un libre accès, ils peuvent être arrêtés pour violation et les propriétaires peuvent les poursuivre en justice après les faits, cherchant dommages et intérêts pour violation de propriété ou intrusion dans la vie privée » a indiqué le [Reporters Committee for Freedom of the Press](#) (Comité des journalistes pour la liberté de presse basé) basé aux Etats-Unis d'Amérique, dans son Guide de terrain.

Dans la plupart des pays, vous avez le droit d'accéder à la propriété privée lorsqu'elle est ouverte au public en général, bien que votre droit d'enregistrer électroniquement les événements, contrairement à la prise de notes, puisse toujours être limité. Les événements ou rassemblements politiques qui ont lieu sur une propriété privée pouvant inclure l'espace loué ou le terrain d'une école publique ou d'autres infrastructures gouvernementales, sont souvent des sites litigieux entre les autorités et les journalistes. Les tribunaux estiment souvent que les propriétaires privés ou les locataires de l'espace (même s'il s'agit d'une propriété publique comme un parc ou une école) ont le droit de refuser aux journalistes l'utilisation de caméras vidéo ou d'enregistreurs audio, et demander aux journalistes de quitter les lieux si ces derniers refusent d'obtempérer.

Les journalistes qui refusent de quitter les lieux peuvent être arrêtés pour intrusion illicite aux Etats-Unis d'Amérique et dans d'autres pays. Certains journalistes estiment qu'ils n'ont pas eu le temps de quitter après avoir reçu l'ordre de vider les lieux. En 2010, le rédacteur en chef de l'Alaska Dispatch, Tony Hopfinger a été [arrêté et meunotté](#) par un agent de sécurité privé, après avoir posé des questions à un candidat au sénat américain à la suite d'une réunion annoncée publiquement dans une école publique louée pour la campagne. Lorsqu'elle est arrivée sur les lieux, la police a enlevé les menottes, et libéré M. Hopfinger qui n'a pas été accusé d'un crime.

Les journalistes doivent faire très attention dans la couverture des événements qui se déroulent à l'intérieur ou à proximité des propriétés privées. Il leur est fortement recommandé d'afficher clairement leur carte de presse à tout moment lors de la couverture d'événements dans une propriété privée.

## Manifestations et émeutes

Les journalistes couvrant les manifestations et autres troubles civils violents sont exposés à des risques physiques et juridiques tous azimuts, souvent au même moment. Près de 100 journalistes sont morts alors qu'ils couvraient

des manifestations de rue et autres troubles civils de 1992 à 2011, selon des [recherches du CPJ](#). En 2011, près de 40 pour cent des décès liés à l'exercice du journalisme sont survenus au cours de telles missions, le chiffre le plus élevé que le CPJ ait jamais enregistré.

La forme physique est un facteur important dans la couverture des situations qui pourraient soudainement devenir violentes; les journalistes dont la mobilité est limitée doivent évaluer les risques à l'avance. Se préoccuper de l'endroit où l'on se trouve à tout moment est également une posture essentielle, et cela signifie habituellement trouver un point de vue qui permet l'observation à la fois des manifestants et de la police anti-émeute ou autres autorités sans se retrouver entre eux. Soyez conscient de la façon dont ces événements se sont produits aux mêmes endroits dans le passé. Identifiez des voies de sortie à l'avance, et envisagez de travailler en équipe lors de la couverture de toute situation potentiellement violente. Les équipes de photographes et d'écrivains, de cadreur et de preneurs de son, et de producteurs et de correspondants permettent aux journalistes de veiller à la sécurité des uns et des autres.

Dans plusieurs pays, les entreprises de presse ont recruté des équipes de sécurité pour accompagner les journalistes. La [vague d'attaques](#) contre les journalistes pendant et après la révolution égyptienne de 2011 atteste des situations violentes que les journalistes peuvent rencontrer lors des manifestations civiles. Les journalistes devraient aussi connaître les lois et pratiques en vigueur au cas où les agents de police ou les manifestants exigeraient de visualiser ou de confisquer les cartouches vidéo ou autre matériel d'enregistrement leur appartenant.

Les vêtements devraient être judicieusement choisis et les journalistes devraient apprécier s'il serait mieux de se démarquer ou de se fondre dans la masse. Les vêtements devraient être amples et faits de tissu naturel, étant donné que les matières synthétiques peuvent prendre feu et brûler beaucoup plus vite, a suggéré la [Fédération internationale des journalistes](#) basée à Bruxelles. De bonnes chaussures munies de talons appropriés et souples et de semelles antidérapantes sont également vivement recommandées.

Essayez de vous maintenir hors de danger. On pourrait penser d'un journaliste qu'il est un arbitre sur le terrain: L'arbitre doit être assez proche pour observer le jeu avec précision, mais il doit prendre toutes précautions pour éviter d'être mêlé à l'action. Lors de la couverture de manifestations ou d'émeutes, évitez d'être pris entre les groupes qui s'affrontent ou de se retrouver au milieu de n'importe quelle foule. « Marchez le long des côtés des manifestants » recommande le journaliste suisse Dominik Bärlocher sur le site Web du Projet de journalisme canadien [J-Source](#). « Les gens qui jettent des pierres et autres choses le font d'habitude à partir du milieu de la foule de manifestants, où ils peuvent facilement se fondre dans la masse », a-t-il dit.

La décision d'afficher sa carte de presse ou de la dissimuler (mais toujours à portée de main pour pouvoir la montrer en cas de demande) est importante pour les journalistes de la presse écrite qui couvrent les manifestations civiles. Dans certaines circonstances, il peut être préférable de ressembler à tout autre civil et de garder votre carte de presse hors de portée de vue, mais dans une poche fermée et rapidement accessible, comme le suggère M. Bärlocher sur [J-Source](#). Dans l'un ou l'autre cas, les journalistes doivent éviter de porter des vêtements comme un bandana de couleur ou un brise-vent bleu, ce qui pourrait leur donner l'air d'un manifestant ou d'un agent de police. Dans les situations où il pourrait être dangereux de se faire prendre pour un manifestant, tous les journalistes devraient afficher clairement leur carte de presse. Pour les journalistes de radio et de télévision, et les autres journalistes utilisant du matériel pour enregistrer des événements, il est presque toujours préférable d'afficher une carte de presse laminée.

Ne jamais ramasser un objet jeté dans une manifestation. Cela pourrait non seulement être un engin explosif ou inflammable de fabrication locale, mais par un tel geste, la police pourrait vous prendre pour un manifestant.

Pensez à ce que vous pouvez prendre sur vous lorsque vous couvrez une manifestation ou un événement similaire. M. Bärlocher recommande un pack avec « au moins une lanière sur la poitrine et ... une autre autour de la taille » pour « éviter qu'il se mette à bondir et vous gêne, en particulier lors que vous courez. « Tout ce qui se trouve dans

le pack devrait être durable; les articles à porter sur soi comprennent de l'eau en bouteille (de préférence dans une poche latérale ouverte), une serviette, et une petite trousse de premiers secours. Sachez, toutefois, que le fait de porter un sac à dos comme le font souvent les manifestants, pourrait amener les policiers à vous confondre avec un manifestant.

Le fait de prendre sur soi un citron vert, citron, ou autre type d'agrumes peut être une bonne idée, selon la **Fédération internationale des journalistes**. Le fruit peut être pressé sur une zone affectée de la peau pour aider à neutraliser les produits chimiques irritants. Une serviette humide peut aider à protéger votre visage contre les effets d'agents tels que le gaz lacrymogène ou les cocktails Molotov. Un masque à gaz, des lunettes de natation, ou une protection oculaire industrielle peut aussi aider à se protéger contre les gaz lacrymogènes ou le gaz poivré. (Évitez de porter des lentilles de contact si vous pensez que les gaz lacrymogènes ou le gaz poivré peuvent être utilisés.) Des gilets légèrement blindés conçus pour arrêter les coups de couteau ou les balles en caoutchouc et des casquettes métalliques peuvent être recommandés dans des situations particulièrement incontrôlées. La Fédération internationale des journalistes recommande aux vidéastes et photographes de porter sur eux des cartouches « dud » ou cartes mémoire, à remettre à la place des vrais, si on vous leur demande.

Les journalistes devraient obéir aux ordres de la police, bien que les autorités arrêtent parfois les journalistes, sans sommation préalable. Au moins quatre journalistes ont été parmi les centaines arrêtés alors qu'ils étaient en train de **couvrir des manifestations** liées à la Convention nationale républicaine de 2008 à Saint-Paul, au Minnesota. Les journalistes ont été arrêtés sans avertissement au moment où la police a tenté d'enfermer dans un corral les manifestants et les journalistes qui couvraient leur manifestation dans un parking clôturé. Quelques jours plus tard, la police a arrêté des dizaines de journalistes ainsi que des centaines de manifestants après avoir **bouclé** les deux côtés d'un pont de l'autoroute.

Restez calme si vous êtes arrêté. Si vous choisissez de vous opposer à l'officier qui tente de vous arrêter, vous risquez d'aggraver votre situation. Si vous avez l'occasion de parler, faites tout pour avoir une attitude professionnelle lorsque vous expliquez que vous êtes un journaliste en train de couvrir l'événement. (Quel que soit la sympathie que vous avez pour quelque acteur que ce soit sur le terrain, ne le manifestez pas; ce qui est toujours important, c'est que le journaliste agisse sur le terrain non pas comme un participant, mais en tant qu'observateur). Si les autorités décident de procéder à votre arrestation, conformez-vous à leur décision et attendez d'en avoir l'occasion pour rendre compte de votre situation calmement à une autorité de tutelle.

## 7. Catastrophes naturelles

Les tremblements de terre, ouragans, tornades, inondations, tsunamis, cyclones, moussons, éruptions volcaniques, incendies, avalanches, glissements de terrain peuvent tous frapper avec peu ou sans avertissement. Des perturbations sont alors prévisibles dans les communications, le transport et l'approvisionnement en électricité. La capacité de relayer ou de diffuser des informations peut également être compromise.

Le fait d'établir des redondances pour maintenir les communications avec les collègues est essentiel. L'usage de radios émetteurs-récepteurs peut être nécessaire, par exemple, si les BTS de téléphonie cellulaire locale sont hors service. Les rédactions doivent se préparer à l'avance à l'éventualité de catastrophes naturelles dans leur voisinage par la mise en place d'un plan d'urgence détaillé. Les journalistes préposés à la couverture des catastrophes naturelles à l'étranger ou hors de leur salle de rédaction devraient examiner les protocoles de sécurité sur le terrain avant leur départ.

### Risques du journalisme indépendant

Une catastrophe naturelle soudaine peut créer des opportunités immédiates pour les journalistes indépendants. Mais ces derniers doivent comprendre qu'ils doivent faire face à de tels risques et en assumer les conséquences possibles. Les journalistes indépendants seraient bien avisés de contacter les rédacteurs en chef à l'avance pour s'assurer qu'ils s'intéressent à leurs éventuels articles, et déterminer le niveau de soutien institutionnel qu'une organisation pourra leur apporter.

Les journalistes indépendants doivent procéder à une évaluation des risques avant de se rendre sur le terrain, identifier les dangers potentiels, détailler les plans de communication avec les rédacteurs en chef et autres, et identifier plusieurs voies de sortie possibles. (Voir **Chapitre 2** Evaluation et réponse aux risques.) Les journalistes indépendants devraient également évaluer leur état de santé, leur niveau d'incapacité ainsi que l'assurance vie qu'ils peuvent avoir, et si leurs polices d'assurance excluent les catastrophes naturelles souvent décrits dans le langage des assurances comme les «Cas fortuits». (Voir la section sur la couverture d'assurance dans le **Chapitre 1**).

### Planification de la salle de rédaction

Les chefs de rédaction sujettes aux ouragans ou inondations devraient préparer et mettre à jour un plan d'urgence détaillé avant chaque saison d'intempéries. Dans les régions où de tels événements sont rares, les rédacteurs en chefs devraient mettre à jour leurs plans d'urgence à la même période chaque année. Le plan d'urgence dûment renseigné devrait être imprimé sur papier (en cas de catastrophe, les ordinateurs, l'Internet, et l'électricité pourraient être hors d'usage) et consultés par l'ensemble du personnel. Tous les membres du personnel devraient être conscients de leurs responsabilités et des rôles qui doivent être les leurs. Tout le monde devrait conserver sa propre copie du plan d'urgence et connaître le lieu de stockage du matériel d'urgence.

Le plan d'urgence devrait inclure les numéros de téléphone fixe, les numéros de téléphone cellulaire, et les adresses électroniques professionnelles et personnelles de tous le personnel des salles de rédaction ou sous-traitants, ainsi que les contacts de leurs proches, selon le [Guide de reportage en matière de crise et de catastrophe du Centre international des journalistes](#). Le plan devrait inclure une carte avec l'adresse du domicile de chaque individu clairement indiquée, identifiant les personnes éligibles au CPR ou autre aide d'urgence, et celles qui disposent d'un véhicule 4X4. Dans les zones sujettes aux catastrophes, les chefs de rédaction devraient s'assurer que les différents membres du personnel sont formés aux premiers secours. (Pour la sécurité du personnel, le plan ne devrait pas être diffusé publiquement ou affiché dans un endroit public).

Inclure les coordonnées des autorités gouvernementales ainsi que celles du personnel local d'urgence pour utilisation dans la collecte des informations et pour la sécurité des salles de rédaction. Les contacts doivent inclure ceux des organismes d'intervention et de secours d'urgence nationaux, régionaux et locaux ainsi que ceux des experts indépendants. Ils doivent également inclure des instructions pour le fonctionnement de la salle de rédaction en cas d'urgence. Si seul un nombre limité de personnel peut accéder à la salle de rédaction en cas d'urgence, ils devraient être en mesure de publier ou de diffuser les informations. Les chefs de rédaction devraient préparer les employés à effectuer les tâches pouvant leur être confiées.

## **Transport et équipement**

Les journalistes de toutes les catégories professionnelles devraient rechercher quels équipements ou autres fournitures peuvent être stockés en toute sécurité en cas de panne de courant ou autre interruption. Des groupes électrogènes, des lampes de secours, des batteries, des postes portatifs émetteur-récepteur avec des piles de réserve, des dispositifs de localisation GPS, des trousse de premiers secours et d'autres équipements de premiers soins devraient faire partie de la réserve. Des aliments emballés ou en conserve, de l'eau potable en bouteille, des lits et des couvertures peuvent également être nécessaires dans les zones sujettes aux catastrophes.

Les véhicules de presse devraient avoir des équipements de secours, notamment une trousse de premiers secours, des fusées éclairantes et des couvertures. Les patrons de presse devraient rechercher où ils pourraient se procurer de voitures de location d'urgence, des équipements de communication, des groupes électrogènes, et d'autres équipements, et inclure ces informations ainsi que les coordonnées des personnes ressources dans le plan d'urgence. Ils devraient penser à établir des contrats d'urgence avec les fournisseurs locaux de véhicules de transport, selon le Centre international pour les journalistes. Les patrons de presse devraient aussi savoir comment obtenir du carburant de réserve en cas d'urgence.

De grandes cartes sur papier devraient être conservées dans la salle de rédaction, en y marquant clairement la localisation des hôpitaux, des cliniques d'urgence, y compris les cliniques pédiatriques, les refuges, les centres de transport, les écoles, et d'autres locaux qui pourraient être utilisés pour abriter des familles ou des réfugiés au cours d'une crise. Des cartes physiques, topographiques devraient être sur place pour aider à identifier les dangers tels que les zones de basse altitude où les inondations sont probables.

Les données numériques de la salle de rédaction devraient être sauvegardées et stockées sur au moins un serveur situé ailleurs. Les données importantes sur papier devraient être copiées et stockées hors site.

## **Sécurité sur le terrain**

Évitez de vous mettre en danger. Cela ne ferait de vous qu'un fardeau pour les équipes d'urgence et vos collègues. Les journalistes devraient travailler en équipes d'au moins deux et de préférence trois personnes lors de la couverture de catastrophes ; un membre de l'équipe devrait disposer d'une petite trousse de premiers soins. Des vêtements imperméables devraient être facilement accessibles et portés si nécessaire. Ayez par devers vous des informations personnelles qui incluent votre groupe sanguin et vos allergies, de préférence sur une carte plastifiée et que vous porterez peut-être autour du cou.

Les journalistes et rédacteurs en chef devraient tous suivre de près les conditions de voyage par la route ou autres voies et se tenir autant que possible mutuellement informés du changement de ces conditions. Les voies d'évacuation devraient être identifiées et mises à jour au besoin. La meilleure voie d'entrée dans une zone peut ne pas être la meilleure voie de sortie. De multiples itinéraires et plans d'urgence doivent toujours être prévus. Les catastrophes naturelles peuvent donner lieu à plusieurs autres problèmes, de la fuite de fumées toxiques aux maladies d'origine hydrique.

Soyez au courant des conditions du milieu à tout moment. Un membre de l'équipe devrait avoir l'œil sur tout changement des conditions et être chargé d'assurer et de mettre à jour des stratégies de sortie. Les voies à eau peuvent monter, les lignes électriques peuvent tomber, les conduites de gaz peuvent exploser, les incendies peuvent se propager et les criminels peuvent s'approcher. Les membres de l'équipe peuvent aussi souhaiter disposer de sifflets au cas où ils se séparent, tel que recommandé par la [Fédération internationale des journalistes](#). Voyager avec un entourage de sécurité privée peut être recommandée lorsque des pillages et d'autres crimes se produisent au cours d'une catastrophe naturelle.

Les journalistes voyageant pour un reportage sur une catastrophe à l'étranger dans une zone dangereuse située à une certaine distance de la salle de rédaction devraient être équipés d'un dispositif GPS, d'un téléphone satellite portable et d'une radio en ondes courtes pour suivre les émissions internationales si les émissions locales sont interrompues. Sur place, assurez-vous que vous avez suffisamment d'eau, de nourriture et de piles (ou d'autres sources électriques de secours pour les communications).

## 8. Epidémies et dangers publics

Les flambées épidémiques à du **virus Ebola** en Afrique centrale, le syndrome respiratoire aigu sévère, ou **SARS** coronavirus, en Asie, le **virus H1N1** dans les régions tropicales et d'autres régions du monde et le **cholera** en Haïti sont tous des exemples d'épidémies de santé qui mettent à rude épreuve les médias. Les incidents impliquant le **bioterrorisme** ainsi que les **urgences chimiques et radiologiques** posent encore un autre ensemble de risques pour les journalistes et photojournalistes qui les couvrent. Comme décrit au **Chapitre 7**, les journalistes indépendants devraient savoir qu'ils peuvent devoir faire face aux risques et en accepter les conséquences. Un journaliste indépendant qui souhaite couvrir une épidémie ou un danger public ferait bien de contacter les rédacteurs en chef à l'avance pour s'assurer de l'intérêt pour les articles éventuels et déterminer le niveau de soutien institutionnel qu'une entreprise de presse pourrait fournir.

### Préparation de base

Tout journaliste qui envisage de couvrir une épidémie ou une urgence sanitaire causée par l'homme devrait être en bonne santé, avoir un système immunitaire qui ne soit pas compromise et ne pas être dans un état de santé pouvant le/la prédisposer à la maladie.

Avant de se rendre dans une région touchée, consultez le manuel *Voyages internationaux et santé* avec ses **publications spécifiques à chaque région**, ainsi que le *Journal des maladies infectieuses émergentes* des Centres américains de contrôle et de prévention des maladies. L'OMS fournit des lignes directrices pour les **maladies spécifiques**, en expliquant la science au sujet de certaines maladies et les mesures pour éviter l'infection. En 2005, l'organisation a publié un manuel des journalistes sur la **pandémie de grippe**. Des bulletins de santé, des mises à jour régionales et des restrictions liées au voyage sont accessibles sur le **site Web** de l'OMS, et disponibles dans de nombreuses **langues**.

L'OMS et les **Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies** fournissent des services d'urgence biologiques, chimiques et radiologiques. Ces sources et d'autres devraient être fréquemment vérifiées pour toute information à jour. Ces deux sites proposent des podcasts, des flux RSS et d'autres informations à jour pour permettre aux journalistes de rester informés des derniers développements à mesure qu'ils surviennent.

Consultez un professionnel de la santé avant votre départ. Recevez les vaccinations recommandées et leur laisser suffisamment de temps pour faire effet. (Voir la section Soins médicaux et vaccinations dans le **Chapitre 1**.) Assurez-vous que votre trousse médicale soit munie des accessoires et des médicaments spécifiques aux risques auxquels vous serez confrontés lors d'une mission. (Voir **Annexe A** Listes de contrôle.) Emportez autant de médicaments que permis, car il peut y avoir des pénuries au niveau local.

Réviser votre assurance médicale pour voir si elle couvrira le traitement et les autres dépenses susceptibles d'être engagées en cas de maladie, y compris le coût de l'évacuation médicale d'urgence. Les journalistes et les autres pourraient se voir refuser la permission de quitter une zone en proie à une épidémie s'ils tombent malades. Cela pourrait vous exposer à d'autres blessures physiques aussi bien que psychologiques. Retenez que toute situation sanitaire d'urgence grave pourrait submerger les établissements de santé locaux, il faut donc élaborer des plans de rechange.

### Autoprotection

Les journalistes devraient toujours prioriser leur propre sécurité. Aucun article ne vaut la vie, et si vous étiez tué ou malade à cause de l'exposition, vous deviendriez un fardeau au lieu d'un atout.

Même un bon état de santé et la vaccination ne constituent aucune garantie pour éviter une maladie. Lavez-vous les mains fréquemment et immédiatement après toute exposition éventuelle, tel que recommandé par le manuel *Voyages internationaux et santé* de l'OMS, qui est mis à jour annuellement. Munissez-vous d'un désinfectant pour les mains dans une telle situation. Évitez les aliments et l'eau potentiellement contaminés. Éviter tout contact avec les fluides organiques, la peau, les muqueuses et les déchets médicaux connexes.

Apprenez comment la maladie en question est transmise, puis prenez les précautions appropriées. L'OMS a énuméré sept manières de propagation des maladies: par la nourriture et l'eau, des vecteurs tels que moustiques, des animaux infectés, le sol, l'air, et par contact sexuel ou par contact avec du sang et les fluides organiques. Parmi les précautions figure le fait de dormir sous des moustiquaires, d'éviter tout contact, et, si possible, d'éviter les situations bondés et les espaces confinés.

Apprenez comment les dangers publics spécifiques peuvent se propager. Le **bioterrorisme** et d'autres dangers biologiques pourraient inclure l'**anthrax**, le **botulisme**, la **brucellose**, la **peste**, la **variole**, la **tularémie** et les **fièvres hémorragiques virales**, selon les **Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies**. Chaque agent biologique se distingue par la façon dont il se propage, ses symptômes, sa prévention et son traitement. Il ya d'autres **agents chimiques** qui peuvent être d'origine militaire, industrielle ou naturelle. De même, chaque agent chimique se propage différemment et nécessite sa propre forme de protection et de traitement. Le Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies et le ministère américain de la Santé et des Services sociaux fournit des informations sur les **urgences radiologiques**, y compris les effets des **bombes sales**, des **explosions nucléaires**, des **accidents de réacteurs nucléaires** et des **accidents de transport**. L'exposition aux radiations peut produire des pathologies à court et à long terme, y compris certains **effets** qui peuvent apparaître des années plus tard.

Apprenez la science sur toute menace biologique, chimique ou radiologique. « Dans une situation d'urgence radiologique, vous pouvez penser à la distance, au temps et à l'abri comme dispositifs de protection », ont écrit des rédacteurs en chef du *New York Times* dans un document élaboré pour leurs journalistes. « La distance signifie le fait de ne pas trop s'approcher d'un déversement de matières radioactives ou d'autres sources de radiation. Le temps, signifie que si vous êtes dans une zone que votre dosimètre indique comme un radioactive, ne restez pas plus longtemps que vous le devez. Dans certaines circonstances, vous pouvez aussi gagner une certaine protection en prenant refuge dans un bâtiment en brique de béton ».

Le danger peut être imperceptible. « Le compteur de radioactivité monte, mais vous ne sentez rien », a **déclaré à la CNN** en 2011 Tetsuo Jimbo, journaliste japonais et fondateur du site Web Videonews après qu'il a voyagé avec un compteur Geiger à la zone de quarantaine nucléaire au Japon près du réacteur endommagé à Fukushima. « Vous ne sentez rien, vous ne vous sentez pas la chaleur. Et c'est en fait la partie la plus effrayante de tout le voyage », a-t-il dit.

Une extrême prudence est nécessaire dans chaque cas. Les journalistes et les autres doivent se rendre compte à l'avance que certains scénarios seraient tout simplement trop dangereux à couvrir aussi longtemps que la menace persiste. Les journalistes devraient étudier la menace spécifique et la durée possible de l'agent, ainsi que toutes les mesures ou équipements de protection qui peuvent être nécessaires. La liste des **équipements recommandés** est vaste dans les cas graves. Des antidotes pour contrer les agents dangereux devraient être obtenus exclusivement auprès d'experts médicaux qualifiés, car elles sont spécifiques et limités dans leur utilisation et comportent un risque considérable.

N'hésitez pas à demander à votre employeur ou votre entreprise de presse de tutelle d'acheter des équipements de protection. Dans le même temps, soyez conscient que même les meilleures mesures et les équipements de pointe peuvent être inefficaces dans les situations graves.



## 9. Risques soutenus

La plupart des risques décrits dans le présent guide sont spécifiques à une mission particulière. Mais les journalistes critiques travaillant dans des environnements répressifs ou hostiles sont souvent victimes de harcèlement et de menace constante. Pensez aux groupes les plus responsables d'**assassinats de journalistes** dans les dernières décennies à travers le monde. Les groupes anti-gouvernementaux, notamment les terroristes, sont responsables de près d'un tiers de tous les meurtres de journalistes, selon des recherches du CPJ. Cependant, des responsables gouvernementaux et des groupes liés à des gouvernements, tels que les paramilitaires, sont responsables de presque la même proportion des meurtres de journalistes. Les journalistes dans certains pays ne savent pas en qui ils peuvent avoir confiance.

### Sécurité personnelle

La connaissance de votre milieu est essentielle lorsque vous êtes face à un risque d'attaque ou d'enlèvement. Les consignes de sécurité pratiques devraient comprendre la diversification des itinéraires de voyage, les changements de routine, et le verrouillage et la protection par signal d'alarme. Cela peut également impliquer la sécurisation des véhicules dans un garage verrouillé, la vérification régulière des véhicules pour les explosifs et la vérification du courrier pour les explosifs. Lorsque vous êtes face à pareille situation, vous devriez immédiatement engager l'assistance d'experts en sécurité. (Un certain nombre d'organisations chargées de la sécurité sont énumérées en **Annexe B** Formation en matière de sécurité.) Dans certains pays, les journalistes travaillant sous la menace ont choisi de porter le gilet pare-balles avec des gardes armés et des caméras de surveillance à l'extérieur de leurs domiciles et leurs bureaux. En prenant ces décisions aussi, les journalistes devraient consulter les experts en sécurité.

Les gouvernements des pays de la Colombie aux Balkans ont des programmes officiels dans lesquels ils affectent des escortes armées pour accompagner les journalistes menacés. En Colombie, en particulier, les équipes de garde-corps armés du gouvernement avec un chauffeur à bord d'un véhicule blindé sont affectés à des journalistes qui ont fait l'objet d'attaque ou de menace. Aussi lourd que cet arrangement puisse être, les journalistes menacés ou ceux en rétablissement trouvent souvent nécessaire d'être protégés afin de dissuader les futurs attaques. Le recrutement des gardes privées, lorsque le coût n'est pas prohibitif, peut être une autre option.

### Sécurité de la famille

La pire crainte de tout journaliste c'est de croire que les membres de sa famille sont en péril. L'évaluation du risque éventuel couru par votre famille peut être guidée en partie par le comportement antérieur des acteurs hostiles. Au Guatemala, les membres des familles des dissidents ont souvent été ciblés à la fin des années 1970 et au début des années 1980, lors de leur séjour en Irak sous le règne de Saddam Hussein. Un tel contexte historique peut donner un aperçu des situations contemporaines. Les journalistes pourraient également consulter les experts en sécurité locaux, les collègues, les défenseurs des droits humains et les diplomates.

Soyez bien conscients des documents personnels que vous ou votre famille postez sur Facebook ou autres sites de médias sociaux. Les personnes qui veulent vous intimider sont susceptibles d'aller chercher tout ce qui est publié non seulement sur vous, mais également sur votre famille. Ne jamais partager d'informations relatives par exemple au calendrier quotidien de votre famille ou à ses plans de vacances. Faites très attention de ne pas publier des photos ou divulguer des informations autres que publiques. Vous pourriez obliger votre famille à supprimer certaines informations des pages de leur réseau social ou renforcer les paramètres des informations personnelles.

Certains experts vous suggèrent d'éviter le partage d'informations détaillées sur un travail sensible avec les membres de votre famille. Les membres de votre famille qui ne sont pas informés de votre travail d'investigation,

cela va de soi, ne seront pas ciblés par les agresseurs qui cherchent à obtenir des informations. Néanmoins, les membres de votre famille peuvent toujours être ciblés comme moyen de vous terroriser plus largement et vous dissuader de poursuivre un reportage délicat. Il est conseillé de particulièrement veiller à ce que vos enfants soient à tout moment surveillés et escortés.

Vous pourriez envisager de changer provisoirement de mission. Les mesures les plus radicales consisteraient à un déménagement provisoire ou permanent des membres de la famille. Les journalistes pourraient contacter le CPJ ou les autres organisations internationales qui pourraient être en mesure de les aider.

## Surveillance

La surveillance revêt plusieurs formes, allant des tactiques démodées de filatures des journalistes dans la rue aux techniques électroniques qui interceptent les informations sans laisser de trace. La **première** est souvent utilisée par les régimes répressifs ayant des ressources limitées tels que l'Erythrée pays de la Corne de l'Afrique. La **dernière** est déployée avec une efficacité effrayante dans les pays qui sont bien équipés en matière d'opérations de renseignements, comme la Chine. Pendant une bonne partie de la dernière décennie, **les Renseignements Colombiens** ont illégalement intercepté des courriels, des conversations téléphoniques et mené des opérations de surveillance contre la plupart des journalistes les plus en vue du pays. En Tunisie, sous le régime de Zine El Abidine Ben Ali, les journalistes critiques étaient placés sous **surveillance** constante pour les intimider et les besoins de la collecte d'informations.

Le CPJ a documenté des cas de surveillance physique ou électronique dans plusieurs pays, notamment l'**Afghanistan**, l'**Angola**, le **Bangladesh**, la **Biélorussie**, la Bosnie-Herzégovine, la **Bolivie**, la **Birmanie**, **Cuba**, la Guinée **Equatoriale**, l'**Iran**, le **Pakistan**, le **Rwanda**, la **Russie**, le **Sri Lanka**, le **Soudan**, la **Syrie**, la **Thaïlande**, le **Turkménistan**, l'**Ukraine**, l'Ouzbékistan, le **Vietnam**, le **Yémen** et le **Zimbabwe**. Aux Etats-Unis d'Amérique, un ancien analyste de l'Agence américaine de sécurité nationale a déclaré à MSNBC que dans les années 2000, l'agence d'espionnage américaine a opéré un **espionnage électronique** sur les journalistes.

La surveillance physique des journalistes individuels précède souvent les attaques violentes. En Ukraine, les autorités du Ministère de l'Intérieur ont reconnu que leurs agents **surveillaient** le journaliste Georgy Gongadze peu avant son enlèvement et son assassinat dans un complot du gouvernement en 2000. Les collègues du correspondant de Geo TV au Pakistan Wali Khan Babar ont déclaré au CPJ que ce dernier **était suivi** les jours qui ont précédé son assassinat en 2011. M. Babar a été tué par deux assaillants qui ont intercepté son véhicule avant de lui tirer quatre balles sur la tête et une au cou.

Faites une évaluation générale lorsque vous soupçonnez que vos mouvements, vos communications, et votre matériel de reportage sont l'objet d'observation ou d'interception par des tiers. Sur quoi travaillez-vous qui pourrait être considéré comme sensible? Qui pourrait s'offenser de ce reportage? Quelles sont les techniques de surveillance susceptibles d'être employées? Sont-ils plus susceptibles de susciter que des agents vous mettent en filature, ou sont-ils des adeptes de la surveillance électronique? Dès que vous avez évalué le niveau du risque et les méthodes de surveillance susceptibles, vous pouvez alors envisager de modérer vos activités. Cela peut signifier diversifier vos routines professionnelle et personnelle, avec vos itinéraires de voyage réguliers. Dans les communications électroniques, vous pourriez utiliser des codes protégés avec des sources, ayant recours aux téléphones prépayés qui n'a aucun rapport avec votre nom, et qui emploie des programmes de chiffrement ou qui utilisent un courriel sur le Web ou des réseaux privés virtuels. (voir **Chapitre 3** Sécurité de l'information.) Vous devriez aussi envisager la notification de vos rédacteurs en chef et collègues, avec les groupes internationaux de défense de la liberté de presse.

Garder à l'esprit les personnes inconnues ou les véhicules stationnés au dehors de votre domicile ou au bureau, surtout lorsque vous les voyez à plusieurs reprises. Le fait de détecter que vous êtes suivis peut vous donner le temps pour réduire le risque. Engager une personne de confiance pour observer vos mouvements et ceux des

suiveurs potentiels est une méthode utilisée pour vérifier la surveillance, mais les procédures précises sont mieux transmises par des experts qualifiés. Certaines compagnies de sécurité privées ont ajouté la détection de dispositif d'écoute aux programmes de formation offerts aux journalistes. (Voir **Annexe B** Formation en matière de sécurité.)

## Solidarité

La solidarité professionnelle est essentielle dans les situations où les journalistes locaux sont confrontés à un risque permanent. Peut-être que la meilleure mesure que les journalistes pourront prendre dans un environnement pareil c'est de s'organiser d'abord au niveau de leur salle de rédaction, ensuite avec les autres journalistes et organes de presse au sein de leur ville ou région, et enfin à travers leur pays.

Les groupes tels que le Centre pour le journalisme d'investigation des Philippines, fondé en 1989, ou la **Fondation pour une presse libre** de Colombie, fondée en 1996, ont joué un rôle précieux à mettre un frein aux attaques contre les journalistes et à rapprocher les journalistes de tous genres. Le centre philippin a rehaussé le profil des assassinats de journalistes et contribué à pousser les autorités à traduire les responsables en justice. Ce modèle a été suivi par l'**Association brésilienne de journalisme d'investigation**, qui a été mise sur pied en 2002 suite à l'enlèvement et l'assassinat de Tim Lopes correspondant de la télévision nationale. Le groupe brésilien a poussé les autorités à prendre des mesures contre les atteintes à la liberté de presse.

Les journalistes ne devraient jamais hésiter de contacter les organisations internationales de défense de la liberté de la presse telles que le Comité pour la protection des journalistes et Reporters Sans Frontières dont le siège est à Paris, avec les autres groupes de surveillance des droits de l'homme (Voir **Annexe E** Organisations de Journalistes) Les Groupes Internationaux peuvent aider à rehausser le profil des journalistes travaillant sous la menace et pousser les autorités à réagir.

## Planification des mesures d'urgence

Les journalistes confrontés à un risque permanent devraient élaborer un plan d'urgence. Ce plan comprendra les coordonnées de contact du journaliste, des membres de sa famille et de leurs rédacteurs en chef, avec les autorités gouvernementales les plus réceptives, les diplomates étrangers et les organisations local et internationales de défense de la liberté de la presse et des droits de l'homme.

Le plan devra spécifier la fréquence et les moyens précis par lesquels le journaliste s'assurera auprès des rédacteurs en chef et des membres de leurs familles. Le plan pourrait comprendre un simple code qui permettra au journaliste de signaler discrètement une menace. Les codes peuvent aussi être conçus pour signaler que le journaliste souhaite vous rencontrer à un lieu déterminé ou changer de moyens de communication. Dans le cas où le journaliste devient injoignable, le plan précisera combien de temps il faudra aux rédacteurs en chef et aux membres des familles avant d'entreprendre une action. Le plan comprendra une liste détaillée des individus et des groupes que les rédacteurs en chef et les siens pourront contacter ou appeler localement, au niveau régional ou international.

## 10. Réactions de stress

Le stress post-traumatique est une réaction normale aux événements anormaux. Le stress peut affecter non seulement les correspondants de guerre, mais aussi les journalistes couvrant n'importe quelle tragédie ayant entraîné souffrance et pertes en vies humaines. Les exécutions de peine de mort, les fusillades gratuites, les attentats à la bombe, les agressions sexuelles faites aux enfants, les violences conjugales, les suicides et les intimidations sont parmi les sujets qui peuvent entraîner le stress extrême.

Le stress post-traumatique peut se manifester de plusieurs façons. L'individu qui traverse une période de stress ne peut exprimer que le sentiment que quelque chose n'est tout simplement pas juste ou que des efforts doivent être faits. Pour les journalistes dont le travail consiste à observer et à rapporter les événements, et non à agir sur ces événements, simplement entrain d'observer sous leurs yeux des tragédies humaines peut susciter un stress émotionnel. Les journalistes qui interviewent les victimes de traumatisme, peuvent en effet, s'exposer et vivre ce que les experts appellent le traumatisme interposé ou secondaire. Les rédacteurs chargés de photos et de vidéo peuvent être traumatisés à la suite d'une manipulation d'images effroyables l'une après l'autre. Les directeurs de médias à chaque niveau peuvent être traumatisés à la suite d'un stress occasionné par leur assistance à gérer les risques auxquels sont confrontés leurs reporters et leurs photojournalistes, surtout après une blessure ou un risque fatal.

### Signes du stress

Les signes de stress sont souvent subtils. Un journaliste peut paraître plus anxieux, replié sur lui-même, insensible, dépressif, triste ou coléreux et les émotions peuvent être permanentes ou variables. Les symptômes physiques peuvent inclure les troubles du sommeil ou de l'alimentation, l'accélération du rythme cardiaque, la transpiration, la crise de panique, les nausées, les céphalées et les douleurs thoraciques. Les relations personnelles et professionnelles tendues sont souvent fréquentes. Il en va de même pour l'abus de l'alcool ou de la drogue. Les autres peuvent inclure une fixation anormalement intense sur le travail accompli, comme si l'on essaie d'éviter un sentiment de culpabilité, à l'instar des autres comportements compulsifs.

Quelle est la fréquence du stress post-traumatique chez les journalistes? Plus d'un journaliste sur sept travaillant aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe inclus dans l'échantillon d'une étude menée en 2001 par les spécialistes Allemands Teegen et Grotwinkel ont manifesté des signes constants de syndrome de stress post-traumatique (SSPT) extrême. Une étude menée en 2003 par le psychiatre Canadien Anthony Feinstein, a révélé que plus d'**un correspondant de guerre sur quatre** ont manifesté des signes constants de stress extrême. Des études ont également montré que les conflits au **lieu de travail**, que ce soit entre journalistes ou entre les journalistes leurs autorités, peuvent intensifier les réactions individuelles au traumatisme.

« Les journalistes sont une tribu résistante », a noté Bruce Shapiro, Directeur exécutif du Centre Dart pour le Journalisme & Traumatisme, dans un discours délivré en 2010 à Melbourne, Australie, « cependant nous sommes aussi vulnérables aux blessures psychologiques, tout comme les pompiers, les agents de police, les ambulanciers paramédicaux ou les soldats, et nous avons besoin d'être formés, d'une assistance psychologique et un leadership conscient de ces questions ».

Le syndrome de stress post-traumatique est un diagnostic établi en 1980 par des cliniciens qui travaillent avec les anciens combattants Américains de la guerre du Vietnam. Ce trouble implique une **prépondérance de symptômes** qui durent plusieurs mois ou plus. Il peut également impliquer davantage de symptômes envahissants, y compris le retrait émotionnel ou la torpeur, la peur intense, le sentiment de colère ou de culpabilité, le sentiment d'impuissance, l'hyper-vigilance aux menaces réelles, la perturbation de la conscience et la confusion.

Le SSPT peut de façon significative changer le mode de communication des **réseaux neuronaux** au niveau du cerveau. Les changements « peuvent susciter la reconstitution et le sentiment de revivre le passé », a déclaré Matthew Friedman, Directeur exécutif du Centre national pour le syndrome de stress post-traumatique de l'Association des anciens combattants américains. Lorsqu'il n'est pas traité le SSPT peut également exacerber un éventail de troubles médicaux tels que l'hypertension.

La bonne nouvelle c'est que les cliniciens ont établi le phénomène de la croissance post-traumatique. « Nous parlons d'un changement positif qui résulte d'une situation très difficile », a déclaré au *Washington Post* en 2005 le Psychologue Lawrence G. Calhoun de l'université de Caroline du Nord à Charlotte. La croissance post-traumatique implique une meilleure estime de soi, de meilleurs rapports avec les autres, les capacités à réagir, l'appréciation de la vie non seulement après le rétablissement mais aussi émergeant renforcé après avoir surmonté une expérience traumatisante. La croissance se produit chez les « personnes qui sont confrontées à une situation de crises majeures développant un sens que les nouvelles perspectives créées par la situation difficile, qui offrent des possibilités qui n'étaient pas présentes auparavant », ont **écrit les chercheurs** de l'UCN à Charlotte.

## Prendre soin de soi-même

Reconnaître que vous êtes traumatisés est peut-être l'étape la plus difficile. Beaucoup de journalistes et de soldats ont quelque chose en commun en ce sens que les deux groupes ont tendance à refuser d'admettre l'impact du traumatisme. « Je ne suis pas certain que notre culture est disposée à l'admettre », a déclaré au *New York Times* en 2009, le Général George W. Casey Jr., Chef d'État-major de l'armée américaine. Expliquant que la nécessité de gérer le stress émotionnel peut être difficile à faire accepter au jeune soldat qui surtout « veut passer du temps et boire un verre avec ses copains ».

Le journaliste doit apprendre à prendre soin de lui-même. Une simple pause peut être très bénéfique. Vous devez donc trouver le courage de dire à votre rédacteur en chef que vous avez besoin d'un nouveau souffle. Et encore plus important est le fait que cela vous permet de vivre votre chagrin ou d'exprimer autrement vos émotions. Les exercices réguliers sont très utiles pour évacuer le stress, selon les **experts scientifiques**. Le National Institutes of Health National Center for Complementary and Alternative Medicine rapporte que les exercices corps-esprit tels que le **yoga**, le **tai chi**, **qi gong** et la **méditation** peuvent être bénéfiques.

L'expression de vos émotions est une autre façon d'évacuer le stress. Le fait que les journalistes discutent entre eux de leurs expériences respectives ne serait que bénéfique pour eux. Le lieu pourrait être quelque part dans la salle de rédaction ou dans un café environnant. Les responsables des salles de rédaction devraient aider à créer les opportunités et les forums pour la mise en place de la récapitulation entre collègues. « Ce dont j'avais réellement besoin, c'était du temps avec les collègues journalistes, pour parler de ce qui s'est passé », a déclaré Penny Owen du journal *The Oklahoman* **dans une interview** avec le Centre Dart après l'attentat contre un bâtiment fédéral à Oklahoma City. « Lorsque nous arrêtions, tout le monde en avait tellement assez de l'attentat que nous n'avons jamais vraiment pu tenir cette grande séance de discussion », a-t-il dit. Quel que soit le lieu, le cadre devrait être celui où personne ne se sentira jugé et où les journalistes se sentiront en sécurité pour s'ouvrir les uns aux autres.

Parler à un conseiller est une autre option pour les journalistes qui traversent un moment de stress émotionnel. Le Centre Dart propose un guide destiné au **choix d'un thérapeute**. Beaucoup de thérapeutes ont l'expérience dans le traitement du stress post-traumatique, et la recommandation d'un ami est souvent un point de départ dans la recherche d'un bon conseiller. (Certains régimes d'assurance peuvent aider à supporter les couts. Voir **Chapitre 1**, section relative à la Couverture d'Assurance et **Annexe C** Les assureurs.) Certaines cultures sont plus réfractaires que d'autres dans la reconnaissance du stress post-traumatique. Les journalistes vivant dans les pays très peu au fait de la question auront intérêt à consulter le site web du **Centre Dart**.

# 11. Conclusion: Un monde nouveau

À de nombreux égards, les dangers auxquels sont confrontés les journalistes n'ont pas varié depuis plusieurs décennies. Certaines des attaques les plus répandues et les plus inhumaines contre les journalistes ont été perpétrées en 2011, lors des soulèvements en faveur des réformes démocratiques. De mémoire d'homme, les autorités gouvernementales et les militants du parti au pouvoir en Egypte n'ont jamais agressé ouvertement autant de journalistes sur une période aussi courte. Les journalistes de plusieurs nationalités répondant aux besoins de leurs audiences dans chacun des principaux groupes linguistiques ont fait l'objet d'agressions ou de détention. Le large éventail de violences et de restrictions a permis de mettre en évidence le rôle essentiel que les journalistes ont joué pour que les gouvernements et les autres répondent de leurs actes.

Cependant, la technologie est entrain de rapidement altérer la façon dont les informations sont diffusées. La publication en 2010 et 2011 des télégrammes diplomatiques américains par WikiLeaks, site spécialisé dans la divulgation d'informations confidentielles, a mis en avant la révolution mondiale en ce qui concerne la circulation de l'information. Les recherches du CPJ montrent que les gouvernements et leurs alliés sont entrain de prendre des mesures énergiques pour enrayer cette circulation de l'information. Environ la moitié des journalistes emprisonnés dans le monde sont incarcérés sur des accusations de menées antiétatiques telles que l'espionnage ou la violation des secrets d'Etat. Et ceux qui sont menacés reflètent l'évolution du commerce de l'information: environ la moitié des journalistes derrière les barreaux à un moment donné travaillent principalement en ligne, et à peu près, la moitié sont des journalistes indépendants. Chaque année, ces proportions deviennent de plus en plus importantes.

Les nouveaux réseaux en ligne sont à la hausse. Certains sont conçus à partir des modèles d'information traditionnels, tandis que les autres réunissent les journalistes en tant qu'une communauté de correspondants. Les journalistes de la dernière catégorie travaillent souvent sans appui institutionnel, y compris une assurance santé et un appui juridique dont plusieurs journalistes salariés bénéficient. Dans ce climat changeant et dangereux, soyez guidés par quelques principes de base: soyez bien informés sur les questions sécuritaires, considérez votre sécurité comme votre première préoccupation, préparez-vous minutieusement pour chaque mission, défendez les intérêts des autres journalistes sur le terrain, et prenez soin de vous-mêmes avant, pendant et après la mission.

# A. Listes de contrôle

## Équipement Personnels

En fonction des besoins spécifiques et des éventuels défis, les journalistes devraient penser à choisir un certain nombre d'éléments de la liste ci-dessous, mais aussi à réfléchir de manière stratégique, sur d'autres équipements qui pourraient leur être utiles. De nombreux organes de presse vous recommandent de garder un sac d'urgence bien rempli à la maison, au bureau, ou dans un véhicule personnel ou professionnel.

### Sur vous-même ou dans vos accessoires:

- une carte de donneur de sang dans votre portefeuille ou, si vous êtes dans une zone de conflit, une carte plastifiée accrochée autour de votre cou sur laquelle sont clairement mentionnés votre groupe sanguin et toutes vos allergies;
- de l'argent liquide en monnaie locale et éventuellement en plusieurs devises bien dissimulé, peut-être à l'intérieur de poches spécialement conçues ou dans des articles avec des compartiments cachés;
- un portefeuille fictif à remettre avec au moins une photo d'identité facilement remplaçable;
- un passeport ou des documents de voyage, y compris une carte de vaccination;
- deux photocopies de chaque document de voyage gardées dans différents endroits; et
- des photos de format de passeport supplémentaires.

### Dans votre véhicule:

- lampe de poche;
- fusées éclairantes, ou éclairage de secours;
- gilet de sécurité réfléchissant;
- cartes de la zone environnante, couvertures, eau potable;
- trousse d'outils de base;
- roue de secours gonflée et cric.

### Dans votre sac:

- des médicaments d'ordonnance suffisants;
- médicaments antipaludiques;
- lunettes de prescription ou lentilles de contact, ainsi que des paires de rechange, solution pour lentilles de contact et conteneur de stockage;
- lunettes de soleil;
- stylos et bloc-notes;
- enregistreur de voix numérique ou appareil photo numérique;
- téléphone portable;
- ordinateur portable;
- AC ainsi que des chargeurs de briquets pour cigarette;
- piles de rechange;
- copies plastifiées des contacts du personnel de la salle de rédaction; et
- tout plan d'évaluation des risques ou un plan en cas de catastrophe.

### Dans votre sac à dos:

- bouteille d'eau;

- produit de désinfection de l'eau ou, dans les zones où la contamination par les matières fécales est possible, un filtre à eau;
- petite lampe de poche ou lampe frontale;
- batteries de rechange;
- adaptateurs électriques appropriés, câbles et écouteurs;
- goûters secs;
- accessoires pour se protéger contre la pluie ou le froid;
- couverture;
- chapeau;
- gants;
- vêtements pour se changer;
- serviette et articles de toilette de base;
- désinfectant pour les mains;
- lingettes humides, écran solaire;
- insectifuge, appareil pour chauffer les mains et les pieds;
- trousse de premiers soins bien garnie;
- crème pour les pieds d'athlète;
- préservatifs ou autres contraceptifs;
- tampons ou serviettes hygiéniques; et
- sacs à fermeture.

#### Juste au cas où:

- couteau de poche ou outil de poche;
- écran solaire;
- moustiquaire;
- sacs en plastique;
- élastiques;
- attaches en plastique;
- ficelle ou cordon;
- ruban d'électricien (qui ne laisse pas de résidu, comme du ruban adhésif) ou autre ruban adhésif solide;
- une peau de chamois;
- une brosse à poussière pour le nettoyage des accessoires.
- L'utilisation de jumelles peut être souhaitable dans certaines circonstances, mais vous devez savoir qu'elle peut entraîner la suspicion des autorités.

## Trousses de Premiers Soins

Selon l'OMS, une trousse de premiers soins pourrait contenir une combinaison des éléments suivants. Les journalistes devraient prendre en considération les exigences de chaque mission et choisir dans cette liste ou en ajouter des éléments selon leurs besoins:

- ruban adhésif;
- nettoyant antiseptique;
- bandages;
- des gouttes d'émolliente pour les yeux;
- produit insectifuge et de traitement de piqûre;
- crème ou comprimés antihistaminiques;
- décongestif nasal;
- sels de réhydratation orale;
- ciseaux et épingles de sûreté;



- analgésiques simples;
- pansement stérile;
- thermomètre;
- bouchons d'oreille;
- médicaments anti diarrhéiques;
- antibiotiques à large spectre;
- poudre antifongique, sédatifs.

Les personnes ayant reçu une formation appropriée peuvent également souhaiter inclure bandages traumatismes d'urgence, pansements pour la poitrine, pansements pour brûlures, alcool ou autres tampons de stérilisation, attelles, tourniquets, médicaments, et autre matériel médical.

## B. Formation en matière de sécurité

Les entreprises ci-dessous dispensent toutes des cours sur les environnements hostiles destinés en totalité ou en partie aux journalistes.

### **AKE Ltd**

[www.akegroup.com](http://www.akegroup.com)

+44 (0) 143-226-7111

L'entreprise AKE basée au Royaume-Uni était la première entreprise privée à dispenser aux journalistes des formations axées sur les environnements hostiles. Les cours sont conçus autour de scénarios pratiques et de démonstrations pour donner aux journalistes les connaissances et la confiance nécessaires pour faire face à des situations dangereuses.

### **Centurion Risk Assessment Services**

<http://www.centurionsafety.net>

+44 (0) 172-686-2090

La société Centurion basée au Royaume-Uni organise des formations en sécurité, régulièrement aux États-Unis et au Royaume-Uni, qui mettent l'accent sur la sécurité personnelle, la sensibilisation, et les premiers soins urgence ainsi que sur une variété de sujets concernant les journalistes qui accomplissent des missions dangereuses.

### **Chiron Resources**

<http://www.chiron-resources.com>

+44 (0) 788-060-2426

La société Chiron Resources basée au Royaume-Uni a dispensé des formations spécialisées sur les environnements hostiles aux journalistes et autres formations en sécurité dans plusieurs pays à travers le monde, en anglais, en français et en arabe.

### **Global Journalist Security**

<http://www.journalistsecurity.net>

+1 202-244-0717

Fondée en 2011 par l'auteur principal de ce rapport, le conseiller principal du CPJ en matière de sécurité des journalistes, Frank Smyth, Global Journalist Security propose une formation accès sur les urgences militaires et civiles, y compris l'agression sexuelle, la sécurité numérique, et le crime organisé.

### **Objective Travel Safety Ltd.**

<http://www.objectiveteam.com>

+44 (0) 178-889-9029

Objective Travel Safety basée au Royaume-Uni propose tous les mois une gamme de formations en sécurité, y compris des cours portant sur les services médicaux d'urgence, les techniques de survie en cas de catastrophes naturelles, la prévention des enlèvements, la négociation des points de contrôle, la sensibilisation aux pièges, et la lutte contre le stress traumatique.

### **Pilgrims Group**

<http://www.pilgrimgroup.com>

+44 (0) 844-788-0180

+44 (0) 148-322-8778

Pilgrims Group est une entreprise de formation sécuritaire, de conseil et de renseignements basée au Royaume-Uni. Le groupe propose une formation sur les environnements hostiles ainsi qu'en protection personnelle et pour le personnel de sécurité. Il a également proposé des formations accélérées à New York et dans d'autres endroits.

**Tor International**

<http://www.torinternational.com/>

+44 (0) 193 287 9879

+212-452-0909

La société Tor International basée au Royaume-Uni fournit des services, y compris l'évaluation et la gestion des risques, en plus de la formation sur les environnements hostiles, les gilets pare-balles, les troussees médicales, le matériel de communication, et les véhicules blindés et autres.

## E. Organisations de journalistes

### Organisations de defense de la liberte de presse

#### Adil Soz

<http://www.adilsoz.kz/en/>

+7 7272 911670

Cette organisation basée à Almaty apporte un appui juridique aux journalistes dont la vie est menacée et fournit des preuves sur les violations de la liberté de presse au Kazakhstan.

#### Andean Foundation for Media Observation & Study

<http://www.fundamedios.org/>

+593 2 2461622

Ce groupe basé à Quito également connu sous le nom Fundamedios, documente les violations de la liberté de presse en Équateur et dénonce la répression officielle.

#### Article 19

<http://www.article19.org/pages/fr/resource-language.html>

+ 44 (0) 20 7324-2500

Fondée en 1987, l'Article 19 lutte contre la censure, défend les voix dissidentes et fait campagne contre les lois et les pratiques qui réduisent les journalistes en silence.

#### Comité pour la protection des journalistes

<http://cpj.org/fr/>

+1 212-465-1004

L'éditeur de ce guide, le CPJ, est une organisation indépendante à but non lucratif dévouée à la défense de la liberté de presse qui défend le droit des journalistes de relayer des informations sans crainte de représailles. L'organisation suit et fait un plaidoyer en faveur des journalistes menacés et emprisonnés dans le monde, en documentant des centaines de cas de violation de la liberté de presse chaque année et en renseignant sur l'état de la liberté de presse dans chaque pays.

#### Fondation pour la liberté de presse (Fundación para la Libertad de Prensa)

<http://www.flip.org.co>

+57 1-400-9677

La Fondation, également connue sous le nom FLIP, est une organisation basée à Bogota qui surveille la liberté de la presse et la sécurité des journalistes en Colombie grâce à son réseau d'alerte et de protection. La FLIP fournit également des conseils gratuits aux journalistes qui ont été les victimes d'attaque ou d'agression ou qui souffrent de stress.

#### Fonds de liberté pour les journalistes philippins

<http://www.cmfr-phil.org/flagship-programs/freedom-watch/freedom-fund-for-filipino-journalists/>

+63 2 894 - 1314

Le FFFJ est un consortium dirigé par le Centre pour la liberté des médias et la responsabilité du pays. Lancé en 2003 suite à l'assassinat du journaliste **Edgar Damalerio**, le FFFJ a œuvré pour que les meurtriers de journalistes philippins soient traduits en justice.

#### Centre des media indépendants du Kurdistan

<http://www.imckiraq.blogspot.com>

+964 0770 86 42 653

Le Centre des médias indépendants du Kurdistan propose une formation aux journalistes et de la consultance aux

organisations de presse. Les cours sont dispensés aux personnes physiques ou en ligne pour les participants à travers l'Irak.

### **Institut pour la liberté et la sécurité des reporters**

<http://www.irfs.az/index.php?lang=eng>

+994 12 418 0334

L'institut basé à Bakou, en Azerbaïdjan, renseigne preuves à l'appui sur les violations de la liberté de la presse et défend les droits des journalistes de relayer les informations.

### **Fédération internationale des journalistes**

<http://www.ifj.org/fr>

Europe: 322-235-2200

Asie-Pacifique: 6 129-333-0999

Afrique: 22 133-867-9586

La FIJ basée à Bruxelles est une fédération de syndicats de journalistes de plusieurs pays, et elle constitue la plus grande organisation de journalistes dans le monde. La FIJ assure la promotion des droits humains, de la liberté d'expression et de la démocratie à travers la liberté de presse.

### **Echange international de la liberté d'expression**

<http://www.ifex.org/fr/>

+1 416-515-9622

L'IFEX est un consortium mondial de groupes de défense de la liberté de presse qui diffuse des informations sur les violations de la liberté de presse et organise des campagnes en faveur de la liberté d'expression.

### **Institut international de la presse**

<http://www.freemedia.at>

+43 1 512-9011

L'IPI basé à Vienne est un réseau mondial de professionnels des médias préoccupés par la sensibilisation aux menaces à la liberté de la presse et qui fait la promotion du journalisme indépendant. Le groupe suit les cas de journalistes ciblés pour leurs reportages et procède à une évaluation de la liberté de presse dans les pays du monde entier.

### **Instituto Prensa y Sociedad**

<http://www.ipys.org/>

+51 1 2474465

Cette organisation péruvienne de défense de liberté de presse renseigne, preuve à l'appui, sur les violations de la liberté de presse et défend les journalistes menacés.

### **Observatoire des libertés journalistiques**

<http://www.jfoiraq.org>

+964 0047 97 101 186

Basé à JFO est une coalition de professionnels des médias irakiens qui apporte un appui juridique aux victimes de violations de la liberté de presse en Irak et qui fait de la sensibilisation à la sécurité du journalisme.

### **Journaliste en Danger**

<http://www.jed-afrique.org/fr/>

+243 81 71 50 157

Cette organisation basée à Kinshasa défend la liberté de presse en République démocratique du Congo et dans d'autres pays d'Afrique centrale.

### **Institute des médias de l'Afrique Australe**

<http://www.misa.org/>

+264 61 232975

Fondée en septembre 1992, l'institut basé en Namibie fait la promotion d'une presse libre, indépendante et pluraliste.

### **Union fédérale des journalistes du Pakistan**

<http://pfuj.pk/>

+92 051-287-0220-1

Fondée en 1950, PFUJ est parmi les plus anciennes organisations de défense de la liberté de presse en Asie du Sud. Créé pour la protection mutuelle et l'amélioration de l'économie, la PFUJ, dans son code de conduite, « désire et encourage ses membres à maintenir une bonne qualité de savoir-faire et des normes de conduite élevées ».

### **Comité des reporters pour la liberté de presse**

<http://www.rcfp.org>

+1 800-336-4243

+1 703-807-2100

RCFP est une organisation basée aux États-Unis destinée à servir les journalistes en service et à protéger la liberté de presse aux États-Unis. Le groupe fournit des ressources aux journalistes, universitaires, et responsables du gouvernement, tout en apportant un soutien à la liberté des demandes d'informations.

### **Reporters sans frontières**

<http://fr.rsf.org/>

rsf@rsf.org

+33 1 44 83 84 84

Reporters sans frontières est une organisation de défense de la liberté de presse basée à Paris qui défend les journalistes menacés ou emprisonnés à travers le monde. Le groupe travaille sur les questions de sécurité des journalistes et offre sa propre assurance, prête du matériel de sécurité, et publie un manuel de sécurité.

### **Alliance de presse du Sud-est asiatique**

<http://www.seapabkk.org>

+66 2-2435579

L'Alliance de presse du Sud-est asiatique œuvre pour la liberté de presse en Asie du Sud-est. Établie à Bangkok en 1998, elle réunit des journalistes indépendants et œuvre pour le plaidoyer et la protection.

### **World Press Freedom Committee**

<http://www.wpfc.org>

Le WPFC est un consortium d'organisations de presse internationales qui défend la liberté de presse au niveau international. Le groupe mène des recherches sur les violations de la liberté de presse et la censure et les lois sur l'offense, et fait le suivi des cas de journalistes emprisonnés à travers le monde.

## **Comites et groupes pour la liberte d'Internet**

### **Electronic Frontier Foundation**

<http://www.eff.org>

+ 1 415-436-9333

+ 1 202-797-9009

L'Electronic Frontier Foundation se bat pour protéger les libertés civiles à l'ère du numérique. Alliant l'expertise des avocats, des analystes des politiques, des militants, et celle des technologues, il se bat pour la liberté, principalement dans les tribunaux, apportant et défendant les poursuites judiciaires contre les organismes gouvernementaux et les entreprises.

### **Global Voices**

<http://fr.globalvoicesonline.org/>

Global Voices est une communauté virtuelle de plus de 500 blogueurs et traducteurs à travers le monde qui travaillent ensemble pour diffuser des informations dans les quatre coins du monde, en mettant l'accent sur les voix que l'on n'entend pas habituellement dans les médias internationaux.

## **Organisations de soutien et de sécurité des informations**

### **Centre Dart pour le Journalisme & Traumatisme**

<http://dartcenter.org>

New York +1 212-854-8056

London +44 (0) 20-7242-3562

Melbourne +61 (0) 41-913-1947

Jakarta +62 21-7884-2580

Cologne +49 (0) 221-278-0814

Le Centre Dart situé à l'Université de Columbia est dédié à la diffusion d'informations éclairées et respectant les normes éthiques sur la violence, les conflits, et les tragédies. Il fournit une gamme de services aux journalistes en fonction et aux salles de rédactions à travers le monde.

### **Free Press Unlimited**

<http://www.freepressunlimited.org/en>

+ 31 35-62-54-300

Free Press Unlimited soutient les professionnels des médias locaux et veille à ce que partout les gens puissent avoir accès à l'information dont ils ont besoin pour survivre et prospérer.

### **Institut international de la sécurité de l'information**

[www.newssafety.org](http://www.newssafety.org)

+44 776-681-4274

+44 773-470-9267

INSI est une coalition d'organisations de presse et de groupes de soutien dédiée à la sécurité des journalistes dans les situations dangereuses. Le groupe offre une formation en sécurité aux journalistes à travers le monde et sensibilise les décideurs, les organisations de presse et les militaires à la sécurité des journalistes. Le CPJ est membre de la coalition.

### **Fondation internationale des femmes dans les médias**

<http://iwmf.org>

+1 202-496-1992

La Fondation internationale des femmes dans les médias est un réseau mondial dédié au renforcement du rôle des femmes dans les médias du monde entier comme un moyen de promouvoir la liberté de la presse.

### **Le Rory Peck Trust**

<http://www.rorypecktrust.org>

+ 44 (0) 20-3219-7860

Le Rory Peck Trust soutient les pigistes et leurs familles à travers le monde en cas de besoin et favorise leur bien-être et sécurité grâce à des efforts tels que la formation en sécurité.

## **Organisations de formation professionnelle**

### **Institut pour le reportage de guerre et de paix**

[www.iwpr.net](http://www.iwpr.net)

+44 (0) 207-831-1030

IWPR travaille avec les journalistes locaux et les professionnels des médias qui opèrent sur les lignes de front des conflits pour renforcer les compétences en matière de reportage et accroître la sensibilisation autour des questions de droits de l'homme, en promouvant le discours et les débats publics.

### **Centre international pour les journalistes**

[www.icfj.org](http://www.icfj.org)

+1 202-737-3700

ICFJ promeut le journalisme indépendant dans le monde entier à travers l'éducation, la formation et les bourses d'études. Il publie également plusieurs manuels sur les compétences journalistiques et l'éthique, qui sont disponibles en ligne.

### **Institut Poynter**

<http://www.poynter.org>

+1 727-821-9494

L'Institut Poynter est un institut d'enseignement à but non lucratif qui propose des séminaires, des cours particuliers, des cours en ligne sur les valeurs et pratiques journalistiques. Son programme de formation en ligne NewsU rend les ressources Poynter disponibles en ligne pour les journalistes du monde entier.

### **Tactical Technology Collective**

<http://www.tacticaltech.org/protect>

+493 060 961816

+918 041 531129

Bien que principalement destiné aux plaidoyers, Tactical Tech fournit des conseils à jour et des ressources aux journalistes indépendants sur les risques de sécurité de l'information et les remèdes.

## **Groupes de reportage d'investigation**

### **Associação Brasileira de Jornalismo Investigativo**

<http://www.abraji.org.br>

+55 (11) 3159-0344

Aussi connu sous le nom d'Abraji, le groupe se focalise sur le développement professionnel des journalistes et en particulier sur le partage des trucs et techniques liés aux reportages d'investigation. Abraji lutte pour la liberté d'information au Brésil et propose des cours en ligne et en salle aux journalistes et aux étudiants en journalisme.

### **Reporters arabes pour le journalisme d'investigation**

<http://arij.net/en>

ARIJ soutient le journalisme indépendant au Moyen-Orient en offrant une formation et un financement aux projets d'investigation. ARIJ paiera les frais de déplacement, l'accès aux bases de données et le l'analyse juridique des rapports d'enquête.

### **Bureau du journalisme d'investigation**

<http://www.thebureauinvestigates.com>

+44 (0) 796-946-6285

Le Bureau du journalisme d'investigation basé au Royaume-Uni vise à améliorer le journalisme d'investigation original par la production de reportages approfondis et de qualité pour d'autres organes de presse. Les reportages sont axés sur la corruption nationale et internationale et les questions de transparence.

### **Centro de Investigación Periodística**

<http://www.ciperchile.cl>

+56 2 638-2629



CIPER est une organisation indépendante à but non lucratif qui vise à développer le journalisme d'investigation au Chili. Le groupe se focalise sur l'utilisation de la loi chilienne et des techniques de reportage professionnelles pour rendre disponible au public les documents et informations du gouvernement.

#### **Centro Periodismo Digital**

<http://www.centroperiodismodigital.org>

+52 3 268-8888

Le Centre de formation en journalisme numérique de l'Université de Guadalajara aide les journalistes à apprendre à travailler avec les nouveaux médias et encourage également la formation des journalistes citoyens. Il propose des cours et des ateliers aussi bien en classe qu'en ligne.

#### **Fonds européen pour le journalisme d'investigation**

<http://www.journalismfund.eu>

+45 4082-2168

Le fonds apporte son soutien aux journalistes qui font des reportages d'investigation au niveau international ou essaient de coopérer avec des journalistes dans d'autres pays. Le fonds est un projet du **the Pascal Decroos Fund for Investigative Journalism**, qui propose une formation et d'autres subventions pour l'amélioration de la recherche journalistique.

#### **Forum des journalistes d'investigation africains**

<http://www.fairreporters.org>

+2711-482-8493

FAIR est une association professionnelle pour les journalistes d'investigation africains qui travaillent à améliorer la profession et ses pratiques. FAIR fournit des bases de données, des fiches de renseignements, des manuels, et des subventions, et cherche à soutenir les journalistes d'investigation en Afrique qui font face à des obstacles liés au manque de formation, aux bas salaires, et à des situations qui compromettent la vie des journalistes.

#### **Réseau mondial des journalistes d'investigation**

<http://www.globalinvestigativejournalism.org>

Le Réseau mondial des journalistes d'investigation est une organisation qui regroupe plus de 40 organismes à but non lucratif à travers le monde axés tous sur le journalisme d'investigation ou assisté par ordinateur. Elle organise des conférences régionales afin d'encourager les meilleures pratiques et de soutenir la formation de nouveaux groupes en quête de liberté d'information. Son site contient également un grand répertoire des organisations membres et d'autres réseaux de soutien au journalisme d'investigation.

#### **Consortium international des journalistes d'investigation**

<http://www.publicintegrity.org/investigations/icij/>

+1 202-446-1300

Le Consortium international des journalistes d'investigation du Centre pour l'intégrité publique basé à Washington, DC, est un forum international pour la coopération entre journalistes d'investigation travaillant sur des questions qui dépassent les frontières nationales. Le consortium est soutenu par le **Center for Public Integrity** et se focalise sur la criminalité internationale et la dénonciation de la corruption.

#### **Investigative News Network**

<http://www.investigativenetwork.org>

+1 213-290-3466

+1 818-582-3533

L'Investigative News Network joue le rôle d'organisme de défense de la presse et de réseau de soutien aux organisations journalistiques à but non lucratif. Il se compose de plus de 50 organes de presse nord-américains à but non lucratif.

### **Investigative Reporters & Editors**

<http://www.ire.org>

+1 573-882-2042

L'IRE est un organisme de formation à but non lucratif pour les journalistes d'investigation situé à l'École de journalisme du Missouri. Il apporte son soutien aux journalistes et protège les droits des journalistes d'investigation tout en préconisant des normes de reportage élevées.

### **Organized Crime and Corruption Reporting Project (Projet de reportage sur le crime organisé et la corruption)**

<http://reportingproject.net>

+387 33-56-0040

L'OCCRP est une entreprise coopérative entre des organisations de presse d'Europe de l'Est et des centres de journalisme d'investigation visant à partager des ressources et des conseils en matière de sécurité afin de produire des rapports d'enquête sur le crime organisé.

### **Centre philippin pour le journalisme d'investigation**

<http://www.pcij.org>

+63 2 431-9204

Le Centre philippin pour le journalisme d'investigation fait la promotion du journalisme d'investigation aux Philippines. Le centre offre une formation aux journalistes au sein des Philippines comme ailleurs en Asie du Sud-est.

### **ProPublica**

<http://www.propublica.org>

info@propublica.org

+1 212-514-5250

ProPublica est un organe de presse à but non lucratif basé aux États-Unis qui produit des reportages d'enquête sur les abus de pouvoir. Le groupe met clairement l'accent sur faits qu'il considère comme ayant une force morale, et cherche à stimuler des réformes positives à travers ses reportages.

### **Publica**

<http://apublica.org>

Publica est le premier Centre de journalisme d'investigation à but non lucratif du Brésil et cherche à promouvoir le journalisme comme un bien public à travers le renforcement du journalisme d'investigation indépendant. Le centre travaille également en collaboration avec d'autres organes de presse au Brésil et à l'étranger pour financer des projets de journalisme d'investigation.

### **SCOOP**

<http://www.i-scoop.org>

SCOOP est un réseau de journalistes d'investigation en Europe de l'Est et du Sud-est qui a pour objectif de coopérer sur des projets internationaux et de partager ses expériences et ses idées. SCOOP travaille dans 12 pays et son site contient une longue liste de centres de journalisme d'investigation dans le monde entier.

## C. Les Assureurs

Il existe de nombreux fournisseurs d'assurance et de courtiers différents. La liste ci-dessous ne comprend que les entreprises ou groupes qui aident à fournir une assurance aux journalistes et aux autres sur les missions à risque élevé. Les journalistes sont invités à choisir les meilleurs taux possibles à partir d'une multitude de fournisseurs potentiels.

### **Banner Financial Group**

<http://www.bannergroup.com>

+44 (0) 199-386-2119

La société Banner Financial Group basée au Royaume-Uni propose une assurance individuelle et collective pour les personnes vivant ou travaillant à l'étranger. Les polices peuvent couvrir les blessures de guerre et de terrorisme et inclure la mort ou l'assurance des dommages corporels.

### **Bellwood Prestbury**

<http://www.bellwoodprestbury.com>

+44 (0) 124-258-4558

+44 (0) 124-258-8688

Bellwood Prestbury est une société basée au Royaume-Uni qui fournit des plans spécialisés pour les personnes vivant ou travaillant à l'étranger et exerçant des professions à risque élevé ou travaillant dans des zones dangereuses. La couverture peut inclure la guerre ou les risques de terrorisme ainsi que l'assurance enlèvement et rançon.

### **Crisis Insurance**

<http://www.crisis-insurance.co.uk>

+44 (0) 143-226-8301

Crisis Insurance est une entreprise basée au Royaume-Uni spécialisée dans les polices d'assurance à haut risque pour les zones dangereuses ou professions dangereuses. Les polices peuvent être adaptées aux besoins individuels et sont disponibles pour les courtes ou longues durées.

### **Reporters sans frontières**

<http://fr.rsfs.org>

+33 1 44 83 84 84

L'organisation à but non lucratif basée à Paris, Reporters sans frontières, propose une police d'assurance adaptée aux besoins des journalistes travaillant à l'étranger dans des situations éventuellement hostiles. Les polices peuvent être souscrites par jour ou pour durée pouvant aller jusqu'à un an.

### **Safe Passage International**

<http://www.spibrokers.com>

+1 303-988-9626

+1 800-777-7665

La société Safe Passage International offre une assurance voyage pour aussi bien les clients des entreprises que ceux des organisations à but non lucratif. En vertu de ses Premiers programmes de sécurité, l'entreprise propose une assurance accident, y compris les risques causés par la guerre et le terrorisme, ainsi qu'un programme qui couvre les enlèvements, rançons, et extorsions. Les programmes supplémentaires couvrent la mort accidentelle ou les mutilations de membres.

## D. Ressources et manuels de journalisme

### Bulletins et guides du Centre Dart pour le journalisme et le traumatisme

<http://dartcenter.org>

New York +1 212-854-8056

Seattle +1 206-616-3223

London +44 (0) 207-242-3562

Melbourne +61 (0) 41-913-1947

Jakarta +62 217-884-2580

Cologne +49 (0) 221-278-0814

Le Center Dart pour le journalisme et le traumatisme fournit aux journalistes les ressources nécessaires et des informations éclairées et de bonne qualité sur les tragédies, les catastrophes, et la violence. Son site fournit des fiches de conseils, des études et des articles sur les traumatismes, le journalisme et la santé mentale. DART a publié des guides sur la couverture des guerres et la gestion du stress liée à la couverture des tragédies.

### Manuel de journalisme d'investigation de FAIR

[http://www.fairreporters.org/?IJ\\_manuals](http://www.fairreporters.org/?IJ_manuals)

Le Manuel FAIR est conçu pour les journalistes d'investigation qui travaillent dans des conditions difficiles à l'image de ceux qui opèrent en Afrique. Le manuel a été rédigé sur la base d'études de cas et d'anecdotes présentées par les journalistes d'investigation en service en Afrique.

### Manuel de protection des défenseurs des droits humains de Frontline

<http://www.frontlinedefenders.org/fr/>

Frontline propose un manuel de protection des défenseurs des droits de l'homme destiné à la sécurité personnelle, à l'analyse des risques et à la planification. Le manuel est également disponible dans un livre condensé. Le manuel de sécurité numérique de Frontline, élaboré en collaboration avec Tactical Technology Collective, permet de garantir la sécurité des documents numériques et de la correspondance.

### Manuels de formation d'ICFJ

<http://www.icfj.org/Resources/tabid/209/Default.aspx>

Le Centre international pour les journalistes offre une gamme de manuels portant sur le journalisme d'investigation, la prise de décision éthique, les traumatismes, les catastrophes naturelles, et une variété de sujets particuliers ou régionaux. Beaucoup sont disponibles gratuitement et le reste est disponible sous forme de copies numériques bon marché.

### IFJ's Live News Survival Guide

[http://www.hnd.hr/uploads/Journalism\\_survival\\_guide2003.pdf](http://www.hnd.hr/uploads/Journalism_survival_guide2003.pdf)

Publié en 2003, le Guide de la Fédération internationale des journalistes reste valable. Il porte sur le travail dans les environnements hostiles et zones de guerre, les troubles civils et émeutes, les enlèvements et prises d'otages, l'aide médicale d'urgence et le stress traumatique.

### Manuel de formation IWPR

<http://iwpr.net/reporting-change-handbook-local-journalists-crisis-areas>

Le manuel de formation standard de l'Institut pour le reportage de guerre et de paix contient un chapitre sur la sécurité des journalistes. Les sujets abordés comprennent la sécurité personnelle et la sensibilisation situationnelle, ainsi que le reportage dans les zones de guerre et de catastrophe. Il est disponible en six langues sur le site de l'IWPR. L'institut publie également des guides thématiques et régionaux.

***Manuel des journalistes de Reporters sans frontières***

<http://www.rsf.org/IMG/pdf/guide2003.pdf>

Mise à jour en 2010, le *Manuel des journalistes* est un guide global abordant une variété de questions de sécurité pertinentes, y compris les premiers secours, les urgences de santé publique et humanitaires, les précautions sanitaires à prendre lorsque qu'on voyage, et le rapportage dans les zones de guerre.

***Manuel Voyages internationaux et santé de L'Organisation mondiale de la santé***

<http://www.who.int/ith/fr/index.html>

L'Organisation mondiale de la santé publie ce guide de sécurité lorsqu'on voyage à l'étranger ainsi que d'autres comme le *Guide on Safe Food for Travellers*. Ces guides abordent des questions telles que les vaccinations nécessaires pour le voyage, la sécurité alimentaire, et les risques sanitaires dans différentes régions et dans des conditions différentes telles que les catastrophes naturelles. Le guide comprend également une liste complète d'articles qui pourraient être contenus dans une trousse de premiers soins bien garnie.

## F. Autres ressources

**International Society for Traumatic Stress Studies** (Société internationale d'étude du stress traumatique)

[www.istss.org](http://www.istss.org)

+1 847-480-9028

L'ISTSS se focalise sur le partage d'informations sur les effets du stress traumatique et la réduction de ses conséquences à long terme. Son site fournit des recherches et des ressources, du matériel éducatif, ainsi que des conseils pour le traitement du stress traumatique et post-traumatique.

**National Center for Complementary and Alternative Medicine** (Centre national de médecine complémentaire et naturelle)

<http://nccam.nih.gov>

+1 888-644-6226

Le NCCAM fait partie des Instituts nationaux américains de santé et est dédiée à la recherche sur les pratiques en matière de santé et les traitements qui ne sont pas généralement considérés comme faisant partie de la médecine occidentale traditionnelle. Le NCCAM apporte des informations sur les traumatismes et le stress, des études sur les traitements alternatifs potentiellement efficaces, et des avertissements concernant les risques sanitaires des traitements frauduleux.

**National Institute of Mental Health** (Institut national de santé mentale)

[www.nimh.nih.gov](http://www.nimh.nih.gov)

+1 866-615-6464

Le NIMH fait partie des Instituts nationaux américains de santé et mène des recherches et fournit des informations sur les conditions et services de la santé mentale. Son site fournit des informations sur de nombreux types de troubles de santé mentale, y compris le stress traumatique.

**RAINN: The Rape, Abuse, & Incest National Network**

<http://www.rainn.org>

+1 202-544-1034

Basée aux États-Unis, RAINN est une organisation qui fournit des informations sur comment éviter, survivre, et se remettre d'une agression sexuelle. Le National Sexual Assault Hotline est disponible en ligne sur le site de RAINN ou par téléphone. En outre, le site fournit un répertoire des ressources internationales.

**U.S. Centers for Disease Control and Prevention** (Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies)

<http://www.cdc.gov>

+1-800-232-4636 (hotline d'informations sanitaires ouverte 24/24 du lundi au vendredi)

L'agence gouvernementale américaine est une source d'informations publique sur les maladies, les troubles courants et leurs traitements. Le site du CDC fournit des informations sur les maladies, la vie saine, la sécurité et les soins d'urgence, et la préparation aux catastrophes et les interventions.

**Organisation mondiale de la santé**

<http://www.who.int/fr/index.html>

L'Organisation mondiale de la santé, composante santé publique de l'Organisation des Nations unies, surveille les conditions de santé dans le monde et suit les déclarations de maladie partout dans le monde. Elle fournit des directives globales aux voyageurs en matière de vaccination, d'assainissement et de prévention des maladies, ainsi que des mises en garde et restrictions sur les voyages.

# G. Formulaire d'évaluation de la sécurité

Le CPJ a développé ce modèle à partir de données originales produites par les experts en sécurité de Human Rights Watch. Ce modèle est fourni à titre indicatif seulement. Notez que chaque journaliste ou organe de presse peut se retrouver dans des circonstances particulières nécessitant la modification de ce modèle.

## Modèle d'évaluation de la sécurité avant la mission

### 1. Description de la mission

Identifier les dates de voyage, l'itinéraire, et les noms des membres du personnel, des pigistes, et autres (y compris les consultants recrutés localement) qui participent à la mission.

### 2. Analyse des risques

Identifier les risques de sécurité potentiels liés à l'accomplissement de la mission.

#### 2.1. Sujets hostiles

Évaluer les chances que vous, votre équipe, ou les contacts locaux qui sont en interaction avec vous sur le terrain, avez d'être surveillés ou d'être la cible d'une attaque.

Identifier les acteurs potentiellement hostiles, y compris les autorités gouvernementales, le crime organisé, les groupes rebelles et les forces irrégulières. Évaluer le degré de cohésion relative et identifier toutes actions et attaques, à priori, éventuellement hostiles.

#### 2.2. Risques liés à l'emplacement

Identifier les risques liés à la diffusion d'informations à l'endroit où l'on se trouve. Ces risques pourraient inclure l'éclatement d'hostilités ou l'escalade des conflits, l'enlèvement / rapt, les interactions avec des autorités hostiles (problèmes pour traverser les frontières / points de contrôle, arrestation, détention), la surveillance physique ou électronique, la confiscation / détournement d'informations sensibles, les risques pour la santé, les dangers liés aux différents moyens de transport, la criminalité commune.

#### 2.3. Sécurité des contacts locaux

Identifier les risques auxquels les gens qui travaillent ou qui sont en interaction avec vous (les traducteurs locaux, chauffeurs, sources, témoins, etc) peuvent être exposés. Identifier les acteurs potentiels pouvant être impliqués, et intégrer d'avance toute surveillance, actions, ou attaques.

#### 2.4. Risques liés à la recherche

Gérer particulièrement les risques liés à la conduite de votre travail (réalisation d'entretiens, prise de photos, réalisation de films, descente sur le terrain, obtention et détention de documents et de photographies susceptibles d'avoir une valeur de preuve).

## **2.5. Profiles**

Expliquer comment votre propre profil, les profils des autres membres de votre équipe, et celui de votre organe de presse peuvent augmenter ou diminuer le risque.

## **2.6. Fiabilité de l'information**

Expliquer si l'équipe a accès aux dernières informations concernant la sécurité de la zone, quel et qui ont été les principales sources d'information pour l'analyse des risques, et à quel point les informations disponibles peuvent être caduques ou autrement limitées.

## **3. Mesures proposées pour diminuer le risque**

Décrire les mesures qui seront prises par vous, votre équipe, le siège, et d'autres pour amoindrir les risques liés à l'accomplissement de la mission.

### **3.1. Hébergement**

Identifier tous les hôtels, chambres d'hôtes, résidences privées, et d'autres types d'hébergement dans tous les sites pendant tout le séjour. Expliquez pourquoi l'option d'hébergement proposé est considérée comme sûre. (Y a-t-il de la sécurité? Est-elle utilisée par les travailleurs internationaux? Est-elle située dans un endroit sûr?) Indiquer si le site d'hébergement dispose de moyens de communication fonctionnels (lignes téléphoniques, accès à internet). Fournir les coordonnées du site d'hébergement.

### **3.2. Dispositifs en matière de transport**

Décrire les modalités de transport pour le voyage. Si vous prévoyez d'utiliser les transports en commun ou les taxis, indiquer si cela comporte des risques et comment ils vont être pris en compte. Si vous décidez de louer une voiture, expliquez comment le chauffeur a été ou sera choisi. Fournir les coordonnées du chauffeur dans la section Contacts ci-dessous.

### **3.3. Communications**

Décrivez si vous ou votre équipe allez utiliser un téléphone cellulaire international, des téléphones cellulaires locaux, des téléphones par satellite, des lignes fixe, et / ou des transistors, et décrivez tous les problèmes liés à l'utilisation de chaque moyen de communication. (Ces problèmes pourraient inclure l'absence ou l'interruption éventuelle de la couverture cellulaire dans certains endroits, la couverture du téléphone par satellite et des problèmes d'ordre juridique ou sécuritaire liés à l'utilisation de ces téléphones. Et la surveillance téléphonique) Indiquez si l'équipe aura un accès régulier à Internet. Identifier les meilleurs moyens de communication si la situation sur le terrain nécessite des conversations de suivi détaillées avec le siège.

### **3.4. Profiles**

Décrivez si vous ou votre équipe prévoyez d'opérer en gardant le profil haut ou bas dans le pays et les mesures prises pour faire face aux risques liés à chaque approche. Décrivez comment vous et votre équipe allez entrer dans le pays et vous comporter dans diverses situations (à la frontière, aux postes de contrôle, au cours d'autres interactions avec les autorités).



S'il ya des risques liés aux profils individuels des membres de l'équipe (tels que la nationalité, l'appartenance ethnique, la race, le sexe ou l'orientation sexuelle), indiquer si et comment ils peuvent être pris en charge et si des mesures supplémentaires doivent être prises pour amoindrir les risques.

### **3.5. Recherche et autres activités**

Indiquez comment vous ou votre équipe comptez réaliser les reportages sans danger pour vous et vos sujets. Si nécessaire, indiquez si des mesures spécifiques sont nécessaires pour assurer l'anonymat de certains sujets et la méthode qui sera utilisée pour communiquer avec les sujets afin d'éviter de s'exposer à une situation indésirable.

### **3.6. Sécurité de l'information**

Précisez les mesures à prendre pour protéger les informations sensibles lors d'une mission. Indiquez si vous ou votre équipe allez utiliser des appareils électroniques pour la collecte et la conservation des informations (enregistreurs vocaux, caméras, ordinateurs, etc.) et les mesures pour assurer la sécurité de l'information au cas où les appareils seraient confisqués ou autrement compromis, ou en cas d'autre interdiction d'accès à l'information.

Si vous n'utilisez que des notes manuscrites, préciser les mesures à prendre pour les protéger contre tout accès non autorisé ou éviter de les perdre.

### **3.7. Sécurité des autres**

Sur la base de l'analyse des risques ci-dessus, décrire les mesures proposées pour assurer la sécurité des personnes qui sont entrain de faire leur travail ou qui sont en interaction avec votre équipe (parmi ces personnes figurent, entre autres, les consultants locaux, les interprètes et les chauffeurs).

### **3.8. Autres mesures de sécurité**

Indiquez les mesures de sécurité supplémentaires pouvant s'avérer nécessaires pour minimiser les risques liés à la mission. Celles-ci pourraient comprendre des mesures visant à prendre en charge les risques de santé (vaccinations nécessaires, trousse de premiers secours avancées, etc.) et, si nécessaire, les procédures d'évacuation d'urgence éventuelles de la zone ou du pays.

## **4. Procédures de contrôle**

Préciser les procédures de contrôle de votre mission:

- La régularité et l'heure (si y a plusieurs endroits, les longs voyages, etc., pour chaque endroit et segment de voyage); lorsque vous indiquer l'heure, précisez à la fois l'heure à l'endroit où l'on se rend et l'heure à l'endroit où se trouve l'agent de sécurité préposé au contrôle.
- Méthode (appel téléphonique à effectué à partir de la ligne fixe/le téléphone cellulaire/le téléphone sat, texto, courriel)
- Les personnes responsables de la sécurité du contrôle. (Lors de la désignation de ces personnes, tenir compte des fuseaux horaires appropriés, ainsi que le niveau de risque lié à la mission, la volatilité de la situation sur le terrain, et l'expérience de votre équipe à effectuer des tâches de contrôle, si nécessaire, désigner différents membres de l'équipe pour effectuer les différentes tâches de la mission.)
- La procédure à suivre au cas où vous ou votre équipe ne vous êtes pas fait contrôler. L'intervalle de sécurité habituel pour le contrôle est d'une heure, ce qui signifie que des mesures de suivi seront prises si,

une heure après chaque rendez-vous de contrôle le contact n'est pas établi avec l'équipe. Indiquez si un certain segment de la mission (par exemple, la frontière ou point de contrôle) exigerait un intervalle plus court. En outre, précisez:

- Si un associé est chargé de recevoir les contrôles, à quel point devrait-il aviser le superviseur;
- Si et quand l'organe de presse devrait tenter de toucher les contacts d'urgence sur le terrain;
- Quelles autres mesures l'organe de presse devrait ou ne devrait-il pas prendre (ce qui peut inclure aviser les parents, aviser les autres médias, ou contacter l'ambassade).

## 5. Contacts

Indiquez les coordonnées (numéros de téléphone fixes et mobiles, les adresses e-mail) des personnes suivantes:

- Le personnel qui voyage dans le cadre de la mission
- Le personnel effectuant les contrôles
- Les superviseurs et autres contacts support du siège
- Les participants non membres du personnel (consultants, interprètes, chauffeurs)

## 6. Contacts d'urgence

- Contacts dans le pays:
  - a. indiquez un contact de sécurité bien déterminé dans le pays (un collègue de confiance, par exemple) qui sera régulièrement informé sur votre programme, vos mouvements et endroits où vous vous trouvez,
  - b. fournir une liste de contacts supplémentaires dans le pays qui seraient en mesure d'aider l'organe de presse en cas d'incident de sécurité, perte de contact avec l'équipe, ou autre situation d'urgence (il peut s'agir de contacts dans les ambassades concernées, le personnel des Nations unies ou des agences humanitaires, des ONG locales, des responsables locaux, et les autorités de la police).
- Autres contacts d'urgence: si possible, fournir d'autres contacts qui seraient en mesure d'aider l'organe de presse en d'incident de sécurité, perte de contact avec l'équipe, ou autre situation d'urgence.

## À propos des auteurs

**Frank Smyth**, l'auteur principal de ce guide, est le conseiller principal du CPJ pour la sécurité des journalistes. M. Smyth est un journaliste chevronné qui s'est spécialisé dans les conflits armés, la criminalité organisée et les droits de l'homme. Il a exercé dans plusieurs pays à travers le monde, notamment la République d'El Salvador, le Guatemala, la Colombie, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Rwanda, le Soudan, la Jordanie ainsi que l'Irak, où il a été emprisonné pendant 18 jours en 1991. Dans les années 1990, M. Smyth a mené des investigations sur le trafic d'armes pour l'ONG américaine Human Rights Watch. Il a également travaillé comme reporter pour CBS News, et comme rédacteur pour les journaux *Nation*, *Village Voice*, *New Republic*, *Washington Post*, *New York Times*, *Wall Street Journal*, *International Herald Tribune*, *World Policy Journal* et *Foreign Affairs*. M. Smyth a témoigné sur les questions de la liberté de presse devant l'Organisation des États américains, la Commission internationale de juristes et le Congrès des États-Unis d'Amérique. Il est le fondateur et le directeur exécutif de Global Journalist Security, une entreprise qui fournit des services de conseil et de formation pour les journalistes et d'autres professionnels. Il blogue régulièrement sur les questions de sécurité des journalistes pour le CPJ.

**Danny O'Brien**, qui a rédigé le chapitre sur la sécurité de l'information de ce guide, est le coordinateur du Plaidoyer pour l'Internet du CPJ basé à San Francisco. M. O'Brien a été à la pointe de la lutte pour les droits numériques à travers le monde, en qualité de militant pour l'Electronic Frontier Foundation. Il était membre fondateur du magazine britannique *Wired UK* et co-fondateur de l'Open Rights Group, une organisation britannique de défense des droits numériques. Il a également travaillé comme journaliste, couvrant les questions de technologie et de culture pour les journaux londoniens *New Scientist*, *Sunday Times* et irlandais *Irish Times*.

# Remerciements

Le CPJ tient à remercier les journalistes et les experts suivants pour leur précieuse contribution dans l'élaboration de ce guide: Mustafa Haji Abdinur, Molly Bingham, Umar Cheema, Carolyn Cole, Bill Gentile, Eric S. Johnson, Sebastian Junger, Rebecca MacKinnon, Judith Matloff, Fabio Pompetti, David Rohde, David Schlesinger et Javier Valdez Cárdenas. Le CPJ tient également à saluer les recherches vitales effectuées par l'Institut international de la sécurité de l'information, le Centre Dart pour le journalisme et les Traumatismes, Human Rights Watch et de nombreuses organisations locales et internationales de journalistes.

La publication de ce guide a été rendue possible grâce aux subventions de la Fondation Adessium, le Réseau Omidyar et la Fondation RealNetworks.

Directeur de la rédaction: Bill Sweeney

Rédactrice en chef: Elana Beiser

Rédacteurs en chef adjoints: Kamal Singh Masuta, Shazdeh Omari

Maquettiste: John Emerson

Traducteur: El Hadji Magatte Dia

Chercheur en chef: Casey Nitsch

Chercheur: Faye Steinhauer

Révisseuse: Camille Rankin

Productrice vidéo: Dana Chivvis

Droit d'auteur 2012, Comité pour la protection des journalistes (CPJ).